Tome IV. N° 24 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Mars 1921

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Les Œuvres dans les Hommes

Edmond de Goncourt et son grenier

La haute taille, les cheveux blancs, les yeux noirs et chauds, comme deux grains de café, d'Edmond de Goncourt sont à l'horizon de ma petite jeunesse. Pendant vingt ans, de 1876 à sa mort, qui eut lieu à Champrosay, en 1896, ce grand homme de lettres, passionnément épris de son métier, est venu s'asseoir, deux et quelquefois trois fois par semaine, à notre table de famille, où son couvert était toujours mis. C'était un être d'intimité, profondément attaché à ses amis, sensible et bon sous des dehors froids, d'une délicatesse, d'un tact infinis. On le disait méprisant et distant. Quelle erreur ! Il était en réalité assez timide, ce qui lui faisait redouter la camaraderie brutale et le tutoiement, d'une grande réserve vis-à-vis des femmes, qu'il traitait cérémonieusement, avec une politesse d'aristocrate. Il était de petit appétit et gourmet, attentif aux sauces — (qu'il redoutait à cause de son estomac) — aux vins et aux liqueurs

dont il usait avec modération, à cause de son foie. Il riait souvent, avec bonheur, et quelquefois aux larmes, exprimant, par des gestes de ses mains fines et nerveuses, que ce qui est drôle est un soulagement. Il s'attristait, se préoccupait, se crispait facilement, comme tous les nerveux ; mais le fond de sa nature était sain, son âme limpide comme celle d'un enfant, sans rien de trivial ni de bas. Traditionnel en politique et en religion, ayant en horreur la République et l'anticléricalisme, la révolution et le peuple juif, il aimait, en littérature, la belle prose, l'innovation ou ce qu'il appelait ainsi, un certain déséquilibre coloré de la phrase et de la syntaxe, une certaine bizarrerie du style, la fameuse « épithète rare ». Il n'avait aucun sentiment de la musique, comme il disait, « aucune oreille », et son sentiment poétique était faible. En revanche, il connaissait, aimait, devinait, retrouvait les arts plastiques, la peinture, le dessin, la sculpture, la gravure, l'eau-forte, comme aucun peintre, dessinateur, sculpteur, graveur et aquafortiste. Sa science, en ces matières, était infinie, et donc, sans pédantisme, comme d'une chose toute naturelle. Il avait la folie du bibelot, japonais ou dix-huitième, parce qu'il y distinguait des beautés que le vulgaire ne soupçonne pas, parce que le bibelot était le véhicule de son imagination historique, le stimulant, tactile et visuel, de sa vaste érudition de Louis XV, de Louis XVI, de la Révolution et du Directoire. Seul, il passait des heures devant ses vitrines, à examiner, palper, retourner telle ou telle petite boîte, un éventail, une miniature. Sa volupté profonde était là, et dans la poursuite du mot qui évoque, demi-sensuel, demi-descriptif, et de la période où brille ce mot.

Chaque année, quand il revenait de Champrosay à Paris, pour se rendre chez des parents, au château de Jean d'Heurs, dans la Meuse, il y avait un rite : je le ramenais de la gare de Ris au boulevard Montmorency, où se trouvait son petit hôtel, et où l'attendait sa servante Pélagie. Pendant le trajet, il m'entretenait de toutes sortes de sujets, comme cela est conté dans son *Journal*. Puis, une fois arrivés, il m'invitait à dîner, et, en attendant, me montrait ses collections et ses estampes. Rien, d'ordinaire, n'est ennuyeux comme un collectionneur, et je me rappelle m'être endormi debout, devant des merveilles indifférentes, que m'expliquait complaisamment leur propriétaire. Les gens s'imaginent

toujours que leur manie est contagieuse et qu'elle intéresse le voisin. Avec Edmond de Goncourt, il en allait autrement. Je l'aurais écouté pendant des heures, attentif au travail de sa pensée, à laquelle ces vestiges d'un temps disparu transmettaient des secousses quasi électriques. Il y a des hommes chez qui le sens historique s'allume par les idées générales, ou par une doctrine politique, ou par la curiosité de ces grands corps en mouvement que sont les États. Il en est d'autres chez qui ce même sens est développé par ce que les âges écoulés nous ont transmis sur les façons d'être de nos aïeux, leurs coutumes, leurs mobiliers, leurs plaisirs. L'auteur de cette étonnante et émouvante *Histoire de Marie-Antoinette*, aux vues si étendues sur la criminelle misère de la pensée jacobine, et que trop peu de personnes ont lue, appartenait à la seconde catégorie. N'allez pas en conclure que les deux frères faisaient de la petite histoire, de boudoir et de cabinet. Ce serait très faux. Ils partaient de l'anecdote et du détail, mais pour aboutir à des vues d'ensemble qui dépassent, à mon avis, celles d'un Mortimer-Ternaux ou d'un Taine. Plus on les étudiera, et plus ils apparaîtront comme des annalistes excellents, comme des narrateurs scrupuleux et, par endroits, comme des visionnaires.

A 7 heures du soir, nous nous mettions à table, car il y a loin de la petite maison du boulevard de Montmorency à la gare de Lyon, où mon train de retour était à 10 h. 12. Le menu se composait en général d'une soupe, d'un poisson très frais et au beurre, et d'un bon poulet rôti, ou d'une côtelette de veau, avec une purée et une salade. Mon appétit amusait le maître du logis.

— Mon petit, me disait-il, tu as horreur des macchabées et je le comprends. Eh bien, l'époque révolutionnaire, ce n'est au fond qu'un étalage de macchabées. Clemenceau a beau dire le contraire, cette époque-là représente le mélange de l'ignorance et de la férocité. La France n'a cessé de décliner depuis.

Ainsi prenais-je mes premières leçons de doctrine antirévolutionnaire. Les préférences politiques d'Edmond de Goncourt étaient nettement monarchistes, et il souhaitait une dictature qui ramenât la monarchie. Les républicains, Clemenceau en tête, ne pouvaient ignorer ce sentiment ; mais ils le toléraient, comme l'innocente lubie d'un grand artiste, qui ne faisait d'ailleurs aucune opposition. Il n'y eut qu'au moment

du boulangisme qu'il affirma nettement sa sympathie pour le malheureux général, d'ailleurs toute platonique. Goncourt était Lorrain et, chez l'homme de l'Est, à cause de la frontière, le sentiment de la nécessité du chef politique unique est demeuré vivace, même avant le réveil de *l'Action française*. J'étais à cent lieues, à l'époque, de comprendre quoi que ce fût à la politique et à la nécessité de la monarchie, et je me figurai que le regret du grand écrivain était une simple nostalgie de la beauté et du goût d'autrefois. Mais, quand on lit son œuvre avec soin, on s'aperçoit qu'il n'en est rien et que sa vue était beaucoup plus ample.

En somme, et sans forcer le sens des mots, il est difficile de ne pas reconnaître aujourd'hui que *la Société française pendant la Révolution* et *la Société française pendant le Directoire* sont deux chefs-d'œuvre. Je viens de relire, dans la première, les pages consacrées au journaliste royaliste François Suleau, des *Actes des Apôtres*, qui mourut, déchiré par les tricoteuses, la fille Terwagne, dite « de Méricourt » en tête, le matin du 10 août. C'est un admirable morceau, d'une équité, d'une clairvoyance vengeresses. Ils abondent, ces portraits rapides, dans ces deux volumes qui se complètent l'un par l'autre, et au sujet desquels les deux frères, mus par la même passion de la vérité, écrivaient en 1864 : « Pour cette nouvelle histoire, il nous a fallu découvrir les nouvelles sources du vrai, demander nos documents aux journaux, aux brochures, à tout ce monde de papier mort et méprisé jusqu'ici, aux autographes, aux gravures, aux dessins, à tous les monuments intimes qu'une époque laisse derrière elle, pour être sa confession et sa résurrection. » Ranimer le document historique par l'imagination du romancier, rendre le mouvement de la vie aux archives, ajouter aux archives les témoignages de l'art sous toutes ses formes, telle fut en effet la grande originalité des Goncourt, qui a fait d'eux des modèles abondamment utilisés, insuffisamment cités, depuis soixante ans.

Ils se sont toujours plaints d'être incompris ; Jules de Goncourt, dans une conversation déchirante, tenue peu avant sa mort, et que son frère Edmond — qui l'adorait — a rapportée ; Edmond de Goncourt, dans les nombreuses confidences de son *Journal*. On riait alors, dans les milieux littéraires, de cette plainte. Je pense aujourd'hui qu'elle était justifiée. L'ignorance de leur valeur réelle, où persis-

tait leur époque, s'explique en ceci qu'ils se tenaient à l'opposé de tous les préjugés, poncifs, et des principales erreurs de cette époque. Beaucoup se disaient rebutés par les tournures alambiquées de certaines pages de la *Faustin* et des *Frères Zemganno*, qu'irritait au fond l'antidémocratisme latent, et parfois cuisant, de ces implacables fureteurs d'archives. Que de fois ai-je entendu dire à Edmond de Goncourt que, chez la princesse Mathilde, excellente, mais d'esprit borné, qui les aimait et les recevait, ils étaient considérés comme des amuseurs bizarres, comme des journalistes papotiers et frivoles, qui mettaient à l'occasion, en trois cents pages, des historiettes inconvenantes. D'abord, ils n'étaient pas de l'Académie ni même, comble d'infortune, de la *Revue des Deux Mondes*. Ensuite ils ne croyaient pas au libéralisme, ni aux beautés des Droits de l'Homme, dont se régalait l'entourage de la princesse. Enfin, ils se distrayaient avec des « magots », dont le graveur favori Claudius Popelin n'aurait pas bien pu dire s'ils étaient japonais ou chinois. Taine et Renan, à la bonne heure ! Le premier, pour ses vastes et creuses considérations, où les hardiesses elles-mêmes font dessus de pendule, le second pour son fumet d'anticléricalisme, étaient les penseurs attitrés de l'ennuyeux salon de la rue de Berri. J'y ai vu Goncourt fort peu entouré, considéré plutôt comme un vieux meuble, alors que cependant il avait déjà la grande notoriété de la fin de sa vie. Les mœurs des salonnards sont étranges !

Il est tout naturel d'aimer la gloire, quand on ne poursuit ni les femmes, ni la gloriole, ni l'argent. Cette préoccupation extrême de la postérité, de la survie littéraire, qui tenaillait Edmond de Goncourt, et qu'il exprimait de façon naïve, ne manque pas de grandeur, à y bien regarder. Voilà un écrivain qui, toute sa vie, chercha à se perfectionner dans son métier, qui sacrifia tout à la poursuite du laurier d'or, qui ne fit jamais la moindre concession aux préjugés courants, ni à la mode, qui imagina le réalisme avant Zola — et certes d'une autre manière que Zola ! — qui révéla le dix-huitième siècle français, et l'art japonais ; et on lui chicanerait son amour de la déesse toujours fugitive, qui se laisse espérer, non saisir ! C'est un reproche qui n'est pas sérieux. Le fait-on d'ailleurs à Hugo, à Barbey d'Aurevilly, à Flaubert, non moins gens-de-lettres que Goncourt? Pas du tout. Alors, pourquoi cette injustice?

A propos de l'*Histoire de la Société française pendant le Directoire*, il faut que je signale tout de suite qu'il n'est pas de livre plus actuel, plus divertissant. L'analogie entre cette époque de danses, de difficultés financières, de gaspillages, de frivolité, et la nôtre est complète. Les chapitres consacrés à la hausse des prix, à la cherté de la vie, à la dépréciation des billets, semblent calqués sur nos préoccupations présentes ; et quel entrain, quelle verve, quel don de reconstitution, même du langage des Précieux de l'époque, auxquels il a manqué un Molière! Le tableau de Paris après la Terreur est notamment d'une richesse, d'un papillotement de couleurs, d'un tourbillon de remarques cocasses et pittoresques inouï. Nul n'a su peindre, comme les Goncourt, les cafés, les bals, les journaux, les salons, toute la contredanse sociale et mondaine de cette période si originale, où l'on recommençait à respirer et à vivre, après l'affreux passage du tunnel sanglant. Thermidor et Vendémiaire palpitent là comme nulle part ailleurs. Les portraits de Mme Tallien et de Barras n'ont pas de pendants hors cette forme littéraire qui tisse l'histoire avec les estampes, les préoccupations du jour, les pamphlets, et qui demeure sereine parmi les grelots de la folie. A ce style, à cette course, à cette perspective, à ces vues pénétrantes et soudaines, les deux frères ont attaché leur nom.

Je remarque qu'en parlant d'Edmond de Goncourt, que j'ai connu, je suis amené à parler de Jules de Goncourt, que je n'ai pas connu, si ce n'est à travers son frère, auquel il était demeuré incorporé. C'est que plus la vie avançait — (Jules mort en 1870, Edmond vingt-six ans plus tard, bien que l'aîné de huit ans) — plus Edmond pensait à Jules et parlait de Jules, l'associant à ses travaux, déboires et succès. On eût dit que ce fantôme si cher pénétrait de plus en plus sa méditation et lui tenait de plus en plus compagnie. C'était un souvenir doux et cruel qui, au lieu de s'effacer, allait croissant, et touchait, vers la fin, à la hantise. Mon père raconte, dans ces pages douloureuses, poignantes, intitulées *Ultima*, — complétées par d'autres, non moins émouvantes, de ma mère dans ses Souvenirs, — que tenant la main de son vieil ami mourant chez nous, à Champrosay, pour l'aider à franchir le grand passage, il lui parlait de ce frère disparu, mais toujours présent ; et j'ai fait cette observation concomitante que les toutes dernières années du *Journal*

du frère survivant ressemblent aux premières, où collaborait Jules. Il est très facile de renouveler l'expérience.

Edmond de Goncourt avait une jolie écriture, légèrement oblique, de bas en haut et de gauche à droite, arrondie, déliée, où les ratures n'étaient pas fort nombreuses, même en premier état manuscrit. Il écrivait sur de grandes feuilles, laissant une marge irrégulière, et préférait le papier un peu rèche, plein, et de belle qualité. Quand l'heure de la promenade approchait, à Champrosay, mon père ou ma mère me disait : « Monte donc arracher Goncourt à sa tâche. » J'allais frapper à la porte de sa grande chambre : « Entre, mon petit ! » Je le découvrais, penché et riant sur une de ces belles pages, semées des signes magiques, qui traduisent et livrent l'archifond de l'écrivain. Souvent il me disait : « Écoute ça... » C'était toujours beau, ou subtil ; mais il lisait mal, avec une sorte d'essoufflement, et quelque chose de semi nasillard. Il ne rangeait rien, ne fermait pas l'encrier, laissait tout tel quel, comme un repas qu'on compte bien reprendre. Ces grandes courses en landau, — (il n'y avait pas encore, Dieu merci, d'automobiles, machines à ne rien voir, ni savourer, que la vitesse) — ces balades de quatre et cinq heures, au delà de Corbeil, de Brunoy et d'Étampes, par des vallées nobles et solitaires, enchantaient l'auteur de *Madame Gervaisais*. La causerie était animée, rebondissante avec chaque aspect du trajet et l'on retrouverait là le Goncourt du *Journal*, rempli de souvenirs chatoyants, de définitions heureuses et s'amusant de tout, comme un enfant. Parrain de ma sœur Edmée, alors toute petite, il faisait arrêter la voiture, en traversant les gros bourgs, devant le bazar, lui choisissait un jouet, et riait de son attachement immédiat à la poupée, ou au cheval de carton rose.

Je n'entreprendrai pas ici une analyse des ouvrages, aujourd'hui classiques, consacrés aux grandes favorites, à Mme de Pompadour, à la Du Barry, et en général à la femme au dix-huitième siècle, remarqués lors de leur apparition, pas mal lus et appréciés — (mais seulement par une élite) — il y a quelque vingt-cinq ans, méconnus ensuite, mais auxquels on peut prédire une fortune extraordinaire, dès qu'ils arriveront, par une habile présentation, à toucher le grand public. Le goût des études historiques s'est incontestablement développé. Celles que je viens de citer atteignent à l'éclat et à l'intérêt des meilleurs

romans. On ne fera pas mieux, ni même, sans doute, aussi bien. Quelle existence, quelle ascension rapide, que celle de Mme de Pompadour, auteur du style exquis qui porte son nom ! Quelle fin tragique que celle de la Du Barry, trahie par ses serviteurs, dénoncée par son nègre de cauchemar Zamore et ameutant Paris par ses clameurs, sur la charrette qui la menait à l'échafaud ! Comment Sardou, qui fit représenter un si pauvre *Thermidor*, n'eut-il pas l'idée de mettre à la scène ces biographies palpitantes, où la multitude des miniatures juxtaposées atteint à la splendeur de la fresque. C'est l'art des Goncourt : ils ajoutent un trait, puis un autre, puis un troisième ; et soudain la figure y est, expressive jusqu'à l'hallucination, et telle qu'elle ne sort plus de la mémoire. D'où les admirations qu'ils suscitèrent, parallèles aux critiques forcenées.

Le style de ces travaux d'histoire, nerveux, pressé et concis, diffère de celui des romans, même de la première période, où Edmond et Jules collaboraient. Lisez parallèlement, par exemple, *Madame Gervaisais* et l'*Histoire de Marie-Antoinette.* Les romanciers se donnent des licences syntaxiques que les historiens ne se permettent pas. On dirait que les événements du passé, en bridant leur imagination, brident aussi leur plume inventive, et qui redoute la banalité. C'est d'ailleurs une remarque générale que les meilleurs écrivains sont commandés par leur sujet, augmentés ou diminués par lui, et d'autant plus compliqués et tarabiscotés que sa substance est moins pleine et vigoureuse. Certes le sujet de *Madame Gervaisais* est noble et rare : l'emprise d'une ville, chargée du passé de la religion, sur un tempérament féminin. Mais qu'est-ce à côté du drame des drames, de ce calvaire de la belle, généreuse et douce reine, subi avec une si magnanime résignation ! A mesure que la destinée accable la souveraine innocente de coups plus durs, plus sauvagement portés, la langue des Goncourt devient plus ardente, plus sobre, plus pathétique, avec des raccourcis à la Tacite. Lisez, entre autres, le court et brûlant portrait du baron de Batz, de sa suprême tentative de libération de la reine. La fin de *Madame Gervaisais* est très belle ; mais ce n'est tout de même pas la même chose. Il y manque l'appui du réel, de ce qui a été vécu et de ce qui, dans ses moindres détails, ne saurait plus être modifié, ni transformé.

Le sujet de *Renée Mauperin* — (où il y a un si attachant

caractère d'homme, celui de Denoisel, le fervent silencieux) — est un peu grêle. L'intention des deux frères était de peindre la jeune fille de la bourgeoisie de cette époque, qui passait déjà pour avoir des allures garçonnières. Mais Renée Mauperin, toute charmante et vive qu'elle soit, n'est qu'un type de jeune fille entre beaucoup d'autres ; et l'intérêt du récit, supérieur à celui de la typification, ne devient dramatique qu'avec le duel d'Henri Mauperin et de Villacourt, la mort d'Henri et la lente agonie de Renée. L'épisode l'emporte sur l'ensemble, comme chaque fois que la conception initiale a manqué d'ampleur ou de profondeur.

Sœur Philomène, par ses exactes peintures des salles de garde et des milieux d'hôpital, atteint à un réalisme discret, mais poignant, qui devançait l'heure où ce livre fut écrit. L'intrigue en est, pour ainsi dire, absente, et l'intérêt du récit réside dans l'analyse d'un sentiment inexprimé et à peine indiqué. C'est l'apogée du tact et de la nuance, dans un décor rude et douloureux. L'atmosphère mélancolique de ce roman — (qui ne se retrouve, au même degré, dans aucun autre des mêmes auteurs) — le rend cher aux âmes contraintes, et qui n'osent extérioriser ce qu'elles ressentent. Alors que j'étais moi-même élève des hôpitaux de Paris, je le recommandai à plusieurs de mes camarades ; mais ils y retrouvaient une image trop exacte, et trop triste aussi, de leur milieu et de leurs habitudes, pour en être fortement impressionnés. Cet art sévère et discret leur échappait. Je me gardai bien de le dire à Edmond de Goncourt, que préoccupait l'opinion des carabins, et qui croyait *Sœur Philomène* plus appréciée d'eux qu'elle ne l'était.

L'auteur de *la Faustin* disait fréquemment à mon père : « Quel dommage que vous n'ayez pas connu mon frère Jules. Il avait de votre verve, de votre enjouement, et il définissait vite et juste comme vous. J'ai certainement la nature plus concentrée, plus lorraine, plus lente. Il y avait, chez mon frère, comme un rayon de soleil méridional en inclusion. » Tout le côté rapin, prime-sautier, blagueur, de *Manette Salomon* est certainement de Jules de Goncourt, mais le partage devient difficile, et même impossible, quand il s'agit de *Sœur Philomène*, ou encore de *Germinie Lacerteux*.

On sait que ce dernier ouvrage fut en somme, le premier roman exactement naturaliste, selon et avant la formule de Zola. Il présente d'ailleurs plus d'une analogie avec *l'Assom-*

moir, qu'il précéda de plusieurs années ; et Jupillon est, sans contredit, la première formule de Lantier, de même qu'il y a pas mal de la tristesse et du dégoût de Germinie dans la tristesse et le dégoût de Gervaise. Le roman des Goncourt, s'il manque de la construction massive et progressive qui fit le succès du roman de Zola, est, en revanche, d'une psychologie bien plus subtile et nuancée. Comment cette histoire de servante honnête, glissée au ruisseau par faiblesse, plus que par vice, et trompant sans remords une vieille demoiselle confiante, tenta-t-elle ces raffinés entre les raffinés qu'étaient les Goncourt? Je m'en suis rendu compte à travers les conversations, toujours si nourries, du survivant. Ayant cherché souvent leurs modèles sur les hauteurs de la société, dans la zone des reines et des favorites, des privilégiés de l'art, il leur paraissait d'un contraste pittoresque — (et, à leur insu, romantique) — de les chercher aussi dans les basses classes, parmi des innommés, des infiniment petits et misérables, qui ne laissent aucune trace dans l'histoire, que le destin foule comme le raisin dans la grande cuve de la vie douloureuse. Étant hommes, ils pensaient que rien de ce qui est humain ne devait leur être étranger. Ils s'emparèrent ainsi de la déplorable aventure de Germinie, comme Mérimée s'était emparé de celle de Carmen, avec l'intention de faire jouer les grands ressorts tragiques autour d'une fille humble et décriée.

Je n'ai point su l'effet produit par l'apparition du roman, situé tout à fait en dehors des conventions littéraires de l'époque où il parut. Mais j'ai été témoin de la rébellion que produisit la pièce tirée de ce roman, et j'en demeure encore éberlué, après tant d'années écoulées. Le drame était fort habilement calqué sur le livre, formé, comme lui, d'une suite de tableaux brefs, colorés, expressifs. L'intérieur suranné de Mlle de Varandeuil, un déjeuner d'enfants, un bal de barrière, un lit d'hôpital, un cimetière, tout cela se succédait, ainsi que les images de la vie, dans ce livre en couleur que tourne la Providence, en lutte avec la fatalité. Il n'y avait rien là de choquant, rien que la tristesse qui émane de la dégradation et du vice. Le langage, tel que de 1860, était d'un demi-archaïsme amusant. Les costumes suivaient le langage. Porel, homme de grand goût et guidé par Edmond de Goncourt, avait monté cette pièce avec un souci d'exactitude méticuleux. Réjane jouait Germinie, Dumény jouait Jupillon,

Mme Cronier jouait Mlle de Varandeuil, et je ne pense pas qu'il y ait eu jamais, d'une comédie pathétique et moderne, une meilleure interprétation. Eh bien, il y avait des bons bourgeois, des gens connus, cultivés, réfléchissant aux choses, que ce spectacle parfait rendait furieux, qui sifflaient avec rage, qui protestaient, qui s'en allaient en faisant claquer leurs fauteuils. Pourquoi cela? Parce qu'ils étaient déroutés dans leurs habitudes, parce qu'il s'agissait d'une bonne et d'un voyou, parce que l'histoire était trop sombre... et aussi parce qu'il était dans la destinée des Goncourt de scandaliser.

Le survivant des deux frères le répétait parfois avec mélancolie, une mélancolie dont on retrouve l'écho dans la préface d'*Henriette Maréchal* (1879) : un bizarre démon soulevait contre leurs efforts, littéraires et dramatiques, une sorte d'irritation diffuse de la critique et du public, analogue à celle qui s'attaqua, par exemple, aux premiers tableaux de Manet. Il est aussi incompréhensible, quand on relit ou quand on écoute *Henriette Maréchal*, de se représenter l'obstruction faite par la salle de la première au Théâtre Français, en 1865, que d'imaginer la houle de la salle de première à l'Odéon, le soir de *Germinie Lacerteux* (décembre 1888). Je n'ai pas assisté à *Henriette Maréchal*, à laquelle se trouvaient, sans se connaître, mon père et ma mère toute jeunette, que ses parents avaient emmenée avec l'assurance que le bruit serait tel qu'on n'entendrait rien. J'ai assisté à *Germinie* et j'ai encore, dans les oreilles, les protestations indignées des principaux critiques, Sarcey en tête, des beaux messieurs et des belles dames de l'orchestre, des baignoires, du balcon et des loges. On aurait cru que l'auteur leur faisait injure personnellement, en laissant représenter ce drame poignant, semi-bourgeois, semi-plébéien, où certains sentiments sont vils mais après tout, normaux, où n'interviennent, de-ci et de-là, que quelques mots d'un argot discret, et presque savant. Je renvoie les curieux de cette mémorable soirée au récit, fidèle et touchant, qu'en a fait Edmond de Goncourt dans le septième volume de son célèbre *Journal*.

Le souper qui suivit *Germinie Lacerteux*, par une nuit de brume que je vois encore, fut joyeux comme après une bataille gagnée, et réunit chez mes parents, rue de Bellechasse, toute la jeune littérature alors en renom. Porel, assis en face de Réjane rayonnante, affirmait que cette pièce, si

âprement discutée, aurait un jour la faveur générale ; et c'est en effet ce qui est arrivé. Je ne sais quel est présentement le chiffre des représentations, mais il doit être considérable et ce qui passait pour outrancier est devenu tout naturel, et même anodin. Ainsi va le monde.

Il y a plus d'étoffe, à mon avis, dans *Germinie Lacerteux*, que dans *Henriette Maréchal*, qui ne se distingue que par la mise en scène fameuse du premier acte au bal de l'Opéra. Mais quand beaucoup de figurants évoluent sur le plateau, à la fois, avec une musique d'orchestre à la cantonade, on n'entend pas les propos des auteurs, et les meilleures plaisanteries se perdent. Porel disait que ni Jules, ni Edmond de Goncourt n'avaient semblé jamais se rendre bien compte de ce qui passait ou ne passait pas la rampe, de ce qui était fait pour être lu, ou pour être entendu. Cependant on sait que *Charles Demailly*, un de leurs premiers livres, et qui est l'histoire navrante d'un homme de lettres mal marié, leur apparut d'abord comme une pièce, d'où ils tirèrent ensuite un roman.

La Patrie en danger, qui ne fut jouée que dans les dernières années de la vie d'Edmond de Goncourt, alors qu'elle avait été lue au comité de la Comédie française en 1868, est, de toutes les pièces écrites sur l'époque de la Terreur, celle qui possède le plus et le mieux le mouvement et l'atmosphère révolutionnaires. Il semble que Renan s'en soit légèrement inspiré dans *l'Abbesse de Jouarre*. Dans la préface, à l'édition de mars 1873, Edmond de Goncourt dit de cette œuvre, où son frère et lui avaient placé tant d'espérances : « Obligé de reconnaître..... que la République n'a pas encore fait beaucoup pour la régénération du goût public, je me résigne, à peu près de la même manière qu'on se suicide, à imprimer cette pièce, un peu consolé cependant par un pressentiment vague, qui me dit qu'un jour, un jour que nous devons tous espérer, cette œuvre mort-née sera jugée digne d'être la voix avec laquelle un théâtre national fouettera le patriotisme de la France. » J'ai déjà dit qu'Edmond de Goncourt était nationaliste avant la lettre.

Il est, en dehors des romans, des pièces et des livres d'histoire, un ouvrage peu connu des Goncourt, et qui n'a rien perdu, avec le temps, de son charme et de sa finesse. Ma mère est un des premiers critiques qui, à ma connaissance, l'aient signalé. Je veux parler d'*Idées et Sensations*, où foi-

sonnent, sur la vie, l'art, les femmes, les circonstances, des aperçus et réflexions d'une perspicacité merveilleuse et d'un éblouissant esprit. C'est là qu'on trouve deux lignes, résumant tout un effort littéraire : « L'histoire est un roman qui a été. Le roman est de l'histoire qui « aurait pu être ». Et quatre autres lignes qui expriment une grande vérité : « Tout pourrit et finit, sans l'art. C'est l'embaumeur de la vie morte, et rien n'a un peu d'immortalité que ce qu'il a touché, décrit, peint ou sculpté. » On remarque, en outre, dans *Idées et Sensations*, comme l'ébauche initiale du *Journal* qui va, en neuf volumes, des premières étapes littéraires à 1895, et dont une partie assez importante n'a pas encore été publiée (conformément aux recommandations testamentaires de l'auteur) comme mettant en cause des contemporains toujours vivants.

Autant que je me le rappelle, la première intention d'Edmond de Goncourt était que leur *Journal*, qui a tant fait parler de lui, et suscité tant de controverses, ne fût publié que vingt ans après sa mort. Du moins c'est en ces termes qu'il en parlait à Alphonse Daudet et à ma mère, lors des premières lectures qu'il leur en fit, moi présent, aux environs de 1882. Un des premiers fragments, qu'il nous fit connaître ainsi, était une visite à Michelet, d'un ton et d'une allure à la Saint-Simon. Mon père, enthousiasmé, le convainquit aisément de l'intérêt qu'il y aurait à faire un choix dans ces souvenirs et à publier tout de suite ce qui pouvait être publié. C'est ainsi que parurent en librairie, pour la joie des lettrés et de quelques autres, les premières séries, de dîners, de soirées, de rencontres, de causeries, de préoccupations, d'anniversaires, de villégiatures, de voyages, où l'on voit revivre toute une époque, et qui constitueront, dans l'avenir, un document sans prix. Il n'est rien de plus divertissant, il n'est rien de plus instructif et il n'est rien de plus consciencieux. Edmond de Goncourt a pu être parfois victime de mystificateurs — qui ne l'est pas? — ou mal comprendre, ou comprendre à demi, ce que les uns et les autres lui racontaient, ou lui confiaient ; mais sa sincérité était complète et, même quand il s'est trompé, il s'est certainement trompé de bonne foi.

Il est bien évident qu'à partir du moment où l'on sut, dans les milieux littéraires, qu'il tenait un journal de son existence et de ses fréquentations, la tentation fut vive de

figurer, à tout prix, dans cette sorte de palmarès du talent, de l'esprit, de l'originalité. Ce sont là les pièges habituels tendus aux mémorialistes, connus comme tels. C'est un petit inconvénient — dont l'annaliste pâtit seul — à côté du plaisir que lui donne ensuite le déploiement renouvelé de son existence quotidienne d'antan, la réapparition de visages chers et disparus, la réaudition de voix aimées qui se sont tues, comme dit le poète. Mais quelle patience et quelle ténacité cela suppose chez l'écrivain qui, pendant quarante ans, chaque soir, sa journée faite et sa besogne accomplie, trouve encore le temps d'en noter le détail pour la postérité ! Un écrivain comme Alphonse Daudet vivait pour les siens et pour lui-même, en même temps que pour son œuvre. Les Goncourt ne vivaient que pour leur œuvre. Elle était leur obsédante pensée. Les propos qu'ils entendaient, les spectacles auxquels ils assistaient, les émotions qu'ils ressentaient, tout leur était prétexte à littérature et à inscription au *Journal*. Leur art les tenait, de pied en cap, comme il tenait Chateaubriand ou Gœthe. Ils jugeaient tout en fonction de cet art exclusif, de son perfectionnement, de son avenir. Ils y pensaient le soir en s'endormant, le matin en se réveillant, en marchant et en mangeant. C'est leur force et c'est ce qui donne à leur œuvre, diverse et nombreuse, une cohésion précisément analogue à celle de Gœthe et de Chateaubriand.

Les goûts et préférences d'Edmond de Goncourt, qu'il avait de commun avec son frère, m'ont toujours assez étonné. J'avais été formé par un grand Latin, amoureux de l'antiquité, qui était mon père. J'avais appris à aimer Virgile de bonne heure, en pleine campagne devant les abeilles, et quand j'entendais notre grand ami déclarer que l'admiration des *Géorgiques* ou de l'*Enéide* est conventionnelle, j'étais légèrement scandalisé. Je songeais : « C'est qu'il n'en a pas les vers présents à l'esprit. » Pour le convaincre, Alphonse Daudet lui en citait, parmi les plus beaux et les plus rares, avec ces éblouissantes traductions qu'il composait instantanément, comme on attraperait un oiseau d'or avec la main. Goncourt convenait, en riant, que ce n'était pas mal, mais il demeurait entêté dans son idée que le beau antique est le pain des professeurs ; ce qui semble tout de même légèrement godiche. Homère lui apparaissait comme un fleuve à barbe, selon le mot célèbre de Vallès. Il ne voulait rien savoir

de Platon. Par contre, il affichait une certaine préférence pour quelques auteurs, dits « faisandés », tels que Pétrone, Martial, Perse, etc., qu'il lisait dans les traductions et dont le bariolage, abscons et vireux, lui plaisait. Nous avions là-dessus de longues discussions, mon père, mon grand-père paternel, — Breton de grande culture et qui avait toujours son Horace dans sa poche, — lui et moi. Huysmans a exprimé, dans *A rebours*, quelques-unes des préférences paraclassiques d'Edmond de Goncourt.

L'auteur d'*Idées et Sensations* prisait assez peu le dix-septième siècle, sauf en ce qui concerne Pascal et Saint-Simon. Racine lui semblait pompier et ennuyeux, Corneille grandiloquent et souvent vide, Molière sommaire et grossier. Il faisait grâce à La Bruyère, à sa façon nerveuse d'attaquer les portraits, et aussi à l'eau-forte de La Rochefoucauld. Quand mon père, féru de Montaigne, lui en lisait une ou deux pages, il déclarait : « C'est rudement bien, mon petit », mais il n'y courait pas tout seul et le mélange du français et du latin, au long des *Essais*, l'agaçait. Je ne lui ai jamais entendu exprimer aucune dilection spéciale pour La Fontaine, sauf par-ci par-là, pour un petit trait rustico-moral. En revanche, il ne cessait de vanter Diderot et il nous avait, Dieu me pardonne, donné la diderotite à tous. Nous nous persuadions, à l'écouter, que Diderot était le père du roman moderne, du conte moderne (*Ceci n'est pas un conte*), du théâtre moderne, de la critique moderne. Depuis il a fallu en rabattre. Tout au moins, sais-je aujourd'hui parfaitement, grâce à Goncourt, pourquoi je n'aime presque plus Diderot. En revanche je suis demeuré fidèle à Saint-Simon, que me recommandait l'auteur de *la Faustin*, et qu'il connaissait lui-même dans les coins.

Son érudition littéraire ne valait pas celle d'Alphonse Daudet, loin de là. Mais elle était très supérieure à celle de Zola, qui ne savait pas grand'chose. Son érudition artistique était infinie, et sur les joints des arts plastiques et de la littérature — qui se rencontrent fréquemment, parmi les jeux de la lumière et de la raison — il apportait des vues ingénieuses, vivaces et hardies. Il avait, en ces sujets difficiles, cette autorité qui ne trompe pas : « Ceci est laid. Cela est beau. Cela est très beau. Ça ne vaut rien. » Quand un outrecuidant le contrecarrait sur son goût et son avis en art, il se contentait de rire de bon cœur, sans répondre ; car

il n'aimait pas la dispute, estimant, en homme d'esprit, qu'elle est vaine.

Il fallait l'entendre, se promenant avec mon père et ma mère, dans les allées du parc de Champrosay, lesquelles dévalaient, en pente douce, vers la Seine, et expliquant qu'il fallait abattre tel ou tel arbre à cause de la vue. Mon père, appuyé sur sa canne, ajustait son monocle, regardait l'arbre, comme un médecin, à l'hôpital, regarde un enfant condamné et répliquait : « Voyons, Goncourt, il ne fait de mal à personne, cet arbre. Il n'y a, s'il obstrue l'horizon, qu'à se déplacer un peu par rapport à lui. » Le parrain souriait : « Vous n'entendez rien à la perspective. Savoir émonder et tailler les arbres, les sacrifier au besoin, tel est l'art du jardinier. » Lui-même avait fait, de son petit, tout petit jardin d'Auteuil, une merveille qu'il considérait avec plaisir, les mains derrière son dos, quand venait l'été. Il le soignait, il s'en occupait ; il tenait à ce qu'il fût pimpant et ratissé. Il avait le sentiment du confort et de l'élégance dans le confort ; or, tout cela n'était que le décor raffiné de ses préoccupations littéraires.

Il était naturel que la publication du *Journal* fît à Edmond de Goncourt quelques ennemis. Il s'en affligeait, étant lui-même incapable de rancune et de haine. Nous le consolions, en lui répétant que nul ici-bas n'échappe aux morsures de l'envie, et que cette œuvre lui valait, par contre, beaucoup d'amitiés nouvelles. Le fait est que bien des gens ne connaissent des Goncourt que le *Journal*, qui n'a pas son équivalent en littérature et retient l'attention, à quelque page qu'on l'ouvre. C'est une source, intarissable et toujours fraîche, de remarques et d'anecdotes sur les hommes d'un temps, un répertoire des mœurs, un panorama mouvant et animé. Je défie qu'on quitte un volume du *Journal*, une fois qu'on l'a ouvert au hasard et qu'on a commencé de lire. Il est frappant de se rendre compte combien les milieux littéraires et artistiques se sont modifiés, de la dernière série (1892-1895) à maintenant ; et il y avait déjà une forte différence des dîners d'homme de lettres de cette période aux dîners Magny de jadis. L'historien, le philosophe, le critique trouvent leur pâture dans ces pages frémissantes, où l'on entend, avec la voix de l'auteur, celle de nos plus notoires contemporains.

En dehors de son *Journal*, Edmond de Goncourt, une fois

veuf de son frère, écrivit quelques romans, d'une formule renouvelée, *la Fille Elisa*, *les Frères Zemganno*, *la Faustin*, *Chérie*, et une série de travaux consacrés aux artistes japonais, à Outamaro, à Hokousaï.

J'avoue ma prédilection pour *la Faustin*, histoire d'une comédienne et de ses amours avec un jeune seigneur anglais, composée d'une série de planches voluptueuses et cruelles, dans la manière de Hogarth. C'est un livre qui déroute un peu, à la première lecture, surtout quand on n'a pas suivi l'évolution littéraire de l'auteur, mais auquel on s'attache et qui possède, dans sa trame légère et brûlante, comme un parfum rarissime et capiteux. Avec lui Goncourt connut enfin le véritable succès, les milliers d'exemplaires partis en quelques semaines ; et j'entends son rire heureux, à un dîner chez l'éditeur Charpentier, quand il apprit, de la bouche même du maître de maison, que la vente, la bienheureuse vente, loin de se ralentir, s'amplifiait.

Car le vieux maître, tout résolu qu'il fût à ne jamais faire la moindre concession au succès matériel, au goût public, souffrait, avant *la Faustin*, de ne pas dépasser une honnête moyenne de lecteurs. Il avait alors, en littérature, la situation privilégiée d'un auteur rare et difficile — comme disait Mendès — mais peu répandu. On le disait l'idole d'une coterie et on faisait en sorte, dans la presse en général, pour que cette coterie ne s'étendît point. Mon père, qui souffrait de la souffrance cachée de son ami, mit tout en œuvre pour arracher au boisseau la lumière de cette œuvre originale et puissante. Il y réussit vers 1880, en ce sens que des articles sur les Goncourt commencèrent à paraître de tous les côtés, en France et à l'étranger. *La Faustin* est de 1882.

Les Frères Zemganno sont l'histoire dramatique de deux frères gymnastes, transposition allégorique de la collaboration d'Edmond et de Jules, mais dans un public un peu spécial. On y trouve de ces merveilleuses et rapides descriptions, qui donnaient lieu alors à tant de controverses et de disputes, qui ne scandalisent plus aujourd'hui. Ce roman n'a ni le brio, ni la chaleur de *la Faustin*, et j'en dirai autant de *la Fille Elisa*, dont le sujet, bien que racheté par la pitié, demeure étroit et brutal, comme une porte ouverte sur un bal de banlieue. On devine qu'Edmond de Goncourt a voulu là tenter une suite à *Germinie Lacerteux*, mais qu'il a été amoindri par le fait divers. C'est plus un épisode qu'un

sujet, au sens plein du mot. Dans *Chérie*, histoire d'une jeune fille, racontée d'après des confidences de femmes, qui ne manquaient pas à l'auteur, on trouve, poussé au plus haut degré, ce que les contemporains appelèrent le goncourtisme, et qui est une certaine préciosité du style, alliée à une infinie subtilité psychologique. On peut moins aimer, ou ne pas aimer cette manière des dernières œuvres ; mais on ne peut nier qu'elle ait été un moment de la littérature du siècle dernier et qu'elle ait inspiré de nombreux imitateurs.

Le dernier ouvrage publié, de son vivant, par Edmond de Goncourt, est consacré au grand dessinateur japonais Hokousaï, raconté par lui, dans sa personne et dans son œuvre, avec autant de soin et d'amour, de précision et d'entrain, que l'avait été, vingt-cinq ans auparavant, par les deux frères, leur ami Gavarni. Le plus bel éloge que l'on puisse faire de cette monographie du génial auteur de *la Mangwa*, c'est qu'on peut croire que Goncourt l'avait connu et fréquenté, comme il avait connu et fréquenté Gavarni. Aidé du peintre japonais Hayashi, de la collection des estampes, et de son étincelante passion du beau, Edmond de Goncourt a fait à son tour, du « vieillard fou de dessin », du Rembrandt d'Extrême-Orient, un portrait digne du modèle et dont j'ai entendu des Japonais dire qu'il n'avait pas son pendant dans la littérature critique de là-bas. C'est un chapitre développé, amplifié, enrichi jusqu'à la splendeur, du célèbre et copieux recueil *la Maison d'un artiste.*

Tels sont, en résumé, les promontoires d'une œuvre considérable par l'étendue et l'intensité, qui explore le domaine de la vie, celui de l'art, celui de l'histoire, et nous découvre, à chaque instant, des perspectives nouvelles. Elle n'est à comparer à aucune autre, elle est presque sans précédent, elle attire et déconcerte le critique, le moraliste, le philosophe. Elle échappe à tout jugement sommaire et décisif, comme une de ces étoffes somptueuses, dont la couleur, le dessin, le chatoiement varient avec les plis qu'on lui donne et l'inclinaison ou la qualité de la lumière. C'est une œuvre d'humeur, incontestablement, et pourtant elle abonde en parties stables, objectives, résistantes. C'est une œuvre à plusieurs sonorités : et pourtant la mélodie y est parfois — notamment dans *la Faustin* — déchirante. C'est une œuvre qu'on pourrait croire, au premier aspect, disparate,

mais qui recèle une unité mystérieuse et secrète, tenant à la curiosité universelle, et jamais satisfaite, de ses auteurs. Cette curiosité était double : elle s'attachait d'abord aux objets extérieurs, pourvu qu'ils fussent beaux ou singuliers, aux personnes, pourvu qu'elles fussent pittoresques, et aux propos pourvu qu'ils fussent caractéristiques. Elle s'attachait ensuite, cette curiosité, à l'art difficile d'exprimer ces objets, ces personnes et ces propos, de la façon la plus juste, concise et réelle. L'homme de lettres ainsi conçu est un alchimiste, qui peut faire de l'or, quand il est dans ses bons jours, avec presque tout.

Chose comique, leur particule et leurs allures de gentilshommes de lettres — comme disait Barbey d'Aurevilly — nuisirent aux Goncourt. Les sots et les ignorants les prirent longtemps pour des amateurs, des messieurs de la haute, qui s'encanaillaient à raconter des histoires de bonnes ou d'actrices. On colporta, sur leur compte, des âneries de toutes couleurs. J'ai entendu, de mes oreilles, Albert Wolff, critique à la mode, leur dénier toute espèce de talent, si bien que mon père, irrité, finissait par lui dire qu'il n'y entendait rien et que le cordonnier devait s'en tenir à sa chaussure. D'autres leur concédaient un certain flair en matière d'estampes, de tableaux, de bibelots, leur refusaient tout le reste, les déclaraient obscurs et illisibles. Parmi ces derniers, le bon Adolphe Belot, auteur de romans à gros tirage, mais de faible esprit et de bien mauvaise syntaxe, à qui mon père se contentait de répondre par un rire indulgent.

Néanmoins, à partir de 1880 environ, les jeunes auteurs commencèrent à reconnaître et saluer, dans les Goncourt, ce qu'ils étaient, en dépit de Sarcey, de Brunetière, de Vitu et autres : des maîtres ; et leur renommée s'appuya sur l'admiration solide de la génération montante, dans ses meilleurs représentants, de sorte qu'Edmond de Goncourt connut à la fois, vers 1882, la notoriété dans le grand public, et la célébrité, frôlant la gloire, dans l'élite.

Sa grande taille s'en redressa encore. Ses yeux noirs brillèrent. Il respira plus largement. Mais, à sa joie sincère et émouvante, se mêlait l'amertume que son frère Jules ne fût plus là, pour savourer avec lui cette délicieuse boisson. Il reprit cette idée d'une académie nouvelle, avec un prix littéraire annuel, qu'ils avaient autrefois agitée en commun. Il se décida à réunir chez lui, chaque dimanche, ces jeunes cou-

frères qui lui témoignaient tant de sympathie et d'admiration. Ce fut là l'origine du « grenier Goncourt », ainsi nommé parce que les réunions avaient lieu au second étage du petit hôtel du boulevard Montmorency, auquel on accédait par un escalier étroit, tapissé de chefs-d'œuvre. L'après-midi du dimanche permettait à ceux qui étaient fonctionnaires de venir en ce quartier de villas, lointain comme une banlieue, que frôle, de ses sifflements et de sa vapeur échevelée, le chemin de fer de ceinture. Le logis d'Edmond de Goncourt était et subsiste encore au 53 du boulevard Montmorency. Bien qu'il ne soit pas classé, c'est, par la multitude des souvenirs littéraires qui y dorment, parmi la verdure et les chants d'oiseaux, un véritable monument historique.

Mon père venait régulièrement au grenier. Il en était l'âme et l'attraction. Chaque jeudi soir, en nous quittant, Goncourt lui disait : « Mon petit, pas de blague, je compte sur vous. Quand vous n'êtes pas là, ça n'est pas gai. » Alphonse Daudet, bien que criblé de douleurs et marchant, vers la fin, avec difficulté, accomplissait le long trajet du Luxembourg à Auteuil, aller et retour, afin de ne pas contrarier son ami. La plupart du temps, je l'accompagnais, certain de retrouver, boulevard Montmorency, quelques-uns de mes camarades, à commencer par Maurice de Fleury, aujourd'hui médecin en vogue et maître de la neurologie, alors interne des hôpitaux effervescent, et par Maurice Nicolle, lumière, avec son frère Charles, de la science bactériologique. Nous avions, les uns et les autres, l'âge de cette « encéphalite » des jeunes intellectuels, dont a parlé Renan, et nous poursuivions nos discussions philosophiques, littéraires et médicales, du grenier à Sainte-Périne et aux Petits Ménages, où de Fleury et Nicolle avaient leurs services. Les derniers tomes du *Journal* de Goncourt renferment maints propos et aperçus de Maurice Nicolle, de Maurice de Fleury et de celui qui écrit ces lignes.

Émile Zola était aussi un habitué, quelquefois bonhomme, zézayant des aphorismes railleurs entre les rides de son visage canin, quelquefois susceptible, renfrogné, s'irritant à la moindre contradiction. Il n'aimait pas Goncourt, qui ne l'aimait pas, et nous disions en riant que son assiduité avait pour objet d'empêcher, par sa présence, qu'on ne le débinât, dans sa personne ou dans son œuvre. Il n'était éloquent que sur ce thème : « La vieillesse qui vient, enlevant aux hommes

la faculté d'aimer et d'être aimé », éloquent, mais funèbre, et Alphonse Daudet lui disait en riant : « Fichtre, mon bon Zola, vous nous versez là un pot de cirage. Encore ces grands garçons ont-ils l'avenir devant eux, mais nous... »

— A quoi bon s'illuvionner, Daudet, l'illuvion est la maîtresse de toutes les erreurs.

Quand Edmond de Goncourt s'impatientait, son œil prenait un reflet métallique et il commençait à tambouriner, avec ses doigts longs et nerveux, le bras du fauteuil ou le velours du divan sur lequel il était assis. L'un de nous détournait la conversation ; puis, à chaque minute, il arrivait quelqu'un, surtout à partir de 4 heures, et cela changeait le cours des idées funèbres de l'auteur de *l'Assommoir*. La façon dont les gens se présentent, serrent les mains, s'assoient, leur habitus extérieur, en un mot, éclaire leur caractère et permet de les situer, d'emblée, dans telle ou telle catégorie. Dès qu'on voyait entrer Huysmans, avec son facies angoissé maladif, groupé, ridé, autour de son nez courbe d'aigle, et de ses yeux railleurs, on devinait un désabusé, un misanthrope, ayant un fond de candeur hérissée et de charité malveillante à placer. Il serrait les mains mollement, allumait une petite cigarette et allait se coller contre le mur, comme pour être fusillé par l'ennui. C'était, ici-bas, un écorché vif, aspirant à la mystique, et au « hors du monde » par toutes ses antennes, réaliste, pressentant qu'il aurait une fin douloureuse, et qui l'eut. Sa causerie se composait de gouttes d'eau-forte, qui tombaient lentement, et corrodaient l'hypocrisie et la banalité. Quelquefois, il forçait la note, à cause de son amour du terme outrancier et cocasse ; et, s'il s'en rendait compte, cela augmentait sa maussaderie.

— Quel déconcertant et dégoûtant animal !

Ainsi définissait-il un grand nombre de nos célèbres contemporains. Il disait, en parlant de la bêtise de quelqu'un : « Je l'aurais crue moins abondante et moins ferme. » Bref, il parlait en général comme il écrivait, d'un style verveux, acide et cru, et la gaîté d'autrui lui faisait mal aux nerfs.

Octave Mirbeau apparaissait, dans l'embrasure de la porte, avec ses yeux d'or, se rongeant les doigts, la mine figue et raisin, à cause du partage, rapidement fait, de ses sympathies et antipathies. Il racontait avec un rire nerveux, en les ponctuant de « c'est énorme », des histoires dramatiques et désorbitées, se passant tantôt chez des artistes

et littérateurs de ses amis, tantôt à l'office, chez des concierges et des domestiques : enfants pendus au plafond par leurs parents ; vieillards volés et jetés dans les puits par leurs belles-filles ; jeunes servantes mises à mal par des académiciens, des sénateurs et des notaires ; larcins effroyables accomplis par des juges..., le tout entremêlé de considérations sur les plantes rares, la façon de cultiver les légumes, et le temps de cuisson du poisson. Nous le définissions un nerveux-sanguin de la vieille nomenclature médicale ; mais nous l'aimions bien, à cause de sa sincérité violente, à éclipses et feux tournants, comme un phare légèrement désorbité. Il s'engouait, pendant une semaine, un mois, trois mois, de celui-ci ou de celui-là, lui découvrait toutes les qualités de cœur et d'esprit, toutes les délicatesses : puis, déçu tout à coup par une divergence d'opinion sur tel ou tel peintre, tel ou tel bouquin, telle ou telle circonstance sociale ou politique, déclarait imbécile et odieux son préféré de la veille, lui supposait une douzaine de travers, de défauts et de vices, qu'il énumérait dans les coins. Il fallait à tout prix qu'il fît de la propagande pour ses amours et pour ses haines, et il exigeait de ses amis l'adhésion globale, aux unes et aux autres, sans aucune espèce de restriction.

— Mirbeau, avez-vous des nouvelles de X...?

— Dieu merci non ! J'espère apprendre bientôt qu'il est écrasé, ou mort de la petite vérole.

— Ah ! par exemple ! Je vous croyais très liés.

— Nous l'avons été. Mais il m'a trahi de la façon la plus écœurante et je l'ai fourré à la porte, devant témoins.

Quelques semaines plus tard, Mirbeau et X..., réconciliés, arrivaient bras dessus bras dessous, au grenier.

Gustave Geffroy, au contraire, est l'homme le plus stable que j'aie connu dans ses amitiés. C'est le roc breton. Goncourt et mon père avaient pour lui la même affection. Vieil ami et collaborateur de Clemenceau à la *Justice*, il soutenait tranquillement, dès 1890 — ça n'est pas d'hier — que, le jour où la maison brûlerait, Clemenceau serait le seul capable de manœuvrer la pompe à incendie. Nous pensions tous qu'il exagérait. Il ne venait à l'idée d'aucun de nous que Clemenceau, si sympathique qu'il fût à Alphonse Daudet et à Edmond de Goncourt, rendrait un jour l'Alsace et la Lorraine à la France. Mais Geffroy a, en beaucoup de choses, une étonnante prévision, et je me demande quelquefois s'il

ne converse pas, à travers les espaces, avec les chênes de son pays, lesquels, dans les légendes bretonnes, savent presque tout. Il est, depuis de longues années, le premier et peut-être le seul critique artistique de notre temps. Avant quiconque, il a chanté et célébré Rodin, Monet, Renoir, Raffaëlli, Cézanne, Carrière, Bartholomé, Camille Claudel, etc., en mille articles pénétrants, éloquents, persuasifs, et d'une sensibilité qui n'appartient qu'à lui. Homme de l'Ouest, il a écrit sur son pays trempé d'eau, à l'air doux et salé, des contes émouvants, dont quelques-uns sont de pures merveilles. Habitant de Paris, il a décrit ses faubourgs, ses artisans, ses éclairages, comme autant d'eaux-fortes de maître. Or c'est un homme qui vit en retrait, que la vedette effarouche et écœure, et il était déjà tel il y a trente ans. Dans son sérieux visage, comme tourné en dedans, vers un rêve intérieur, on remarque ses yeux d'une flamme à la fois compréhensive et ironique.

Louis Mullem, beau-frère de Léon Cladel, était un juif court, crépu, bedonnant, spirituel, excellent musicien, et habile aux définitions acerbes et amusantes. Il parlait bas, confidentiellement, ce qui agaçait Goncourt, lequel avait peur, en outre, qu'il ne graissât les tapisseries rares, en appuyant sa forte tête laineuse dessus. Dans le même esprit il criait au bon Gustave Toudouze, cependant d'une propreté parfaite et d'un souci de ne rien déranger admirable : « Toudouze, enlevez votre tête, vous salissez. » Comme s'il était commode, même à un romancier, de se dévisser la tête devant le monde, pour épargner une macule à un « Beauvais » ou à une « Savonnerie ».

J.-H. Rosny aîné, athlète complet, comme on dit, et même mental, travailleur infatigable, doué d'une des plus grandes imaginations que j'aie connues, apparaissait à pas feutrés, gai, musclé et bon enfant, noir quant aux cheveux, à la barbe, à la moustache, avec des yeux rieurs et appliqués. Il venait de publier un livre sur les anarchistes, d'un retentissement limité mais intense, intitulé le *Bilatéral;* et nous l'appelions affectueusement ainsi. Il ne s'asseyait pas, il allait de l'un à l'autre, ayant à la main un petit verre qu'il ne buvait pas, un cigare qu'il ne fumait pas, et portant avec lui l'animation, l'amusement, la discussion. Jeune avec les jeunes, sérieux et loquace, discutant ferme sur les vedettes, ayant conscience de sa force, de sa génialité, de son don de

persuasion, il était et il est demeuré aimé et admiré de tous ses camarades de lettres. Avec cela généreux, bon, prêt à donner son pantalon — comme le faisait aussi son père dans sa jeunesse — à un confrère dans la débine, mais cramponné à son point de vue ; d'une extrême courtoisie jusque dans les inflexions de sa voix, mais capable de jeter un insolent par la fenêtre ; recherchant et même chérissant la contradiction et le contradicteur ; ayant horreur de l'affectation, de la pose, des fausses bonnes manières ; bourré de science, de philosophie et ennemi de tout pédantisme ; portant et brandissant la passion de la conjecture, de l'anticipation, de la divination, même de la prophétie ; actuel par ses préoccupations, inactuel par ses définitions ; copié et pillé dans ses *Xipéhuz* et ses romans préhistoriques par tous les Wells des deux mondes ; tel se présentait, suivi d'un frère cadet, alors dans la pénombre, qui s'est fait depuis une belle place au soleil, le plus grand producteur, sans doute, de notre époque et un des plus grands de toutes les époques. A l'heure où j'écris, bien que sa renommée s'étende sans cesse, Rosny n'a pas encore en librairie — sinon en littérature — la place qui lui est due, une des toutes premières, mais ça viendra.

Paul Margueritte, long, maigre et pâle, glabre par-dessus le marché, s'entretenait dans un coin, avec Édouard Rod, écrivain consciencieux et sans saveur, qui commençait déjà à aligner ses innombrables *Vies de Michel Teissier*, privées et publiques, d'un protestantisme moral fatigant. Je n'ai connu, ce qui s'appelle connu, Paul Margueritte que vers la fin de sa vie, pendant la guerre, où nous avons échangé quelques lettres amicales. Jusque-là, nos relations étaient demeurées sans effusion, par l'écart de nos tempéraments et de nos opinions politiques. Ses premiers livres avaient produit une forte impression dans nos milieux et obtenu même un demi-succès du public. Puis, comme il arrive, il se forma autour de lui une sorte de cône d'ombre, d'où il eut du mal à émerger. Il y parvenait quand la mort le saisit.

Jean Lorrain, toujours essoufflé, l'œil globuleux, le bréchet en avant, plein de racontars empoisonnés et postillonnant un jus visqueux, — dont on guettait la formation au coin de ses lèvres peintes en rouge, — était, le malheureux garçon, odieux à tout le monde. Seul Edmond de Goncourt conservait de l'indulgence pour lui et soutenait qu'il avait de bons côtés. Il vivait, moitié dans des bals de barrière, où il

était censé faire des études de mœurs, moitié dans les rédactions des journaux auxquels il collaborait, se répandant en propos effroyables sur les uns et les autres. Il avait imaginé un genre de chroniques papotières et faisandées, où conversaient des oisifs, vicieux, prétentieux, tarés, dont les récits soulevaient le cœur, comme des calomnies de l'escalier de service. Sa conversation valait ses articles, et ce débordement d'ignominies le mettait lui-même dans une joie telle qu'il en gloussait, en pouffait, en crachait, poursuivant ses interlocuteurs de cette aspersion malsaine. Je disais inquiet, à Maurice de Fleury : « Je crains d'en avoir reçu une goutte dans l'œil. » Il me répondait avec effroi : « Va vite te laver cela à l'acide borique. » A la fin, l'auteur de *la Faustin* avait fait comprendre à Lorrain qu'il ferait mieux de venir à Auteuil un autre jour que le dimanche et nous fûmes débarrassés de sa présence.

Il est impossible d'énumérer tous les familiers du grenier et tous ceux qui y passaient seulement, amenés par des camarades. Parmi les premiers, Frantz Jourdain, architecte, critique d'art, ami de trente ans d'Alphonse Daudet, d'Edmond de Goncourt, de Zola, traditionnel par le cœur, révolutionnaire par l'esprit et avec qui les discussions se terminaient toujours par une affectueuse poignée de main; Paul Bonnetain, explorateur, fumeur d'opium, bon partisan, vindicatif, tourmenté, se brouillant, se raccommodant, apportant, dans les milieux littéraires, les humeurs querelleuses et changeantes des colonies, et qui gâchait, comme à plaisir, un beau talent et des facultés combatives; Paul Hervieu, non encore académicien, bien moins guindé que par la suite, partant, d'un contact plus agréable; et que suivait son émule et ami Fernand Vanderem, gentil garçon, spirituel et pointeur, tenant, comme Hervieu lui-même, un compte exact des bons et mauvais procédés, attentif à tout, comme Hervieu, et notamment aux satisfactions mondaines et sociales que peut donner une situation littéraire de premier ou de second plan; l'un et l'autre arrivaient en même temps, occupaient chacun un angle de causerie, et partaient ensemble, comme deux frères siamois; Gustave Toudouze, oiseau du bon Dieu, laborieux et bienveillant, doué d'un long col pelé, d'une voix blanche et intimidée, auteur de quinze romans que nous ne lisions guère, mais dont on lui faisait compliment, en raison de la sympathie qu'on avait

pour lui et de la louable persistance de son effort ; Antoine, fondateur et directeur du Théâtre-Libre, metteur en scène de génie, qui sait refaire la vie et le naturel en combinant les artifices du théâtre, et dont les merveilleuses histoires de coulisses enchantaient le maître de la maison ; le peintre Eugène Camire, avec ses petits yeux bridés dans sa face paysanne, sa causerie à voix basse semée de « spâ? euspâ? » et de définitions féroces, et combien d'autres que j'oublie, et qui apportaient chacun une note intéressante ou amusante dans un ensemble unique en son genre.

Je sympathisais peu avec Robert de Montesquiou, auteur de *Hortensias bleus*, de poèmes alambiqués, et de propos à facettes, dont Edmond de Goncourt faisait grand cas. Nous n'avions même pas une vue commune en quoi que ce fût, et il en sera de même, si nous nous rencontrons jamais dans le Purgatoire. En revanche, une vive amitié me liait déjà à Henry Céard, qui est un grand lettré et un cœur exceptionnellement loyal et sûr ; et je recherchais la société de Lucien Descaves, de Léon Hennique, du bon et subtil Ajalbert, aujourd'hui mes collègues à l'Académie Goncourt, cette académie qui a pris en somme naissance au grenier. Le comte Primoli apportait là des nouvelles italiennes et ses dons de narrateur prestigieux. Des étrangers, connus ou célèbres, étaient amenés par les uns et par les autres. C'était, en résumé, un milieu de lettres charmant, de franc parler, d'allures libres et cependant policées, qui, une fois dispersé par la mort d'Edmond de Goncourt, suivie de près de celle d'Alphonse Daudet, n'a jamais été remplacé et ne pouvait être remplacé, ni reconstitué.

J'appris la fin soudaine d'Edmond de Goncourt à Guernesey, chez mon ami d'enfance Georges Hugo, où j'étais allé achever une convalescence de fièvre typhoïde. J'accourus en hâte à Champrosay, d'où le corps avait été déjà transporté à Paris. Je suivis les obsèques sur ces jambes molles que laisse une maladie fébrile, serrant les mains à travers une sorte de brouillard de fatigue et de chagrin. La consternation était générale. Celui que nous perdions, et que le monde connaissait mal, était, sous ses dehors froids, le plus vigilant, le plus affectueux des amis, et le plus bienveillant des maîtres. Ceux qui le dénigraient de loin, convenaient, après la première entrevue, s'ils étaient de bonne foi, qu'ils s'étaient lourdement trompés. Personne n'était plus affable dans l'in-

timité, ni d'une délicatesse plus ingénieuse que le grand romancier. Personne n'aima les lettres d'une ferveur plus entière ni plus jalouse, ni ne chercha jusqu'au bout, avec plus d'application, à se perfectionner dans son art.

Je me rappelle, en terminant, une causerie que nous eûmes à Champrosay, et précisément à ce sujet, mon père, lui et moi, quelque temps avant sa mort. Edmond de Goncourt disait que la grande joie de la création littéraire, c'était qu'elle ouvrait sans cesse, dans l'esprit, des perspectives nouvelles et inexplorées. Alors que, dans les autres professions, un certain degré de maîtrise, péniblement obtenu, est difficilement dépassé, la prose française au contraire, par la multiplicité et la puissance de ses combinaisons intellectuelles, auditives, visuelles, olfactives, etc... étend indéfiniment le domaine de l'écrivain. La science elle-même a besoin du style, et toute pensée, pour être viable, doit se condenser dans une formule qui lui permette de frapper les imaginations. Il évoqua le vers de Veuillot qui commence par « ô prose, mâle outil... », ajoutant que le mot « outil » était impropre et rapetissant, que la prose était une projection, sur le papier, de la personnalité la plus intime, et quelquefois même ignorée, de l'artiste. Nulle joie, à l'entendre, ne dépassait la surprise de cette création spontanée, qui accompagnait un véritable auteur jusqu'au tombeau.

Ces propos me reviennent à la mémoire, quand je prends, dans ma bibliothèque, un de ces ouvrages où revit, tantôt jointe à celle de son frère, tantôt seule, la forte et séduisante personnalité d'Edmond de Goncourt.

Léon Daudet,
de l'Académie Goncourt.

Les Tentatives d'Alliance franco-germano-russe

(MÉMOIRES INÉDITS)[1]

Ce fut à Ems que, pour la première fois, j'aperçus l'homme qui était destiné à devenir le souverain de l'Allemagne. Cela se passa peu avant la mort de son grand-père, Guillaume Ier. Le jeune prince avait été emmené à Ems par le vieil empereur, qui avait coutume d'aller à cette fameuse ville d'eaux régulièrement, pour sa santé. Ce fut le dernier voyage à Ems de l'empereur Guillaume. Je m'y trouvai aussi pour raison de santé. Le royal visiteur s'arrêta au Kursaal et, comme c'était sa coutume, travailla dans un large cabinet qui, par une grande fenêtre, s'ouvrait devant le square, sur la façade du Kursaal, en sorte que tout le monde pouvait le voir au travail. Son petit-fils se tenait toujours debout près de son fauteuil, et, à ma grande surprise,

(1) Demi-russe et demi-allemand, le comte Witte, ministre de Nicolas II, a laissé de curieux mémoires qui permettent d'établir que l'alliance franco-russe fut longtemps conçue à Saint-Pétersbourg comme devant servir à un rapprochement entre l'Allemagne et la France par l'intermédiaire de la Russie. C'est la démonstration avec preuves de l'une des thèses centrales du livre de Charles Maurras, *Kiel et Tanger*. « Il est trop clair, écrivait Maurras, que, non contente de se faire l'amie intime de l'Allemagne, la Russie fit toujours effort pour nous placer en tiers dans cette amitié. » Les souvenirs, — on pourrait dire les confessions du comte Witte, — vérifient cette induction. Nous les publions comme un document historique de première importance. (*N. D. L. R.*)

se conduisait comme un domestique de l'empereur. Avec l'air le plus respectueux, le jeune prince cachetait ou ouvrait les lettres, taillait les crayons de son grand-père, lui apportait des plumes, et se rendait utile par d'autres petits services.

J'entrai indirectement en rapport avec l'empereur Guillaume II dans le cours de notre conflit avec l'Allemagne, qui survint, à la suite du premier traité commercial russo-allemand, dans l'année 1894.

Le rôle de l'empereur Guillaume, dans cette affaire, fut en général assez conciliant, surtout quand il fut clair que nous ne céderions pas. Ce fut avec son appui que le comte Caprivi, ministre des Affaires étrangères, put faire passer le traité au Reichstag, malgré l'opposition des grands propriétaires et des junkers, dont les nouveaux tarifs blessaient considérablement les intérêts.

Au moment de la signature du traité, j'eus une audience de l'empereur Alexandre, pendant laquelle j'appelai l'attention de Sa Majesté sur le rôle important qu'avait joué l'empereur Guillaume pour obtenir la ratification du traité par le Reichstag. En conséquence, il s'était acquis des titres à notre gratitude. On m'a appris, dis-je, que l'empereur Guillaume souhaiterait porter l'uniforme d'amiral russe et il serait heureux, ajoutai-je, si cette distinction lui était accordée. Je dois dire en passant que Guillaume avait une véritable passion pour les brillants uniformes, spécialement ceux de l'armée et de la marine. Sa Majesté sourit à mes paroles et dit qu'Elle satisferait l'empereur d'Allemagne à la première occasion, et Elle me pria de l'en faire souvenir. L'empereur Alexandre mourut avant que cette occasion s'offrît. Je trouvai nécessaire de rappeler la chose à l'empereur Nicolas et, à sa première entrevue avec l'empereur allemand, il fit présent à ce dernier de l'uniforme si longtemps souhaité.

Sa Majesté a échangé un certain nombre de visites officielles et semi-officielles avec l'empereur Guillaume. Une des premières visites rendues à notre empereur par le souverain allemand eut lieu à l'occasion du couronnement de Sa Majesté. La venue fut marquée, naturellement, par un banquet officiel de gala donné en l'honneur des hôtes impériaux. Aussitôt que j'eus atteint Peterhof, quelqu'un de la suite du kaiser m'informa que l'empereur désirait faire ma

connaissance avant le dîner et me pria de me rendre à son appartement.

C'était pendant un après-midi de juillet, dans une de ces pièces somptueuses du grand palais, que je vis pour la première fois de près l'empereur allemand. Il n'était pas entièrement paré, mais prêt ; après que nous nous fûmes salués, il m'adressa un petit discours préparé d'avance. Il me dit, en substance, que j'étais un grand et habile homme d'État et qu'en reconnaissance de ma valeur, il avait décidé de m'accorder l'ordre de l'Aigle blanc. Alors, il me remit la décoration, en ajoutant que d'ordinaire cette distinction n'était accordée qu'aux personnes de sang royal ou aux ministres des Affaires étrangères. Je n'ai pas besoin de dire que je m'en montrai très flatté.

Le lendemain, je rencontrai encore le kaiser à un lunch donné en son honneur par l'ambassade allemande à Saint-Pétersbourg. L'invitation, me dit-on, me fut adressée sur l'expresse volonté de Sa Majesté. A cette fête, assistaient seulement des diplomates allemands et russes. Quand le repas fut terminé et qu'on fut passé au salon, l'empereur devint très aimable pour tout le monde, et se conduisit comme un fat, gesticulant des bras et des jambes d'une manière peu convenable pour un empereur. Puis, au bout de quelques instants, il m'entraîna dans le cabinet de l'ambassadeur, où nous restâmes seuls.

Il ouvrit la conversation en appelant mon attention sur les dangers qui menaçaient l'Europe au delà des mers. « L'Amérique, me dit-il, devient riche aux dépens de l'Europe, et il est nécessaire de bâtir un mur de hauts tarifs autour de l'Europe afin d'empêcher l'Amérique de nous submerger de ses produits. Les pays européens doivent s'unir pour exclure ce compétiteur transatlantique qui devient très dangereux, surtout au point de vue de l'agriculture, et pour arrêter, ainsi, les progrès des États-Unis d'Amérique. » Je pris alors la liberté de faire observer à l'empereur que les intérêts du continent européen n'étaient pas identiques à ceux de la Grande-Bretagne et qu'il faudrait l'exclure de l'union européenne projetée. Sa Majesté répliqua que l'Angleterre ne constituait pas un danger pour l'agriculture européenne, qu'elle ne pouvait être exclue, par la raison que son intention était d'établir avec elle les meilleures relations. « Le mur de tarif devra être dressé contre l'Amérique seule, » me répéta-t-il.

Alors, je marquai que, si l'Angleterre était exclue ou non, une guerre économique contre l'Amérique n'était guère praticable. En effet, beaucoup de pays européens ne paraissaient pas devoir s'unir à nous. Parlant de la Russie, je vins à dire que nous éprouverions de la répugnance à adopter le point de vue de Sa Majesté, par la raison que, depuis la guerre de la Révolution américaine, nous avions été au mieux avec les États-Unis et que nous n'avions pas l'intention de nous quereller avec ce pays.

Après avoir écarté le plan du kaiser, je commençai à exposer mes propres opinions sur la situation politique générale, telle que je la voyais alors, et qui est encore celle que je vois aujourd'hui. Après avoir rappelé le lien indéfectible qui existe entre le prestige politique et le pouvoir économique, je déclarai à Sa Majesté que, parmi les pays du monde, l'Europe me semblait pareille à une vieille femme décrépite. A moins d'un changement radical, continuai-je, l'Europe devra abdiquer la place prépondérante qu'elle occupe dans le monde et la céder aux puissants empires qui s'élèvent au delà des mers. « Le temps n'est pas éloigné, dis-je, où ce continent sera traité avec ce respect condescendant que les gens bien élevés accordent aux vieillards, et avant que les siècles prochains soient passés, la grandeur de l'Europe sera, pour les habitants de notre planète, ce que la grandeur de Rome, la gloire de la Grèce et la puissance de Carthage sont pour nous. »

L'empereur allemand parut profondément troublé par mes paroles et me demanda quelle conduite je proposais dans la situation désastreuse que j'envisageais : « Votre Majesté, dis-je, suppose une Europe qui ne gaspille pas le meilleur de son sang et de ses trésors dans des compétitions entre nations particulières, qui ne maintient pas sous les armes des millions de soldats pour s'entre-tuer à la guerre, qui n'est pas un camp armé où chaque pays guette son voisin, une Europe, en un mot, qui ne forme qu'un seul corps politique, un seul grand empire. Alors, naturellement, nous serions plus riches, et plus vigoureux, et plus cultivés, et l'Europe, au lieu de dépérir sous le poids de la lutte, deviendrait véritablement la maîtresse du monde. Pour achever ce tableau idéal, nous devons chercher à créer une solide union de la Russie, de l'Allemagne et de la France. Une fois ces pays fermement unis, tous les autres États du continent européen voudront,

je n'en doute pas, se joindre à cette alliance centrale et formeront ainsi une confédération qui embrassera tout le continent. L'Europe se libérera ainsi du fardeau de ces guerres meurtrières et établira à l'avenir sa domination sur le monde pendant bien des années. »

Sa Majesté écouta mes observations avec grande attention et me congédia gracieusement, en me disant que mes idées étaient originales et intéressantes. L'empereur Nicolas, dans le cours d'une audience qu'il me donna bientôt après, me remit une courte note, que le kaiser allemand lui avait laissée en quittant Peterhof. La note contenait l'exposé de ses idées au sujet de la nécessité de tenter une guerre économique contre les États-Unis d'Amérique, tel que l'empereur allemand me l'avait développé. Je ne cachai pas à Sa Majesté que j'avais discuté à ce sujet avec le souverain allemand et je lui communiquai aussi mes idées. Sa Majesté m'assura qu'Elle partageait mes vues et me pria d'écrire une réponse à la note, d'après ma pensée. J'obéis et je la rédigeai sous la forme d'un mémorandum non signé. L'empereur me dit qu'il l'enverrait à l'empereur Guillaume avec une lettre personnelle. Il est à noter que quand Théodore Roosevelt fut élu président, l'empereur Guillaume commença à flirter avec lui, et tous deux firent grand tapage de leur soudaine amitié.

Pendant le séjour de l'empereur allemand à Peterhof, il advint un incident qui devait avoir les plus lointaines conséquences sur la suite de l'histoire russe. Il me fut raconté plus tard par le grand-duc Alexis Alexandrovitch. Un jour que les deux empereurs se promenaient en voiture, ainsi que le dit notre empereur au grand-duc, le kaiser allemand demanda à son hôte si la Russie prétendait se servir du port chinois de Kiao-Tchéou. Il ajouta qu'il aimerait à occuper ce port et à s'en servir comme base navale, mais qu'il ne voulait pas le faire sans le consentement de Nicolas. Sa Majesté ne dit pas au grand-duc si Elle donna aussitôt son consentement pour l'occupation de Kiao-Tchéou. Ce qu'Elle exprima, c'est que son invité l'avait placée dans une position difficile et que cet incident fut très désagréable pour Elle. Je doute peu que Sa Majesté, qui était un homme extrêmement bien élevé, ait trouvé possible de refuser de but en blanc ; et son interlocuteur interpréta cette contenance comme un consentement implicite.

Peu de temps après, des navires de guerre allemands entrèrent dans le port de Kiao-Tchéou. Je remarquai, avec étonnement, que la nouvelle de cette occupation ne fut pas une complète surprise pour le comte Mouravyov, notre ministre de la Guerre. Cette saisie de Kiao-Tchéou servit de signal à notre occupation de Port-Arthur et de Da-Lyan-Vang. Ce fut le premier anneau d'un enchaînement de circonstances qui se terminèrent par la désastreuse guerre japonaise.

Quand j'appris cela, et que malgré mon opposition désespérée, il avait été décidé d'occuper les deux ports chinois, en violant d'une façon flagrante tous nos engagements envers la Chine et en rompant avec notre politique traditionnelle en Extrême-Orient, j'allai tout droit trouver l'ambassadeur allemand Chirski et je lui demandai de télégraphier à l'empereur que, dans l'intérêt de mon pays et de l'Allemagne, je le suppliais vivement et je lui conseillais de se retirer de Kiao-Tchéou, après avoir imposé justice aux coupables ; et, s'il le jugeait convenable, frappé la Chine d'une indemnité. « Autrement, disais-je, cette démarche nous conduirait à des résultats épouvantables. » Au bout de quelques jours, Chirski m'apporta la dépêche suivante, écrite au nom du kaiser : « Dites à Witte que, à en juger d'après sa dépêche, quelques circonstances essentielles relatives à l'affaire en question lui sont inconnues. En conséquence, je ne puis suivre son conseil. »

Ce fut alors que j'appris l'histoire du grand-duc Alexis Alexandrovitch au sujet de l'incident de Kiao-Tchéou à Peterhof, et aussi les nouvelles que reçut le comte Mouravyov de l'entrée des Allemands à Kiao-Tchéou. Quelque temps plus tard, le comte Mouravyov, en discutant avec moi l'opposition que je faisais à l'occupation de Port-Arthur, laissa le chat sortir du sac. Il prétendit, ce sont ses propres mots, que nous avions « donné inconsidérément notre consentement à la démarche que venaient de faire les Allemands. »

Les suites de ces événements me convainquirent que l'intention de la diplomatie allemande et de l'empereur allemand lui-même avait été de nous entraîner, de bric et de broc, dans les aventures d'Extrême-Orient, afin de détourner nos forces vers l'Orient et lui laisser toute liberté en Europe.

Si je pense à la méthode qu'employa Guillaume pour influencer notre empereur à son propre avantage, je me sou-

viens d'un incident qui se produisit à la fin des manœuvres de Reval, dans l'été de l'année 1902, auxquelles assistèrent les deux empereurs. Au moment des signaux d'adieux qui furent, selon la coutume, échangés entre les deux yachts impériaux, l'empereur envoya les paroles suivantes : « L'amiral de l'Atlantique salue l'amiral du Pacifique, » ce qui, en langage clair, signifie ceci : « Je veux dominer l'Atlantique ; quant à vous, je vous conseille de vous rendre maître du Pacifique et, dans cette entreprise, je suis prêt à vous aider. » Il est curieux de voir que les dépêches adressées par Sa Majesté au vice-roi de l'Extrême-Orient, en 1902, et surtout l'année suivante, révèlent un désir mal déguisé de sa part d'occuper une position dominante dans le Pacifique. Je ne doute pas que cette orientation désastreuse ne soit due, en partie, à l'influence de Guillaume sur notre empereur.

J'ai des raisons de croire que Sa Majesté était informée d'une certaine manière que l'empereur allemand la conduisait les yeux bandés, pour la gloire de la cause allemande. Durant l'entrevue des deux souverains, à Potsdam, en 1903, l'empereur Nicolas surprit son hôte qui, avec affectation, évitait toute discussion sur la politique en général, et sur les affaires d'Extrême-Orient en particulier. Il paraît évident que le danger d'une guerre avec le Japon ne fut admis chez nous par Sa Majesté qu'au dernier moment. Peu avant le début du conflit, l'empereur Guillaume avertit Sa Majesté que le Japon se préparait fiévreusement à la guerre. Sa Majesté répliqua qu'il n'y aurait pas de guerre tant qu'Elle ne le voudrait pas.

Au moment de l'explosion des hostilités, l'empereur Guillaume se hâta d'assurer Sa Majesté de son dévouement à la Russie et d'offrir de protéger nos frontières occidentales. Néanmoins, comme compensation de la promesse qu'il faisait de ne pas nous attaquer, l'empereur allemand, dans une lettre privée à Sa Majesté, lui demandait de consentir à un certain nombre de changements dans le traité commercial de 1894, qui venait justement d'expirer. Ces changements étaient si ruineux pour notre industrie, que je m'y opposai résolument et que je défendis le maintien du *statu quo* dans nos relations économiques avec l'Allemagne. Mais, hélas ! le temps d'Alexandre III n'était plus et nous dûmes céder. L'affaire fut traitée par une conférence spéciale d'hommes d'État, sous ma présidence, et nous arrivâmes à cette conclusion que,

pour éviter une rupture avec l'Allemagne, nous devions nous soumettre à ses exigences. Je fus chargé de conduire la négociation et reçus des instructions pour obtenir à nos valeurs l'accès de la Bourse allemande, en échange de nos concessions. Pendant ce temps, nous avions dépensé tous les fonds que j'avais accumulés comme ministre des Finances et nous avions grandement besoin des emprunts étrangers pour payer la guerre et, plus tard, pour écarter l'orage révolutionnaire.

Les négociations furent conduites à Nordeney (Allemagne). Le chancelier Bülow représentait l'Allemagne. Je passai deux semaines dans cette île, la plupart du temps en compagnie du chancelier. Bülow était curieux de connaître mon opinion sur la guerre japonaise, qui avançait. Je prophétisai, — hélas ! faussement, — que, sur mer, nous éprouverions des revers, mais que, sur terre, nous triompherions probablement. Mon hôte essaya de me persuader que l'empereur allemand faisait tout ce qu'il pouvait pour plaire à l'empereur russe et qu'il s'était montré un véritable ami de la Russie. Quant aux négociations, je m'aperçus vite qu'il était sûr que je ferais toutes les concessions qui nous seraient demandées... Il devait avoir été informé, de Saint-Pétersbourg, que j'avais reçu des instructions pour conduire la conférence à une issue pacifique à tout prix. Nous marchandâmes longtemps, mais nous finîmes par nous accorder. Je ne peux pas dire que j'agis librement. Je ne pouvais un seul moment oublier que nous avions sur les bras une guerre malheureuse et que nos frontières occidentales étaient, en réalité, ouvertes. Longtemps avant la fin des pourparlers, je communiquai à Bülow la question de lancer un emprunt en Allemagne. « Si nous nous accordons sur le traité, dis-je, nous espérons que l'Allemagne ouvrira à nos valeurs sa Bourse. » Personnellement, il n'y voyait pas d'obstacles, mais il me disait que la devise de l'empereur allemand était : « L'argent allemand pour les Allemands seuls. » Pour corroborer cette déclaration, il me montra plusieurs télégrammes qu'il avait reçus de l'empereur à ce sujet. Quand le moment fut venu de signer le traité, — nous allâmes à Berlin dans ce dessein, — je réussis, en agissant avec hardiesse, à obtenir la permission expresse du kaiser de lancer un emprunt sur le marché allemand.

En nous entraînant dans la guerre avec le Japon, l'Alle-

magne réussit à nous affaiblir et aussi, indirectement, notre alliée, la France. Ayant obtenu ce résultat, l'Allemagne serait restée tranquille pendant longtemps, malgré le caractère agité de l'empereur, si le rapprochement de la France et de l'Angleterre n'était survenu à ce moment. Les deux pays conçurent une entente, qui fut l'objet d'un acte authentique, au sujet de leurs sphères respectives d'influence au Maroc. L'Allemagne saisit cette occasion et déclara qu'elle avait aussi des intérêts commerciaux au Maroc, qu'elle prétendait les défendre et que, de plus, ni l'Angleterre ni la France ne pouvaient agir au Maroc sans le consentement de l'Allemagne. Une querelle diplomatique s'ensuivit, où l'Allemagne se montra si arrogante qu'une rupture parut probable. Depuis, Berlin insinua qu'aussi longtemps que Delcassé, qui avait négocié le traité anglo-français au sujet du Maroc, resterait ministre des Affaires étrangères, les diplomates allemands se montreraient intraitables. Delcassé se retira et son portefeuille fut confié au premier ministre Rouvier.

Ceci se passa en 1905, peu avant mon arrivée à Paris, lorsque je faisais route pour les États-Unis, où j'allais négocier la paix avec le Japon. Je trouvai le gouvernement français tout alarmé. Chacun était anxieux de voir la guerre terminée et notre attention détournée des champs de bataille de Mandchourie vers le bassin de la Vistule. L'appréhension générale fut augmentée par la soudaine entrevue des deux empereurs à Björke. Le comte Lamsdorff ne me parla pas de cette entrevue, à ma dernière visite avant mon départ de Saint-Pétersbourg, par la simple raison qu'il ne savait rien à ce sujet. Sa Majesté elle-même ne dit rien, quoiqu'Elle sût, naturellement, ce qui allait se passer. J'assurai, à tous ceux qui me questionnèrent, que cette entrevue n'avait aucune signification politique, mais, en même temps, je télégraphiai au comte Lamsdorff pour lui demander une explication. Sa réponse — elle vint aussitôt — fut de m'informer qu'il ne s'agissait que d'une affaire purement privée. Je montrai la dépêche à Rouvier et, ainsi, éloignai ses craintes.

Quand le président Roosevelt me dit à Portsmouth que le monde entier souhaitait voir la paix rétablie entre la Russie et le Japon, je lui demandai s'il fallait y comprendre l'empereur d'Allemagne. Un « oui » emphatique fut la réponse. Il est vrai que lorsque la paix fut conclue, l'empereur Guil-

laume envoya ses félicitations enthousiastes à Sa Majesté. Il était facile pour lui de se montrer enthousiaste, car, en même temps, ne réussissait-il pas, par l'accord de Björke, à entraîner la Russie dans des troubles pires que la guerre?

A mon retour des États-Unis, je m'arrêtai encore à Paris, car j'avais d'importantes affaires à y négocier. Aussitôt, au cours de ma première visite, je pressentis Rouvier au sujet d'un emprunt russe en France. Rouvier m'assura qu'il m'aiderait volontiers à le contracter, à la condition qu'il réussît à éloigner la guerre. Quand je traitai de la chose avec plus de précision, il me déclara que, tant que l'incident marocain ne serait pas terminé pacifiquement, il ne serait pas question d'emprunt. Il me pria chaudement d'user de toute mon influence pour rendre les diplomates allemands plus traitables dans leurs négociations avec la France. En retour du service que je lui rendrais, il me promit son concours entier pour l'emprunt. J'acceptai ces conditions, et, en quittant le quai d'Orsay, j'allai tout droit chez le prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, avec qui j'étais en bons termes. Sans entrer dans la discussion de l'affaire marocaine, je lui signalai que l'Allemagne devrait prendre une attitude moins exigeante, car autrement le cabinet Rouvier tomberait certainement et serait remplacé par un autre qui serait moins accommodant. Je fis allusion aussi à l'intérêt que prenait la Russie à voir la France et l'Europe, en général, en paix, pour la raison que nous nous proposions de lancer une grande affaire financière qui échouerait si l'instabilité des bourses européennes continuait. A ma surprise, le prince Radolin confessa qu'il trouvait les demandes de Rouvier parfaitement justes et que, personnellement, il ne voyait pas d'obstacle à un amical ajustement de la controverse. Il ajouta, cependant, que les négociations étaient conduites non par lui, car, à Berlin, on le considérait comme un gallophile, mais par un certain Kaufmann, personnage très belliqueux et intraitable. Je fus mis aussitôt en rapport avec le plénipotentiaire allemand, et je ne fus pas long à trouver qu'aucune concession n'était à attendre de lui.

Le lendemain, je visitai encore Rouvier. Personnellement, me confia-t-il, il n'attachait que peu d'importance aux concessions dans l'affaire marocaine sur lesquelles l'Allemagne s'entêtait, mais le pays était dans un tel état d'exaspération que, s'il accordait ces demandes, son cabinet serait forcé de

se retirer. Je lui suggérai de s'entendre avec ses adversaires sur les points secondaires de la querelle et de proposer à l'Allemagne l'arbitrage de la question principale par une conférence internationale, avec cette clause que la décision de la conférence serait obligatoire pour les deux parties. « Cela, ajoutai-je, libérerait le cabinet présent de la responsabilité qu'il pourrait endosser à propos de l'affaire du Maroc. » Rouvier remarqua que ce plan s'était présenté à son esprit, mais qu'il avait été rejeté par le plénipotentiaire allemand.

En même temps, j'avais appris que le roi Édouard d'Angleterre désirait me voir. Une invitation semblable me fut adressée par l'empereur Guillaume. Je répondis qu'à mon grand regret je ne pouvais visiter Leurs Majestés avant d'avoir rendu compte de ma conduite à mon souverain. Plus tard, cependant, je reçus l'ordre de visiter l'empereur d'Allemagne. Avant de partir pour Berlin, je rendis visite au président de la République Loubet, afin de calmer l'opinion publique française ; et j'informai aussi le prince Radolin et Rouvier que j'essayerais de convaincre Guillaume de la nécessité de terminer le conflit marocain par une conférence arbitrale.

Je rencontrai l'empereur prussien à un château de chasse à Rominten, qui est situé près de la frontière russe, à peu de distance de Verzhbolovo. J'atteignis la station du chemin de fer dans la matinée et je fus salué au nom de l'empereur par le vieux comte Eulenbourg. Il me conduisit dans son automobile au château et me dit que Sa Majesté professait pour moi une très haute estime, qu'Elle admirait mon œuvre à Portsmouth et qu'Elle m'attendait avec impatience.

L'empereur, accompagné d'une petite suite, me reçut devant la façade du château. Il me parla très gracieusement et ordonna au ministre de la cour de me conduire à mon appartement.

Peu de temps après, je reçus la visite du comte Eulenbourg, qui est, soit dit en passant, un des plus intimes amis de l'empereur et un membre important de la camarilla de la cour. Notre conversation roula sur la situation politique, les relations russo-allemandes et autres sujets. Le comte me dit, entre autres choses, que Sa Majesté n'avait pas oublié la conversation qu'Elle eut avec moi à Peterhof, quelques années auparavant, et je manifestai mon regret que mes paroles n'eussent pas été suivies d'effet. Le comte

Eulenbourg répondit, évasivement, que mes espérances étaient probablement plus près de leur réalisation que je ne pensais.

Après déjeuner, Sa Majesté me prit à part, et notre conversation eut un tour sérieux. L'empereur parla brièvement de mes succès à Portsmouth, puis il envisagea la situation politique générale de l'Europe, et rappela notre entretien à Peterhof. Je lui renouvelai mon profond désir de voir s'opérer un rapprochement entre les trois corps politiques principaux d'Europe : la Russie, l'Allemagne et la France. Ce rapprochement devrait tendre à une union étroite, à laquelle, naturellement, se joindraient les autres puissances européennes. Délivrée du poids des dépenses militaires, l'Europe serait capable de créer une puissante force navale qui dominerait le monde. Sa Majesté me déclara qu'Elle partageait mes vues et ajouta que mon plan avait été réalisé dans son entrevue avec l'empereur Nicolas à Björke. C'était l'empereur Nicolas lui-même qui l'avait autorisé à me communiquer ce secret. M'ayant fait part de cette nouvelle extraordinaire, Sa Majesté me demanda si j'étais satisfait de voir ce projet mis en œuvre, et, dans ma naïveté, je lui répondis que ses paroles remplissaient mon cœur de joie. Nous nous séparâmes.

Plus tard, dans la journée, quand Sa Majesté revint de la chasse, nous eûmes un autre entretien. Je commençai par indiquer que l'opinion française devrait être graduellement préparée à cette idée de rapprochement avec l'Allemagne par une série de mesures bien conçues et méthodiques. « A mon grand regret, ajoutai-je, cela n'a pas eu lieu et, ces dernières années, les deux pays se sont boudés, ce qui a jeté la France dans les bras de l'Angleterre et a eu pour résultat final l'accord marocain. Dans le cours de ma récente visite en France, continuai-je, je trouvai que l'opinion publique était grandement montée contre l'Allemagne et, tandis que la Bourse était bouleversée, j'ai même entendu parler de guerre. Sans doute, dis-je en terminant, rien n'a été fait après l'entrevue de Björke, pour amener un rapprochement entre les deux pays? » L'empereur reconnut que rien n'avait été fait encore, mais déclara que les mesures nécessaires seraient prises quand le moment serait venu. Il fut étrangement réservé, à ce que je remarquai, sur la substance de l'entente de Björke et ne voulait pas, évidemment, m'en

faire lire la minute. Je pensai qu'il considérait convenable de laisser ce soin à l'empereur Nicolas.

Dans le cours de notre conversation, Sa Majesté dénonça fortement le gouvernement français, en disant qu'il avait toujours été hostile à l'Allemagne et à sa personne. Il avait à plusieurs reprises, dit-il, éprouvé le besoin de prendre l'initiative et d'établir des relations harmonieuses avec la France, mais la déplorable mauvaise volonté et le défaut de tact de la part des représentants de la République l'avaient toujours fait échouer. Il était particulièrement indigné contre Delcassé qui avait conclu le traité du Maroc avec l'Angleterre. Les diplomates allemands avaient été, dit-il, avertis de la négociation, mais ils n'en avaient pas été alarmés, parce qu'ils croyaient qu'une fois le traité conclu, ils seraient correctement informés de sa substance. Lorsqu'il vit, cependant, que pas un mot au sujet du traité ne vint de part ni d'autre, le gouvernement conclut que cette entente ne regardait en rien l'Allemagne. « Mais, lorsque le texte du traité fut connu, continua Sa Majesté, il parut que l'accord se rapportait à des questions où l'Allemagne était directement intéressée, car elle avait engagé des intérêts commerciaux au Maroc. Cela nous força à montrer, conclut Sa Majesté, qu'aucun traité où se trouvaient mêlés des intérêts allemands ne pouvait être conclu sans notre consentement, et, plus encore, à notre insu. »

En réponse à cette tirade, j'observai que la France avait donné des preuves de son ardent désir d'en finir avec ce malheureux incident. Est-ce que Delcassé n'avait pas été forcé de quitter son poste et n'avait-il pas été remplacé par un homme qui ne cherchait qu'à terminer l'affaire amicalement? Je vins à citer l'opinion de l'ambassadeur Radolin, qui constatait que Rouvier ne désirait que faire toutes les concessions qu'on pouvait raisonnablement attendre de lui, et que, dans son ensemble, le gouvernement français montrait beaucoup de tact. J'appelai aussi l'attention de Sa Majesté sur ce que le cabinet de Rouvier était favorablement disposé pour l'idée d'une entente franco-allemande, et que si les négociations tombaient, son cabinet serait remplacé par un autre qui n'aurait pas les mêmes tendances. Dans mes explications, j'entrai dans de grands détails, car je remarquai que le kaiser n'était pas au courant des négociations que son plénipotentiaire conduisait à Paris. Je

répétai, alors, les arguments que j'avais exposés à l'ambassadeur Radolin, en faveur d'un arbitrage par une conférence internationale, et je racontai qu'à la fois l'ambassadeur allemand et Rouvier approuvaient ce plan. « Si la France réussit à s'entendre avec vous, à la suite des présents pourparlers, ajoutai-je, il pourra se faire qu'un autre pays, par exemple les États-Unis d'Amérique, fera des objections au traité, ce qui mettra les deux parties qui l'auront conclu dans une position très difficile. » En présence de telles circonstances, je conclus qu'une conférence internationale d'arbitrage était la meilleure conclusion que l'on pût trouver.

Il y eut une pause. Au bout d'un instant, Sa Majesté prit un papier et écrivit un télégramme au chancelier Bülow. Elle me le montra ensuite, en disant : « Vous m'avez convaincu. L'affaire sera débattue conformément à votre point de vue. »

Notre conversation se prolongea quelque peu.

Nous nous séparâmes ensuite et je retournai à mon logis. Le ministre de la cour m'apporta alors deux présents de la part de l'empereur. L'un était le portrait de Sa Majesté, dans un cadre doré qui portait l'inscription autographe suivante : « Portsmouth, — Björke, — Rominten. Wilhelm Rex. » L'autre était la chaîne de l'ordre de l'Aigle rouge. L'inscription du portrait résumait la suite de la politique que Guillaume avait toujours suivie, depuis que nous avions décidé d'ouvrir des négociations pacifiques. Après sa conversation avec moi, il ne doutait sans doute plus, d'un côté, que la défaite de la Russie lui laissait les mains libres en Orient et que, d'autre part, les accords de Portsmouth et de Björke signifiaient, pour l'Allemagne, agrandissement dans l'Ouest, avec l'aide de la Russie. Et penser que tout cela était accompli sans une goutte de sang allemand versé, ou un pfennig dépensé ! Mais l'homme propose et Dieu dispose !

Le lendemain, je pris le lunch avec Leurs Majestés. Je fus très favorablement impressionné par la remarquable simplicité de leur vie et l'extrême amabilité de leurs manières. Dans la vie officielle, l'empereur a l'allure brusque et affecte la morgue dédaigneuse qui caractérise les nobles officiers de la garde allemande. Mais, dans la vie privée, il est charmant. Après le lunch, je pris congé de la compagnie et me préparai à faire mes adieux à l'empereur, quand, à ma stupéfaction, il me déclara qu'il voulait me conduire à la sta-

tion du chemin de fer dans sa propre automobile. Sa Majesté me fit asseoir à ses côtés, tandis que l'inévitable comte Eulenbourg était sur la banquette de devant. Le trajet ne dura que dix minutes environ, et nous ne pûmes échanger que quelques réflexions. Sa Majesté me conseilla de m'adresser à Elle, en cas de besoin, par l'intermédiaire du comte Eulenbourg. « En lui écrivant, dit l'empereur, c'est comme si vous m'écriviez, et ses réponses sont les miennes. » L'empereur m'accompagna sur le quai, où je pris congé de lui. Alors je montai dans le train. Sa Majesté resta sur le quai jusqu'au moment où le convoi quitta la station.

Aussitôt que je me trouvai seul, j'écrivis, sur un bout de papier, une courte note à l'ambassadeur français à Berlin et je la lui envoyai par le courrier attaché à l'agent de Berlin qui dépend de notre ministère des Finances et qui m'accompagnait. Dans cette note, je priais l'ambassadeur d'informer aussitôt Rouvier que j'avais arrangé l'affaire du Maroc et que l'empereur allemand avait déjà donné les instructions nécessaires au chancelier Bulow. Je n'ai jamais pu obtenir l'original de cette note, en dépit de son importance, comme une preuve documentaire qu'en 1905 j'évitai un conflit entre la France et l'Allemagne. En 1907, cependant, je réussis à me procurer, pour mes archives, une copie officielle de ma note, dans la forme où elle fut transmise, par le télégraphe, au ministre Rouvier. La dépêche fut envoyée de Berlin, en mon nom, le 28 septembre (nouveau style) 1905, c'est-à-dire immédiatement après la réception de la note originale par l'ambassadeur français. Son texte est le suivant : *J'ai eu l'honneur de présenter à l'empereur d'Allemagne mes explications sur les questions marocaines et Sa Majesté a eu la bonté de me dire qu'Elle n'a pas l'intention de faire des difficultés au gouvernement français et qu'Elle donnera, à ce sujet, ses ordres impériaux.*

Le lendemain de mon arrivée à Saint-Pétersbourg, j'eus une entrevue avec l'empereur Nicolas, à bord du yacht impérial le *Standard*, à l'ancre sur la côte de Finlande. Sa Majesté me reçut dans son salon. Elle me remercia cordialement de l'heureux accomplissement de la tâche difficile qu'Elle m'avait confiée (le traité de Portsmouth) et du soin que j'avais mis à remplir, à la fois, la lettre et l'esprit de mes instructions. Ensuite, Elle m'accorda le titre de comte, en reconnaissance des services que j'avais rendus, à Elle et à

la Russie. Dans le cours de la conversation qui suivit, Sa Majesté me dit qu'Elle avait reçu une lettre de l'empereur Guillaume, dans laquelle le souverain allemand parlait de moi en termes laudatifs. L'empereur ajouta qu'il était heureux que je partageasse les vues qui étaient la base du traité conclu avec l'Allemagne à Björke. « J'ai toujours soutenu, dis-je, une entente entre la France, l'Allemagne et la Russie ». Sa Majesté observa qu'Elle connaissait la conversation que j'avais eue avec l'empereur Guillaume, plusieurs années auparavant. Néanmoins, Sa Majesté ne me montra pas le texte du mystérieux traité.

Le lendemain, je rencontrai le comte Lamsdorff, notre ministre des Affaires étrangères. Après les salutations accoutumées et les félicitations, il me demanda d'une voix vibrante, avec une colère mal contenue :

— Approuvez-vous réellement la convention de Björke?

Je répliquai que oui, et je commençai à développer ma thèse sur l'opportunité d'une entente entre la Russie, l'Allemagne et la France, quand il m'interrompit, en me disant :

— Mais, avez-vous lu le traité de Björke?

Je confessai que je ne l'avais pas lu. Là-dessus, il me tendit le texte du document, disant qu'il l'avait reçu seulement la veille et me pria de le lire. Le comte paraissait très irrité et tout hors de lui. Tandis que je lisais ce texte, je compris la cause de son irritation. La substance de ce traité était que l'Allemagne et la Russie s'obligeaient à se défendre, mutuellement, l'une l'autre, en cas de guerre avec une puissance européenne quelconque (y compris aussi la France). La Russie s'engageait à faire tous ses efforts pour gagner la France à cette union (mais quel que fût le résultat obtenu, le traité entre les deux pays demeurait néanmoins valide). Le traité devait entrer en vigueur aussitôt après la ratification du traité de Portsmouth. (Cela revenait à dire : si la guerre continue, c'est bel et bon ; mais si la guerre cesse, la Russie est entraînée dans un désordre pire qu'auparavant.) La minute était signée des deux souverains et contresignée par un fonctionnaire allemand, dont je fus incapable de déchiffrer le nom ; de notre côté, elle fut contresignée par le ministre de la Guerre Berilew.

Le traité signifiait que nous devions défendre l'Allemagne au cas où elle essaierait d'engager la guerre contre la France,

et cela en dépit de ce que, vers 1890, nous ayons eu un traité avec la France, en vertu duquel nous étions tenus de la défendre, si elle avait une guerre avec l'Allemagne. D'autre part, l'Allemagne s'obligeait à défendre la Russie d'Europe, en cas de guerre avec une puissance européenne quelconque, mais ces prévisions étaient pratiquement sans utilité, puisque, dans l'Extrême-Orient, notre talon d'Achille, l'Allemagne nous abandonnait à nos propres ressources.

Je déclarai au comte Lamsdorff que le traité devait être annulé à tout prix et que je continuerais la guerre avec le Japon, plutôt que de ratifier le traité de Portsmouth et ainsi de valider l'accord de Björke.

— C'est monstrueux, m'écriai-je ! Le traité nous déshonore aux yeux de la France. Est-il possible que tout cela ait été mûri sans que vous en sachiez rien ! demandai-je.

— Naturellement, Sa Majesté connaît tout cela, répliqua-t-il, mais ce détail lui sera sorti de l'esprit, ou, ce qui est plus probable, son cerveau aura été obscurci par tout le verbiage de Guillaume et Elle ne fut pas capable de saisir l'ensemble de l'affaire.

Nous nous mîmes à chercher de concert une issue à la difficulté. La partie la plus difficile de la tâche, au jugement du comte Lamsdorff, était d'obtenir le consentement de Sa Majesté pour la résiliation de l'accord. Nous pouvions trouver quelques fissures à la légalité dans la convention, de manière à alléguer un vice de forme pour son annulation. A la fin, nous convînmes de soutenir les arguments suivants : d'abord, que le traité n'était pas contresigné par le ministre des Affaires étrangères ; ensuite, que le traité en question était en contradiction avec notre précédent traité avec la France ; enfin que la ratification de la convention de Björke devait être précédée par une démarche auprès de la France et dépendait de son consentement. Si ces arguments ne portaient pas, nous décidâmes de déclarer que la Russie laisserait le traité de Portsmouth sans le ratifier, plutôt que de reconnaître la convention de Björke telle qu'elle se comportait. Cette convention, comme nous le décidâmes, se réduirait à une simple déclaration de notre part, en vertu de laquelle nous adhérions au principe d'une entente russo-franco-allemande, et étions prêts à exécuter cette politique.

En ma qualité de président de la Commission ministérielle, je n'avais pas officiellement accès auprès de Sa Majesté.

Quant au comte Lamsdorff, je n'avais guère confiance dans son influence sur l'esprit de Sa Majesté, dans une affaire d'une telle importance. En conséquence, je décidai d'appeler à mon aide le grand-duc Nicolas qui, je le savais, exerçait un grand empire sur Sa Majesté, grâce aux idées qu'ils partageaient sur l'occultisme, et aussi en raison de son dévouement pour Nicolas, non pas seulement comme empereur, mais aussi comme homme. J'avais des raisons de croire que le grand-duc était au courant de la substance du traité longtemps avant le ministre des Affaires étrangères, mais je ne le découvris que plus tard. Il m'écouta attentivement, et sembla saisir le nœud de mon raisonnement : que le traité était essentiellement déshonorant de la part de Sa Majesté. « Notre devoir, lui dis-je, est d'obtenir le consentement de Sa Majesté pour la suppression de l'accord. Quant au reste, le comte Lamsdorff en prendrait soin. » Il me promit de discuter la question avec l'empereur.

L'autre personnage que je rencontrai fut le ministre Berilew dont la signature ornait la convention de Björke.

— Savez-vous, monsieur, lui demandai-je, ce que vous avez signé à Björke ?

Le ministre confessa, avec candeur, qu'il n'en savait rien.

— Je ne nie pas, expliqua-t-il, que j'aie signé un document qui est, sans doute, important, mais je n'ai pas la moindre idée de ce qu'il contient. Voilà comment les choses se sont passées. Sa Majesté m'appela dans son salon et me dit, de but en blanc : « Avez-vous confiance en moi, Alexis Alexeyevitch ? » Naturellement, il ne pouvait y avoir qu'une seule réponse. « En ce cas, continua Sa Majesté, signez ce papier. Il est signé, comme vous le voyez, par l'empereur d'Allemagne et par moi, contresigné du côté allemand par le fonctionnaire qui convient. Maintenant, l'empereur d'Allemagne veut qu'il soit contresigné par un de mes ministres. » Naturellement, j'apposai ma signature sur ce papier.

Quelques jours plus tard, je fus convoqué par l'empereur à Peterhof. Je trouvai là le grand-duc Nicolas et le comte Lamsdorff. Sa Majesté nous reçut ensemble et, dans cette conférence improvisée, il fut décidé que le traité de Björke devait être annulé. Quoique Sa Majesté sentît avec amertume la fausseté de sa position, Elle consentit, après quelques escarmouches, à l'annulation du traité et donna au comte Lamsdorff les pouvoirs nécessaires. La réponse allemande

à notre première note fut plutôt vague, mais sa teneur générale était : « Ce qui est fait est fait, et vous ne pouvez vous dérober. » Alors, nous expédiâmes une seconde note où nous n'atténuâmes pas les termes. Plus tard, quand j'eus pris la tâche de gouverner l'empire en qualité de premier ministre, le comte Lamsdorff me dit, en réponse à ma question : « Soyez tranquille, Serge Youliévitch, le traité de Björke n'existe plus. » Comme résultat de cet incident, notre ministre des Affaires étrangères s'attira la haine de l'empereur Guillaume, et on me dit que Sa Majesté avait cessé de m'admirer et de chanter mes louanges. Toujours, depuis 1905, nous nous sommes de plus en plus rapprochés d'une alliance avec l'Angleterre. En 1905, les deux empereurs se rencontrèrent encore à Irvinemünde, et il m'a été conté, par le chef de notre état-major général, que, bien qu'il n'y ait pas eu de traité écrit conclu, les deux monarques s'assurèrent mutuellement de leur intention d'agir conformément à l'esprit de l'entente de Björke. Cela peut n'avoir été qu'une simple phrase, mais j'ai le sentiment profond que si nous manquons de donner à l'empereur Guillaume des satisfactions tangibles, il nous en gardera toujours une secrète rancune. . . . .

Heureusement que la conférence internationale pour l'apaisement de la contestation marocaine se réunit avant l'annulation du traité de Björke. Si la conférence avait été retardée, jamais sans doute elle n'aurait eu lieu, car, après l'abrogation de ce traité, l'empereur allemand n'était aucunement disposé à subir les décisions d'une assemblée qui devait son existence à mon initiative. Nous avions des intérêts vitaux dans la partie qui s'engageait à Algésiras (la conférence se tenait à Algésiras). J'ai mentionné déjà le fait que la conclusion d'un emprunt était rejetée avant l'apaisement du conflit marocain. En conséquence, notre intérêt exigeait la conclusion la plus prompte de la conférence. L'Allemagne, au contraire, était portée à traîner les choses en longueur. Elle était guidée par ce principe sacro-saint de la diplomatie germanique : « Plus longtemps vous marchanderez, plus vous gagnerez. » En outre, elle était guidée par le désir, d'abord, d'augmenter nos difficultés financières, et, en outre, de se venger de moi à cause de l'annulation du traité de Björke. Quant à Rouvier, il voyait clairement dans notre jeu et devenait moins traitable afin de forcer

Kashin, notre délégué à la conférence, à se mettre du côté de la France. Pendant ce temps, notre situation financière empirait rapidement et la nécessité d'un emprunt étranger devenait de plus en plus impérieuse.

En désespoir de cause, je recourus aux bons offices du comte Eulenbourg et j'écrivis une lettre à l'empereur Guillaume, le priant de hâter les progrès de la conférence d'Algésiras pour nous permettre de contracter cet emprunt, si fâcheusement nécessaire. J'insistai en montrant combien il était nécessaire pour nous de conclure l'emprunt avant la réunion de la première Douma impériale, afin de ne pas dépendre totalement de cette institution nouvellement créée. La réponse de l'empereur Guillaume fut aimable, mais négative. Il était clair que je ne pouvais attendre aucune aide de ce côté. Plus tard, il écrivit à l'empereur Nicolas que j'échouerais dans mes tentatives pour contracter l'emprunt, pour la raison que les banquiers juifs ne voudraient pas y prendre part. Quant à Rouvier, il réitéra ses dispositions obligeantes pour me faciliter l'émission de l'emprunt, mais il ne voulait rien entendre avant la fin de cette maudite conférence. Sous l'empire de ces circonstances, je hâtai les grands travaux préparatoires que j'avais à faire pour l'emprunt de manière à le mettre en train sans autre délai, aussitôt que la conférence serait terminée.

A mesure que l'Allemagne se montrait moins précise et multipliait les délais, notre représentant à la conférence soutenait de plus en plus vigoureusement la France. Enfin la conférence se termina. La France avait remporté un triomphe complet, grâce à notre appui et à celui de l'Angleterre. Pour venger cet échec, le gouvernement de Berlin défendit aux banquiers allemands de participer à notre emprunt. Les Allemands même poussèrent plus loin leur ressentiment. Pendant ma visite aux États-Unis, je négociai avec un groupe de banquiers américains, dirigés par Morgan, afin qu'ils participassent à notre emprunt. Morgan était alors en très bons termes avec l'empereur allemand. Sa maison de banque prit part aux démarches préliminaires de l'emprunt, mais, au dernier moment, quand le gouvernement allemand força ses banquiers à s'abstenir, le groupe Morgan aussi se retira. Telle est l'amitié des Allemands!... Néanmoins, je triomphai des efforts du gouvernement de l'empereur Guillaume et je réussis à lancer le plus grand emprunt

étranger qui soit connu dans l'histoire des nations modernes.

En septembre 1907, la Russie et la Grande-Bretagne conclurent un traité relatif à la Perse, l'Afghanistan et le Thibet. Cette convention inaugura notre politique de flatteries envers l'Angleterre. Comme nous n'abandonnâmes pas nos traditionnelles coquetteries avec l'Allemagne, la situation devint assez embarrassante. A présent, nous essayons de nous tirer d'affaire en assurant l'Allemagne que c'est elle que nous aimons le mieux et que nous ne caressons l'Angleterre qu'en apparence, tandis que nous disons tout le contraire à l'Angleterre. Je crois que nous aurons bientôt à payer cher cette duplicité.

Le rapprochement avec l'Angleterre, l'alliée de la France, qui est notre propre alliée, a amené la formation d'une Triple-Entente qui s'oppose à la Triple-Alliance de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. L'histoire de la Triple-Entente est la suivante : Lors de mon voyage à Portsmouth, je m'arrêtai à Paris et je rencontrai, entre autres personnes, Kozell-Poklevsky, premier secrétaire à notre ambassade de Londres. Il m'apporta une invitation de la part du roi Édouard pour lui rendre visite. Mais je ne pouvais accepter sans la permission expresse de mon souverain et elle ne me fut pas accordée. Dans le même temps, notre ambassadeur à Paris, Izvolsky, me soumit un projet d'union avec la Grande-Bretagne, identique en substance à celui qui vient d'être conclu. Je priai Kozell-Poklevsky d'informer le roi que si, à mon retour en Russie, j'obtenais la permission du gouvernement, j'emploierais toute mon influence à établir des relations amicales avec la Grande-Bretagne. J'ajoutai, cependant, que j'étais tout à fait opposé à l'idée de conclure le traité tel que l'avait ébauché Izvolsky, par la raison qu'il était préférable pour nous de ne pas nous lier par des traités. Je craignais qu'un accord avec la Grande-Bretagne n'excitât la jalousie de l'Allemagne. Il en serait résulté que nous aurions été également obligés de conclure un traité avec ce pays aussi, et que nous serions dupes à la fin. Ce fut à cause de mon opposition que le traité ne fut pas conclu avant 1907...

Comte Witte.

L'état actuel de la philosophie allemande

Il semble bien que le terrible réveil de la guerre a délivré la pensée française, — à quel prix, hélas ! — de l'influence de la philosophie allemande, qui a pesé sur elle comme un cauchemar pendant tout le dix-neuvième siècle, et surtout depuis 1870. Regrettons seulement que pour pouvoir saluer l'aurore de cette délivrance il ait fallu attendre la leçon des événements, et une horrible effusion de sang ; et que la vigueur de la raison, chez la plupart de ceux qui faisaient profession de philosopher, n'ait pas suffi auparavant à nous affranchir de l'ascendant germanique.

Si la philosophie allemande doit, selon toutes vraisemblances, cesser de régner officiellement sur nous, et d'infuser dans nos veines les poisons variés distillés par l'esprit de Kant, elle n'en devient pas pour cela négligeable en elle-même ; il importe au contraire de suivre de près le mouvement intellectuel d'outre-Rhin, très vaste en étendue, sinon très riche en qualité. Il peut, d'ailleurs, y avoir pour nous un utile enseignement à considérer ce qu'est devenue la philosophie au pays même du *Devenir*, et chez les successeurs de ces « Grands Penseurs » transcendantaux dont Mme de Staël, Victor Cousin, et l'Université, avaient fait l'objet de leur vénération. C'est pourquoi nous essaierons de donner ici un aperçu très succinct de l'état actuel de la philosophie en Allemagne.

A vrai dire, le tableau n'a rien d'enchanteur. Anarchie et décomposition universelles. La philosophie existe-t-elle seulement? Elle en est réduite à prouver d'abord son droit de vivre. On comprend les gémissements de M. H. G. Opitz, s'écriant d'une voix pleine de sanglots : « Il est inexcusable et même criminel de s'occuper encore d'autres questions, tant que celle-ci, la toute première et la plus fondamentale qu'on puisse poser, cette véritable question vitale pour la philosophie, reste contestée et non résolue (1) ! »

Dans le dernier demi-siècle, le matérialisme « scientifique » le plus grossier, puis le *monisme*, jugé plus élégant, — et également « scientifique » (encore qu'il impliquât toute une métaphysique panthéistique ou athée), — ont eu en Allemagne une influence dont rien en France, pas même le succès relatif d'un Le Dantec, ne peut donner l'idée. Les *Énigmes de l'univers*, de Haeckel, qui furent éditées à plus de trois cent mille exemplaires, popularisèrent la philosophie du « pithekanthropus », en qui Haeckel se plaisait à reconnaître son premier père (on pouvait admirer dans son laboratoire un tableau représentant les ancêtres du genre humain, — un gorille et une guenon vigoureux et sympathiques.) Le génie d'Iéna pensait dire quelque chose d'excitant, en déclarant que l'homme est, « à tous les points de vue, un véritable vertébré », que le devoir consiste en « une série de modifications phylétiques de l'écorce grise du phronéma », et que le « dieu anthropomorphe » des chrétiens peut être regardé comme « un vertébré gazéiforme ». Paulsen avouait que devant le charlatanisme de Haeckel, le rouge lui montait au visage, et qu'il se sentait « tout honteux du niveau de culture générale et de culture philosophique de notre peuple. » Aux yeux de Wundt, « pareille spéculation se meut dans une série de boutades arbitraires et d'analogies imprécises, où l'on se voit replacé, malgré certaines analogies modernes, à l'époque où l'art de la pensée rigoureusement logique n'était pas encore découvert, et où la science positive se trouvait encore dans les langes ». A la mort de Haeckel, en 1919, la *Gazette de Francfort*, dont l'influence est très grande dans l'Allemagne intellectuelle, constatait « que dans l'histoire de l'esprit allemand il n'y a pas eu d'époque plus attristante que celle qui a abouti

(1) *Le Moi, interprète de la connaissance du Non-Moi*, 1913.

au monisme haeckélien. Les ravages qu'a faits Haeckel avec son dogmatisme naïf et tout le reste de sa doctrine sont effrayants... Le premier ignorant venu se croyait en droit de jeter des regards pleins de mépris hautain sur ceux qui croient encore en Dieu... On enrage quand on se rappelle l'influence qu'a eue cette soi-disant conception moderne du monde, dont les partisans ont exercé une terreur assez considérable et n'admettaient personne qui ne se soumît à leur régime. »

Le « monisme énergétique » du chimiste W. Ostwald, professeur à Leipzig, a plus de prétentions, et aussi peu de titres à l'intellectualité que le « monisme matérialiste » de Haeckel. Il consiste essentiellement à définir la substance par l'énergie, puis à ramener à l'énergie tous les phénomènes, y compris les « phénomènes intellectuels ». « Tous les biens supérieurs de la civilisation » doivent donc être considérés du point de vue énergétique ; l'*impératif énergétique* commande à l'homme : « Ne gaspille pas d'énergie, utilise-la ! » La science, qui nous apprend l'utilisation rationnelle des différentes formes d'énergie, finira par remplacer « tout ce que l'humanité avait condensé en fait de désirs et d'espoirs, de buts et d'idéals, dans le concept de Dieu ». Le monisme actuellement est très vivant en Allemagne, il est représenté par les membres du *Monistenbund*, et combattu par les membres du *Keplerbund*, dirigé par E. Dennert, tenace adversaire protestant du darwinisme.

Comment réagir contre le monisme, jugé par trop brutal dans le monde de la philosophie universitaire? « Retournons à Kant », telle fut, pour un grand nombre de représentants de cette philosophie, la formule du salut. Bien peu cependant, à l'exception d'Al. Riehl, se résignaient à avaler le kantisme intégral, avec ses épineuses contradictions (déjà signalées par les contemporains de Kant), et à admettre l'existence de la « chose en soi ». L'école de Marbourg (Hermann Cohen, † 1917, Paul Natorp, E. Cassirer) et l'école de Bade (Wilhelm Windelband, † 1915, H. Rickert) s'accordent pour proclamer l'inanité de toute tentative de saisir une réalité indépendante de notre esprit. Pour le « néo-criticisme idéaliste » de la première école, les phénomènes de conscience existent seuls réellement, la pensée et l'être sont tout un, c'est un non-sens d'admettre un « en dehors » ou un « au delà » de la pensée. La seconde, avec son « néo-criticisme de la théorie

des valeurs », qui veut que l'homme reconnaisse au-dessus de lui un monde de valeurs éternelles (le Vrai, le Beau et le Bien, déjà chantés par Victor Cousin), tient bien plus à vrai dire de l'idéalisme absolu de Fichte et de Hegel que du criticisme kantien. Elle se déleste d'ailleurs sans regret des trois « postulats » de Kant (liberté, immortalité de l'âme, existence de Dieu), et déclare par la bouche de H. Rickert (1), qu'il faut rejeter l'ancienne sagesse de vie, parce que « nous autres, hommes modernes, nous ne croyons plus à la sagesse ».

*
* *

C'est par deux avenues différentes, par le criticisme et par le positivisme, que la philosophie moderne est arrivée à nier la métaphysique scientifique. A côté des deux « néo-criticismes » que nous venons de mentionner, on trouve actuellement en Allemagne plusieurs variétés de positivisme. L' « empiriocriticisme » de Richard Avenarius († 1896) et de J. Petzoldt, prétentieux et tout à fait indigert en fait de contenu intellectuel, en est une forme typique. On peut en rapprocher le positivisme d'Ernst Mach (professeur à Vienne, † 1916) ; pour ce dernier, la science est un vaste système de « symboles abréviatifs », et la connaissance, phénomène purement biologique, se fait d'après le « principe d'économie », ou « principe de la plus petite dépense de forces », — connaître c'est faire économie d'intelligence, règle d'or dont bien des philosophes et des savants, et Mach lui-même, montrent trop bien la vertu !

La philosophie de Mach a sans doute des affinités avec le pragmatisme. Mais la forme la plus représentative du pragmatisme (2) et de la hantise antimétaphysique en Allemagne, c'est la « *Philosophie du Comme-Si* » de Hans Vaihinger, professeur à Halle. Dans son ouvrage *Die Philosophie des Als-Ob*, rédigé déjà en 1878 et qui devait paraître seulement après la mort de l'auteur, mais qui fut publié en 1911, parce que la situation intellectuelle de l'époque était particulièrement favorable à ces idées, Hans Vaihinger se propose de donner un *Système des fictions théoriques, pratiques et religieuses de l'humanité sur les bases d'un positivisme idéaliste.* « Posi-

(1) *La Philosophie de la vie*, 1920.
(2) Le pragmatisme a été aussi défendu en Allemagne par Günther Jacoby.

tivisme », parce qu'il n'y a de positif que les sensations et leurs rapports, « idéaliste », parce que ce positivisme reconnaît la valeur biologique des idées de l'homme en tant que fictions « sans lesquelles les pensées, les sentiments et les actions de l'homme s'étioleraient ». Il faut croire que l'intérêt témoigné à cet ouvrage est bien grand, car, quoique la troisième édition du gros volume ait paru en 1918, une cinquième et une sixième éditions ont déjà été publiées en 1920. Depuis le mois de janvier 1919, H. Vaihinger publie même, avec la collaboration de Raymond Schmidt, des *Annales philosophiques* qui se proposent d'étudier, au fur et à mesure qu'ils se présentent, tous les problèmes se rattachant à la philosophie du *Comme-Si*.

La philosophie du *Comme-Si* est un fruit authentique de l'esprit de Kant, le maître chéri que M. Vaihinger a tant commenté. « Notre représentation de l'univers, dit ce dernier, est un tissu immense de fictions pleines de contradictions logiques. » Le concept de fiction ne doit pas être confondu avec celui d'hypothèse, car les fictions ne prétendent ni copier ni interpréter scientifiquement la réalité, mais seulement la rendre accessible et utilisable à l'homme, au prix même de nombreuses contradictions. Souvent les fictions les plus fausses au point de vue logique sont les plus fécondes pour la connaissance humaine. Presque toutes les sciences d'ailleurs font un usage très étendu de ces fictions ; tels sont, par exemple, dans les mathématiques supérieures, les concepts des quantités négatives, irrationnelles, imaginaires ; dans l'économie politique d'Adam Smith, la fiction du caractère exclusivement matériel des intérêts humains ; ou encore la fiction célèbre de la statue dans la théorie sensualiste de Condillac, qui sont autant de contradictions ou d'irréalités. Eh bien ! Faut-il alors renoncer à ces fictions? Nullement. A cause de leur valeur biologique, nous continuerons de nous en servir et nous n'hésiterons pas à croire que tout se passe *comme si* les catégories avaient une valeur objective, *comme* s'il y avait des atomes, des corps, des moi spirituels, un libre arbitre, un Dieu créateur et rémunérateur. « L'erreur de la philosophie, disait déjà Nietzsche, consiste seulement dans le fait qu'au lieu de voir dans la logique et dans les catégories de la raison des moyens d'arranger le monde selon des buts d'utilité (par conséquent en vue d'une falsification utile), on a cru y

trouver le critérium de la vérité ou de la réalité. Le critérium de la vérité n'était au fond que l'utilité biologique d'un tel système de falsification par principe. »

« N'est-ce pas un spectacle singulier, écrit M. Geyser, qu'offre ici la philosophie au monde affamé de vérité? On dit à l'homme : Tu dois vivre, *comme si* tu étais libre et *comme si* tu devais rendre compte un jour à Dieu de tes faits et gestes ; et tu dois recourir aussi à Dieu par des prières dans tes besoins. Pourquoi dois-tu le faire? Parce que cela t'apporte de la consolation et que cela est profitable à ta vie. Mais ne t'avise pas de croire que tu dois le faire parce que tu es réellement libre, parce qu'il existe vraiment un Dieu qui peut te demander compte de ta vie et qui peut exaucer tes prières ; car il n'y a rien de tout cela ; ce n'est qu'une fiction ; c'est contradictoire en soi et par conséquent absolument impossible. » Concluons que tout se passe *comme si* M. Vaihinger et ses confrères pragmatistes des deux mondes étaient doués d'intelligence et usaient du langage articulé, mais qu'à vrai dire c'est là une fiction contradictoire et impossible à soutenir.

Quand on se représente l'extraordinaire médiocrité des systèmes énumérés précédemment (1), et qui n'ont même pas le mérite d'une originalité véritable, mais qui systématisent grossièrement des platitudes surannées, on est porté à penser que les doléances de Fr. Paulsen (mort comme professeur de l'Université de Berlin en 1908) n'ont rien perdu de leur actualité. Ce philosophe a dénoncé à différentes reprises, notamment dans un opuscule sur *les Universités allemandes et les études universitaires* (1902), « l'anarchie » qui dévore de nos jours la philosophie. « Les suites de cette banqueroute, dit-il, se font encore sentir partout. Il n'y plus de conception philosophique du monde une et universelle, comme elle existait auparavant, du moins dans une certaine mesure. Les conceptions fondamentales s'éparpillent dans toutes les directions de la rose des vents. Une grande partie du public garde une attitude défiante et sceptique : la philosophie est devenue pour ainsi dire chose impossible

(1) Il faudrait mentionner ici le livre, fameux outre-Rhin, de M. Oswald Spengler, sur *la Décadence de l'Europe*, dont il sera question dans une étude que la *Revue* publiera prochainement sur les influences asiatiques dans la littérature allemande d'aujourd'hui. On y trouve repris tous les vieux lieux communs sur la décadence latine, accommodés à un scepticisme désespéré.

et les systèmes philosophiques ne sont plus que des phénomènes éphémères. L'enseignement de la philosophie est de tous les enseignements le moins bien organisé, parce qu'il possède le moins de vérités universellement reconnues ; il n'y a pas d'accord au sujet des méthodes à suivre et des buts à atteindre (1) ; en un mot, nous ne possédons pas un seul résultat philosophique absolument sûr. Chacun poursuit son chemin sans se préoccuper des autres, fier de n'avoir pas de maître et de suivre une voie toute nouvelle.

« Chaque nouveau professeur tient à honneur d'avoir son système à lui et de mettre à la place de la « vieille Vérité » dont parle Gœthe, quelque chose de nouveau, même si c'est quelque chose de faux et de vain. En partant de n'importe quel point de vue arbitrairement choisi, on forge de nouveaux concepts bizarres et on élève tout un édifice doctrinal. Puis on enrôle des disciples auxquels on inculque les nouvelles idées ; il n'y a pas de sottise, pourvu qu'elle se présente sous forme de système, qui ne trouve bientôt en Allemagne un certain nombre d'adeptes impatients de la faire passer pour ce qu'il y a de plus récent en fait de sagesse nouvellement trouvée, et tout disposés à en faire grand cas dans les journaux et les périodiques. Et voilà comment on devient créateur d'un nouveau système, fondateur d'une nouvelle école ! Voilà comment on passe dans « l'Histoire « de la Philosophie » et l'on devient immortel !

« De tous côtés on entend crier : Le voici, le vrai Messie, l'empereur caché, le magicien qui doit guérir toutes les plaies de notre époque malade. Aussitôt des milliers de curieux se hâtent d'aller le voir et s'empressent de proclamer dans toutes les gazettes : Voyez, nous l'avons trouvé ! Mais peu d'instants après, la foule s'est de nouveau dispersée et personne n'en sait plus rien ! »

En 1909, une des revues les plus considérées de l'Allemagne, le *Literarisches Zentralblatt*, pour caractériser ce malaise devenu général, écrivait, à propos de la critique d'un ouvrage philosophique : « Des gémissements douloureux et des désirs ardents travaillent notre époque si vivement agitée. De jour

(1) D'après Paulsen, la philosophie moderne ne peut pas former l'objet de discussions analogues aux *disputationes* du moyen âge. « Nous n'avons pas de principes sûrs et universellement admis, du moins pas de principes matériels, et sans ces principes, une discussion se perd dans le vide, comme le vit bien le moyen âge : *Contra principia negantem non est disputandum.* »

en jour, la somme de nos connaissances devient plus considérable ; la technique ne connaît plus guère de difficultés insurmontables ; et cependant nous n'en éprouvons pas de joie. On répète incessamment la question décourageante et résignée : « A quoi tout cela sert-il? » Ce qui nous manque, c'est une conception du monde affermie en elle-même et qui donne à notre vie de l'élan et du soutien. Ou plutôt : nous nous sommes enfin aperçus qu'on ne pourra plus vivre avec la conception du monde qui, à partir du « siècle philosophique », a donné de plus en plus sa physionomie particulière à toute notre vie intellectuelle... Le matérialisme, sous une forme plus ou moins grossière, s'est fortement enraciné dans notre manière de penser, même chez ceux qui récuseraient avec beaucoup d'indignation le nom de matérialistes. Les nouvelles générations abandonnées au seul matérialisme se trouveront devant un vide, un néant effrayant de l'existence. Et depuis que l'homme du peuple a compris les principes par trop naïfs du matérialisme et, du haut de sa conception « scientifique » du monde, regarde d'un air dédaigneux tous les réactionnaires, on reconnaît le danger qui menace ce qu'on comprend communément sous le nom d'humanité. »

M. Karl Joël, professeur de philosophie à Bâle, auteur d'un ouvrage remarqué sur *le Libre arbitre* (1908), a inauguré son rectorat par une conférence qu'il a publiée, en 1914, sous ce titre : « La crise philosophique contemporaine ». La vérité philosophique, y disait-il, semble s'émietter de nos jours en hypothèses changeantes et en calculs éphémères, en opportunisme et en virtuosité, en saillies et en paradoxes, en doutes et en rêveries, en amusements et en frivolités. La vérité chancelle ; elle n'a plus de place dans l'esprit de l'homme. La vie bruyante et changeante menace d'engloutir la pensée et il semble qu'avec cette dissolution de la vérité, nous soyons entrés dans une nouvelle période sophistique.

Enfin, dans un ouvrage au titre prétentieux, *Mon testament philosophique au peuple des penseurs*, M. H. G. Opitz écrivait en 1913 : « Un état pareil ne reste pas dans les limites du naturel, mais renferme en lui quelque chose de pathologique. On ne saurait vraiment pas désavouer O. Külpe quand il considère la situation présente comme le symptôme pathologique d'une profonde anarchie... Frischeisen-Köhler

porte un jugement non moins défavorable quand il caractérise cet état comme une tragédie tellement effrayante qu'aucun poète ne saurait l'imaginer plus terrible... »

A vrai dire, nous sommes là en présence d'un simple phénomène de décomposition intellectuelle, dû aux principes de mort que la révolution kantienne a introduits dans la pensée.

* * *

Il ne faudrait pas croire, cependant, qu'il n'y a pas dans la philosophie allemande contemporaine des éléments plus sains et plus vivants, capables d'un effort de réaction salutaire.

A des titres divers, et avec un succès plus ou moins heureux, quelques esprits soucieux du réel ont pris le parti du bon sens et travaillent du même coup, de fort loin il est vrai, au rétablissement de la science métaphysique. Héroïsme presque incroyable ! Ils ont osé soutenir qu'il y a des choses, et qu'il existe un monde indépendant de nos « phénomènes de conscience ». Le « réalisme critique » compte parmi ses adhérents des philosophes comme Joh. Volkelt (1), Franz Erhardt, Gustav Stoerring, Ernst Dürr, Hermann Schwarz, Max Frischeisen-Kœhler, William Stern, August Messer, et surtout Oswald Külpe († 1915), dont le nom est bien connu des psychologues ; c'est sous sa direction que l' « école de Wurtzbourg », reprenant les méthodes du psychologue français Binet, a soumis aux analyses d'une psychologie expérimentale affinée les phénomènes d'intelligence et de volonté, et a montré ainsi, à la suite des recherches de Bühler et d'Ach, le caractère spécifique de ces deux groupes de phénomènes, absolument irréductibles, les uns à des représentations sensibles, les autres à des éléments émotifs. Le point de vue réaliste, qui s'annonçait déjà dans l'ouvrage très répandu de Külpe, *Einleitung in die Philosophie* (7e édit. 1915), devait être traité par lui de façon plus explicite dans un ouvrage

(1) Volkelt est avec Lipps le représentant le plus autorisé de la théorie esthétique dite de l'*Einfühlung*, d'après laquelle la perception du beau se réduit à *sentir dans* les choses nos propres états d'âme que nous infusons en elles, et à jouir ainsi en elles de notre propre sentimentalité. On imagine aisément quelle sorte d'art peut répondre à ce sentimentalisme esthétique, ultime rejeton du subjectivisme kantien.

important, dont le premier tome, *Die Realisierung* a paru en 1912. La publication posthume des tomes II et III a été confiée aux soins d'August Messer, professeur à l'université de Giessen. Le tome II a paru en 1920.

Le psychologue et philosophe viennois Wilhelm Jerusalem, à qui l'Allemagne doit sa traduction du *Pragmatism* de James, a pris aussi position contre l'idéalisme. « Je n'hésite pas, dit-il, à déclarer que je ne puis voir dans l'assertion suivant laquelle l'existence du monde se réduirait à des phénomènes de conscience, que le résultat d'un développement morbide de l'instinct de connaître chez l'homme. Ce qui me détermine à cette déclaration, c'est l'angoisse que j'ai soufferte avant d'avoir triomphé de l'idéalisme. Quiconque essaye de se pénétrer sérieusement de cette théorie sentira que quelque chose menace de se détraquer dans son cerveau. » (*Die Urteilsfunktion.*) Il montre que l'idéalisme n'est logique que s'il aboutit au *solipsisme*, c'est-à-dire à la conviction « que moi, le penseur idéaliste, suis seul à exister réellement, alors que le monde entier n'existe que parce que et en tant qu'il est en moi comme phénomène de conscience. Non seulement mon corps, mais aussi tous mes semblables ont perdu leur existence individuelle pour devenir des phénomènes de conscience, « mes » phénomènes de conscience... Absurdité tellement monstrueuse que la plupart des représentants de l'idéalisme reculent instinctivement devant les conséquences de cette théorie, et cherchent à franchir l'obstacle au moyen de constructions dialectiques ou métaphysiques. » (*Einleitung in die Philosophie.*)

A cet effort pour réformer la philosophie critique, on peut rattacher les remarquables études de A. Spir (1), études déjà plus anciennes, mais dont l'intérêt n'a pas vieilli, et qui ont le mérite de restituer au principe d'identité sa valeur métaphysique primordiale. « L'originalité de Spir est d'avoir compris que ce principe est comme le soleil qui éclaire tout dans le domaine de la connaissance, qui dénonce la contingence et l'inintelligibilité relative du monde et nous conduit à l'affirmation de Dieu, le seul être qui soit en tout et pour tout identique à lui-même. Spir, persuadé qu'il avait enfin trouvé le vrai fondement et la vraie méthode de la philosophie, revenait ainsi à la pensée profonde d'Aristote, qui

(1) A. Spir, *Pensée et réalité,* trad. Penjon. Alcan, 1896.

rattache toute la science au principe de contradiction et toute la réalité à l'acte pur (1). » Et il pouvait conclure que la philosophie est, comme l'écrivait M. A. Penjon, dans sa préface à la traduction française de *Pensée et réalité*, « la plus positive des sciences, et la seule qui puisse atteindre, dès maintenant, à une vérité définitive ».

Fr. Paulsen († 1908) était bien éloigné d'une métaphysique aussi saine. Il professait un panthéisme idéaliste impliquant un psychisme universel; évolutionniste passionné, il proclamait, en matière de morale, de droit et de religion, le relativisme le plus conséquent, mais aussi le plus déconcertant. Ses écrits ont cependant fortement contribué à ranimer en Allemagne le goût de la philosophie. N'oublions pas de mentionner aussi l'action exercée par l'initiateur et le grand maître de la psychologie expérimentale, Wilhelm Wundt († 1920). En faisant les plus expresses réserves sur sa métaphysique volontariste, son parallélisme psycho-physique (si démodé aujourd'hui !), son évolutionnisme universel en morale, reconnaissons qu'il a brisé la puissance de certains préjugés de son temps, et que son œuvre monumentale (2) mérite à bon droit la célébrité. — Beaucoup de gens de bonne volonté, qui après la faillite de l'esprit nietzschéen d'avant-guerre, ont à cœur la régénération intellectuelle et le relèvement moral de l'Allemagne, se tournent actuellement vers Rudolf Eucken. Dans une lutte de plus de trente ans contre le naturalisme, Eucken ne se lasse pas d'insister sur la nécessité d'une « vie intellectuelle absolue », sans laquelle la vie humaine, se réduisant au jeu des passions et des appétits égoïstes, n'aurait aucune valeur réelle. Il enseigne que pour atteindre à cette vie intellectuelle absolue, l'homme trouve une aide puissante dans la religion, dont le christianisme, — conçu d'ailleurs comme un simple système de préceptes moraux, et dûment laïcisé, — est la forme la plus imposante et la mieux adaptée à nos besoins. Cette manière de concevoir le christianisme a toujours été un signe de faiblesse d'esprit ; elle se rattache, chez Eucken, à l'influence de l'auteur de *la Religion dans*

(1) Garrigou-Lagrange, *la Philosophie de l'être, le sens commun et les formules dogmatiques*, Beauchesne, 1909.

(2) *Grundzüge der physiologischen Psychologie; System der Philosophie; Logik; Ethik; Völkerpsychologie.*

les limites de la pure raison. Dans une étude sur « Thomas d'Aquin et Kant, la lutte de deux mondes (1) », Eucken a bien montré l'opposition irréductible de Kant, philosophe du protestantisme, et de saint Thomas philosophe du catholicisme ; mais c'est pour Kant qu'il choisit. Cette opposition foncière est méconnue au contraire par d'autres auteurs, en particulier par le protestant Hugo Bund, et même par le remarquable écrivain autrichien Richard Kralik, qui en d'innombrables et multiformes études rend témoignage à la foi catholique avec une très grande énergie, mais qui, dans le domaine philosophique, se laisse trop absorber par le souci de la synthèse encyclopédique et historique.

Notons que la logique a été, elle aussi, l'objet d'intéressantes discussions en Allemagne. En face de l'école « psychologiste », qui avec Fr. Brentano, A. Marty, H. Maier, etc., cherche à réduire la logique à un ensemble de faits psychologiques et méconnaît ainsi radicalement sa nature propre, Edm. Husserl, actuellement professeur à Fribourg en Bade, a défendu énergiquement l'originalité irréductible de la logique. Dans un premier ouvrage qui a été classé parmi les publications les plus importantes du commencement de ce siècle (*Logische Untersuchungen*), Husserl réduit le psychologisme à l'absurde en montrant l'impossibilité des conséquences auxquelles il aboutit. Dans un second ouvrage (*Ideen zu einer Phänomenologie und phänomenologischen Philosophie*), où il appelle « phénoménologie » la connaissance scientifique de l'essence des choses, il cherche à établir qu'en dépouillant les phénomènes de leurs qualités individuelles, la raison arrive par intellection immédiate (*Wesensschau*) à la connaissance de leur essence. Par son « évidence » immédiate, l'être objectif provoque en nous une connaissance « vraie ». La vérité est « le plein accord entre mon opinion et le donné comme tel ». Et « ce qui est vrai, est absolu, est vrai en soi ; la vérité est identiquement une (2) ». Max Scheler et Paul F. Linke travaillent dans une direction analogue à celle de Husserl.

Enfin du côté de la philosophie expérimentale, il convient

(1) Kantstudien, Band I, 1.

(2) Husserl a d'ailleurs subi l'influence d'un philosophe catholique, B. Bolzano († 1848, *Wissenschaftslehre*). Ses conceptions paraissent parfois se rapprocher beaucoup des conceptions scolastiques ; il semble cependant que pour lui l'être objectif reste de nature purement idéale.

d'attacher le plus sérieux intérêt aux travaux de M. Hans Driesch, que l'étude du développement des larves d'oursin (si on sectionne l'œuf ou l'embryon d'oursin, les parties sectionnées se reforment et donnent une larve normale, et seulement plus petite) a conduit à défendre contre le mécanicisme régnant la doctrine de « l'autonomie de la vie », et à instituer une forte critique du transformisme. Le « néovitalisme » avait déjà été soutenu en Allemagne par le philosophe E. de Hartmann et par plusieurs biologistes (1); mais c'est seulement des travaux de Driesch qu'il reçoit une justification pleinement valable au point de vue de la science expérimentale (2). Driesch retrouve ainsi l'*entéléchie* et la théorie aristotélicienne de la vie, comme Külpe avait retrouvé la distinction spécifique des facultés intellectives et des facultés sensitives, comme Wundt avait retrouvé la doctrine du « composé humain » (qu'il tenait pour la seule conclusion métaphysique qui puisse plausiblement se dégager de la psychologie expérimentale).

Actuellement professeur à Cologne, M. H. Driesch a laissé la zoologie pour la philosophie pure, où il s'efforce, en partant d'un « solipsisme » radical, de rejoindre une métaphysique d'ailleurs hypothétique.

*
* *

Les efforts variés dont nous venons de tracer un tableau très sommaire, et qui tendent plus ou moins consciemment à la restitution d'une saine philosophie, sont malheureusement noyés en Allemagne dans le flot immense d'une vulgarisation qui répand les plus basses conceptions soi-disant scientifiques et philosophiques (3) et viciés eux-mêmes par le vieux fond kantien et hégélien dont les meilleurs esprits ne parviennent pas à se débarrasser complètement.

Toutes ces vérités partielles entrevues, toutes ces aspira-

(1) Cf. J. Maritain, « Le néovitalisme en Allemagne et le Darwinisme », *Revue de philosophie*, 1910.

(2) La traduction de l'ouvrage principal de Driesch, *la Philosophie de l'organisme*, vient de paraître chez Rivière, avec une préface de Jacques Maritain.

(3) A un moment où en Allemagne des ouvrages réellement scientifiques ne trouvent plus d'éditeurs, et doivent être autographiés, les *Enigmes de l'univers* de Haeckel continuent d'être imprimées à 10 000 exemplaires. Le 9 décembre dernier, l'éditeur A. Kröner, de Leipzig, a annoncé la publication du 360e-370e mille de cet ouvrage.

tions à une synthèse supérieure arriveront-elles à se rejoindre et à s'équilibrer? Il faudrait pour cela des principes communs, et une doctrine sûre. Signalons ici l'existence en Allemagne d'un mouvement néoscolastique, moins puissant que celui de France et de Belgique, mais cependant très réel. Il a pour représentants principaux MM. Joseph Geyser (1), professeur à Fribourg en Bade, Frœbes (2), Cathrein (3), H. Pesch (4), sans oublier le doyen de la philosophie néoscolastique en Allemagne, C. Gutberlet (5), qui dirige une revue trimestrielle, le *Philosophisches Jahrbuch.* D'autres revues, comme *Divus Thomas, Jahrbuch für Philosophie und spekulative Theologie*, s'inspirent de la même doctrine (6).

Souhaitons que la grande tradition intellectuelle dont le pur thomisme est l'expression la plus haute, soit de mieux en mieux connue en Allemagne, et s'y impose à l'attention de tous les bons esprits. Souhaitons-le pour le bien de la pensée allemande, et aussi pour le bien universel de la communauté humaine. Il semble toutefois peu probable qu'une renaissance thomiste puisse en milieu purement allemand acquérir une force d'expansion considérable. En l'état actuel des choses, les résistances paraissent trop grandes, les conditions générales trop défavorables. L'obstacle propre que rencontre en France la reprise de la grande tradition métaphysique, c'est un ensemble d'ignorances et de préventions héritées de l'esprit cartésien; obstacle principalement négatif, et relativement facile à vaincre. En Allemagne, au contraire, c'est toute une formation intellectuelle directement opposée au réalisme thomiste, à la philosophie de l'être, et qui relève

(1) *Lehrbuh der allgemeinen Psychologie;* 3e édit. 1920, 2 tomes; *Gründlegung der Logik und der Erkenntnistheorie*, 2e édit., 1919; *Allgemeine Philosophie des Seins und der Natur*, 1915; *Die Seele*, 1914; *Die Erkenntnistheorie des Aristoteles*, 1917; *Neue and alte Wege der Philosophie*, 1916.

(2) *Lehrbuch der experimentellen Psychologie;* t. I, 1917, t. II, 1920.

(3) *Moralphilosophie* (2 vol. 5e édit., 1911); *Der Sozialismus*, 13e édit. en 1920.

(4) *Lehrbuch der Nationaloekonomie*, 1913.

(5) *Die Willensfreiheit und ihre Gegner*, 1907; *Der Mersch, sein Ursprung und seine Entwicklung*, 1911; *Der Kosmos, seinu Ursprung ùnd seine Entwicklung*, 1908.

(6) On annonce la publication prochaine d'une collection destinée à exposer de façon rigoureuse et en termes clairs, — ce qui ne serait pas un faible mérite pour des ouvrages allemands, — toutes les parties de la philosophie scolastique. Cette collection doit être publiée sous la direction de MM. Cl. Baeumker, professeur à l'Université de Münich, Ludw. Baur, professeur à Tubingue, et Max Ettlinger, professeur à Münster.

de l'idéalisme kantien, et de la prétention de faire tourner les choses autour de l'esprit humain.

C'est aussi quelque chose de plus profond et de plus vivace, l'antique ferment luthérien, l'héritage religieux et « culturel » de la Réforme. Assurément la philosophie thomiste, issue du péripatétisme hellénique, se tient par elle-même et ne reçoit son autorité de philosophie que de l'évidence et de la raison ; elle est liée cependant par tant d'actions et de réactions vitales à la tradition catholique, qu'il semble pratiquement impossible qu'elle ne se heurte pas à des *prohibentia* insurmontables là où il est fait profession de mépris ou d'aversion à l'égard de la foi et de la civilisation catholiques. Nulle part ce préjugé de froid mépris ne règne avec autant d'arrogance que dans les cercles scientifiques allemands. Et surtout la grande brisure du seizième siècle, en isolant l'Allemagne de la communauté humaine, en la forçant, le jour où elle voudrait affirmer dans le monde son existence propre, à *s'opposer pour se poser*, et à créer une humanité et une culture toutes neuves, bref en causant ce schisme germanique qui depuis plus de trois cents ans désaxe l'histoire d'Occident, a rendu l'Allemagne moderne formellement rebelle aux influences de la tradition intellectuelle gréco-latine. Où cela se voit-il plus clairement que chez Fichte? Mais singulièrement instructive à ce point de vue est déjà l'histoire de Leibnitz, qui, instruit par la pensée française, curieux de restaurer la *philosophia perennis*, passionné au début par l'œuvre de l'union des Églises et l'idéal de la chrétienté, finira par travailler à une organisation du protestantisme anglo-allemand contre l'Europe du midi et sur le principe « de l'exclusion et de la haine de la religion romaine », s'efforcera, dans une *Défense et Apologie de la langue allemande* dont Gottsched s'inspirera plus tard, et dans une *Exhortation aux Allemands* qui annonce de loin les *Discours à la nation allemande*, d'animer violemment ses compatriotes contre la civilisation latine et contre l'influence française, et poussera la philosophie moderne sur les voies de l'idéalisme germanique.

Faut-il ajouter que le tempérament intellectuel germanique, s'il paraît bien prédisposer les philosophes à ce *transcendantalisme* et à ce mode de penser « théosophique » que M. Boutroux relève avec raison, non seulement chez Böhme mais dans toute la lignée allemande moderne, et qu'on

constate déjà chez Nicolas de Cues, semble par là même les préparer assez mal à une philosophie aussi mesurée et aussi nuancée que le thomisme, rationnelle sans doute et fermement déductive, mais extrêmement respectueuse de l'expérience et du bon sens, et où l'effort de perception proprement intellectuelle joue un rôle si considérable?

Sans doute, Albert de Cologne est à la première origine du péripatétisme chrétien. Mais n'oublions pas qu'avant lui, grâce à l'admirable expansion clunisienne, l'Allemagne avait été pénétrée par l'influence intellectuelle de la France. Quoi qu'on fasse, et si étroite réserve qu'on tienne à garder, pour éviter de faire place en une telle question au moindre élément d'amour-propre national, on est contraint de reconnaître ici la mission spéciale de la France. Si la grande tradition thomiste se développe un jour librement en Allemagne, et parvient à y sortir des strictes limites de l'enseignement ecclésiastique pour rayonner sur l'ensemble de la culture, c'est que l'esprit français s'en sera fait le héraut, réparant ainsi l'égarement *philosophiste* du dix-huitième siècle, et que le monde aura connu une nouvelle période d'expansion latine et française.

JACQUES MARITAIN et **ALBERT KASEL.**

La Marine française après la guerre [1]

IV

LE DÉVELOPPEMENT ET LA CONDUITE DES BATAILLES NAVALES

Par suite de l'augmentation des effectifs et des progrès techniques, la bataille sur terre a changé totalement d'aspect au cours de la dernière guerre. Jadis, elle obéissait sensiblement aux lois du théâtre classique : elle s'achevait avec le jour, sur un terrain unique, et, le plus souvent, une seule manœuvre décidait de la victoire. Lorsque, le 18 juillet 1918, les armées alliées prirent l'offensive, elles s'engagèrent dans une bataille de quatre mois qui se déroula successivement dans tous les secteurs du front, de la mer à la Meuse, avant de devenir générale. Des vieilles lois, l'unité d'action subsiste seule : celui-là est vainqueur qui prend et conserve l'initiative des opérations, quels que soient la durée et les changements de lieu du combat.

Les armées navales n'ont rien connu de semblable. Les rencontres de Coronel, des Falkland, du Dogger-Bank et du Jutland sont restées conformes à ce qu'on a toujours regardé comme la règle. Elles sont du même type que Tsou-Shima et Trafalgar. On a cru, cependant, devoir établir une différence entre elles. L'ampleur de la dernière est de beaucoup la plus considérable ; le combat du Dogger-Bank

(1) Cf. la *Revue*, nos des 1er et 15 février 1921.

ne présente pas un grand intérêt ; mais il n'en est pas de même des combats de Coronel et des Falkland. Ceux-ci n'ont rien d'épisodique. Ils donnèrent aux vainqueurs des résultats complets. Ils sont tout aussi intéressants que d'autres, justement célèbres, Barfleur et la Hougue, par exemple. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'ils sont d'un type suranné qui ne se reproduit plus normalement. On peut du moins le penser après l'affaire du Jutland qui, elle, nous apparaît tout à fait comme la première phase d'une grande bataille moderne ; bataille qui se continue par la journée du 18 août dont nous parlions tout à l'heure, et s'arrête ensuite, inachevée.

L'action qui se déroula en mer du Nord le 31 mai 1916 paraît assez mystérieuse quand on examine les faits en eux-mêmes sans essayer de pénétrer les intentions des deux partis. On peut la résumer ainsi :

Les forces de l'amiral Beatty, composées de six croiseurs de bataille, quatre cuirassés rapides, treize croiseurs légers et vingt-sept destroyers ou leaders, remontaient la mer du Nord au-devant de la grande flotte. Elles en étaient à soixante-dix milles, lorsque, vers 15 h. 30, elles reprirent le contact avec les forces du contre-amiral Hipper, comprenant cinq croiseurs de bataille, dix croiseurs légers et une trentaine de destroyers. Ces dernières se replient alors vers le sud, sur le gros de la flotte allemande que commande l'amiral von Scheer. Les Anglais se trouvent ainsi aux prises avec vingt-deux cuirassés. Ils se replient à leur tour vers le nord, c'est-à-dire vers l'armée de l'amiral Jellicoe, mais sans rompre le combat.

L'*Indefatigable* et la *Queen-Mary* sautent et coulent pendant cette première partie de la bataille. L'amiral Beatty reçoit, en cours de route, un renfort de trois croiseurs de bataille, puis de huit croiseurs cuirassés. Les croiseurs cuirassés *Defence* et *Warrior*, le croiseur de bataille *Black-Prince* sont coulés avant la fin de la retraite. Enfin, les escadres anglaises se concentrent et se déploient pour le combat ; mais aussitôt les Allemands se dérobent vers l'ouest. Au bout d'une heure, le contact est perdu. La lutte se prolonge dans la nuit par des attaques de torpilleurs. La flotte de l'amiral Scheer se dérobe entre la terre et les champs de mines et passe vers 2 heures du matin au Horn-Reef.

Les Anglais avaient perdu trois croiseurs de bataille, trois

croiseurs cuirassés, huit destroyers ; les Allemands, un cuirassé, un croiseur de bataille, quatre cuirassés légers, cinq destroyers.

Dans de telles conditions, il est bien difficile de dire de quel côté a penché la balance. Les Anglais sont restés maîtres du champ de bataille, mais ils ont souffert beaucoup plus lourdement que leurs adversaires. Ils furent certainement vainqueurs si l'on admet que les Allemands avaient, en se retirant, la conviction d'être vaincus. On serait définitivement éclairé sur ce point si on pénétrait les instructions qu'avait données l'amiral Scheer à ses subordonnés et celles qu'il avait pu recevoir de son gouvernement. Devait-il chercher l'ennemi, le joindre et le battre? Si oui, le 31 mai fut une défaite allemande. A défaut de renseignements définitifs, on pourrait l'admettre : c'est très tentant, car en n'expliquant rien on ne risque pas de se tromper. Les intentions, voilà pourtant le grand intérêt de la bataille du Jutland ; celui que peuvent présenter les manœuvres tactiques et l'emploi des armes au cours de la journée est assez mince. Sommes-nous en présence d'une bataille classique? S'agit-il, au contraire, de la phase initiale d'une bataille analogue à celle que soutinrent les armées de terre? Tout est là, et tout dépend du dessein.

Si la flotte allemande assiégée a tenté, le 31 mai, de se débarrasser des forces ennemies, il est bien étrange qu'elle l'ait fait sans avoir mis tous les atouts dans son jeu. Ses chefs avaient toute liberté pour choisir leur jour. Ils savaient que les Anglais balayaient souvent la mer du Nord et avaient le plus vif désir d'en venir aux mains. Rien ne les pressait donc. Ils auraient commis une faute énorme en choisissant un moment qui ne leur fût pas entièrement favorable. *A priori*, une telle erreur de la part de gens aussi prudents et aussi méthodiques est assez difficile à admettre.

Or, l'escadre allemande n'avait pas tous ses atouts en main ; il s'en fallait même de beaucoup. L'amiral von Scheer laissait derrière lui, en carénage, le *König-Albert*, cuirassé de la classe *Kaiser*, lancé en 1912, et, d'autre part, quelques jours après la bataille du Jutland, le cuirassé *Bayern* entrait en service. Ces deux unités représentent à peu près le dixième des forces qu'il mit en ligne. Ne pas les attendre, s'il avait réellement l'intention d'écraser la flotte anglaise, était une erreur qu'il n'a guère pu commettre.

Admettons néanmoins qu'il l'ait commise : elle est relativement faible en comparaison de celle qu'impliquerait la composition de ses forces d'éclairage. Comment admettre que lui, qui allait utiliser ses zeppelins, le 19 août suivant, de la façon magistrale que nous avons vue, il ait entrepris une opération de grande envergure sans ces précieux éclaireurs? Il en connaissait les qualités : dès 1914, ils avaient fait leurs preuves dans les patrouilles de la mer du Nord. Il est vrai que, le 31 mai 1916, ils furent immobilisés en partie dans leurs hangars par un vent assez fort ; mais, à supposer même que les escadres aient quitté le port les premières, parce que beaucoup plus lentes que les dirigeables, rien ne les empêchait de renoncer à leur entreprise lorsqu'elles apprirent que ces derniers ne pouvaient les rejoindre. Peut-être, cependant, si la sortie de ce jour-là était un cas isolé, on pourrait croire à un aveuglement étrange de la part des Allemands ; mais elle se renouvela, puisque, le 19 août, leur flotte reprit la mer.

Cette seconde tentative jette un jour nouveau sur l'affaire du Jutland et il n'est peut-être pas téméraire de penser qu'elle livre la clef du mystère. Si le haut commandement allemand avait eu comme but immédiat la destruction des forces anglaises, pourquoi se serait-il dérobé, la seconde fois, plus complètement encore que la première? Et s'il s'était estimé vaincu dans celle-ci, n'aurait-il pas tenté de prendre sa revanche? Surtout, n'aurait-il pas attendu davantage pour permettre la réparation de ses navires avariés? Ses actes restent donc inexplicables à moins d'admettre que ses deux sorties font partie d'un plan unique, celui d'une bataille générale, préparée par la destruction successive d'éléments importants de la flotte anglaise. Les dispositifs adoptés par nos alliés et que la nécessité leur imposait sans doute, se prêtaient bien à de pareilles opérations. Qui ne sent la faiblesse d'une formation où un groupe d'escadres se trouve à soixante-dix milles du gros des forces? Les Allemands ne pouvaient ignorer que tel fût le dispositif des Anglais et que ceux-ci seraient contraints de l'adopter à chacune de leurs sorties par suite de l'inégale vitesse de leurs unités et de la faiblesse de leurs moyens d'éclairage.

Sous cet angle, la bataille du Jutland apparaît comme une phase d'une lutte très ample que nos ennemis n'ont pas pu soutenir parce qu'ils étaient incapables de consacrer à

leur marine un effort comparable à celui de l'Angleterre pour la sienne. Le but visé par les escadres de l'amiral von Scheer paraît donc avoir été seulement la destruction des forces de l'amiral Beatty. Lorsque ce dernier fit sa jonction avec Jellicoe, les Allemands n'avaient plus qu'à se retirer. S'ils ne le firent pas immédiatement, c'est que les résultats acquis par eux aux premières heures de la bataille les enhardirent peut-être jusqu'à leur faire un instant envisager une bataille générale. Peut-être aussi, par suite du temps brumeux, mésestimèrent-ils trop longtemps la puissance de leurs adversaires. Quoi qu'il en soit, si l'on veut bien remarquer que, pendant les engagements de jour, ils ne perdirent pas un seul de leurs grands bâtiments, alors que les Anglais en eurent trois de coulés, sans compter trois croiseurs cuirassés, on reconnaîtra la valeur de telles actions de détail. L'impression de défaite qu'on peut garder en lisant le récit de la bataille du Jutland, provient de ce que les Allemands ont été amenés au contact de la grande flotte. S'ils s'étaient retirés après avoir détruit le *Defence* et le *Warrior*, ils auraient eu beau jeu à annoncer un succès et même un gros succès.

Tel qu'il est, ce combat du 31 mai fait pressentir un nouvel ordre de choses. On va vers des opérations de plus en plus compliquées. L'apparition des engins fumigènes, l'emploi des obus éclairants qui permettent les combats de nuit, les engagements d'artillerie à des distances énormes, font l'intérêt technique de cette journée et ouvrent de nouvelles perspectives sur la lutte en mer.

Cette bataille permet également de juger combien le matériel moderne se prête mal aux exigences de la guerre. L'extrême complication de ce matériel et son prix de revient élevé empêchent de le reproduire à un nombre d'exemplaires suffisant pour alimenter une action un peu longue et menée sur de vastes étendues. Lorsqu'il subit des avaries, il exige des réparations interminables, des mois et des mois d'inaction forcée. Une revision sérieuse du matériel naval s'impose donc. Il semble que, seule, la marine de commerce puisse fournir, à un prix acceptable, les transports nécessités par le nombre d'armes employé de nos jours. La bataille moderne fera cesser le divorce des deux marines.

D'autre part, les faits du 31 mai montrent combien il est difficile à un chef attaché à un bâtiment de conduire une

opération de ce genre. On frémit en songeant qu'un obus peut atteindre un tel homme et désorganiser tout un plan d'opérations. La question se posera avec une acuité de plus en plus grande. Elle n'est pas récente, puisque, à la suite du combat des Saintes, une ordonnance prescrivit de faire passer, au début de l'action, l'amiral sur une frégate pour lui permettre de diriger plus efficacement la manœuvre. De Grasse n'avait cependant que trente-cinq vaisseaux sous ses ordres. Que sera-ce lorsqu'il s'agira d'opérer sous des latitudes très différentes avec des centaines de navires? Faudra-t-il laisser à chaque chef de secteur une indépendance complète? Assurément non. On a pu mesurer l'importance de l'unité de commandement pendant la guerre. Cette unité est aussi nécessaire sur mer que sur terre et elle ne peut être réalisée que dans un quartier général qui ne soit pas flottant.

On était arrivé à cette conclusion lorsque, pour lutter contre les sous-marins, on créa des commandants de patrouilles non embarqués. Les résultats ne furent pas pleinement satisfaisants parce que les efforts de ces divers chefs ne furent pas suffisamment coordonnés. Il y eut bien une direction centrale de la guerre sous-marine à Paris ; mais ce fut seulement un bureau de statistique, la seule direction réelle et effective ayant son siège à Berlin. Il n'en reste pas moins vrai que la guerre sur mer doit être dirigée d'un grand quartier général à terre. Il est impossible d'admettre que le commandant en chef soit absorbé tout entier par un épisode de bataille comme l'amiral Jellicoe le 31 mai 1916. Enfermé à bord de l'*Iron-Duke*, il était condamné à une immobilité à peu près absolue par rapport au reste de ses escadres. Il ne pouvait songer à se transporter d'un point à un autre du champ de bataille pour se rendre compte exactement de la situation et donner des directives à ses lieutenants.

Le haut commandement, étant à terre, pourra être renseigné aussi vite et aussi bien qu'à bord. Il gardera une liberté d'esprit infiniment plus grande. Il lui sera, du reste, possible d'aller là où il lui conviendra : son automobile, son wagon-bureau, ce sera quelque avion aménagé à cet effet. Il pourra voir sa bataille.

L'observation garde une partie de sa valeur pour les commandants de groupe tactique. Leur place, il est vrai, n'est pas à terre ; mais elle n'est pas non plus à bord des grandes

unités combattantes. Ils la trouveraient, semble-t-il, à bord des navires porte-avions qui suivront le corps de bataille, au lieu de le précéder comme au Jutland. S'il faut, en effet, que le commandant en chef puisse se déplacer, il faut aussi que les chefs d'armées ne soient pas à l'attache et puissent voir. Le général Mangin n'avait-il pas pris comme quartier général, le 18 juillet 1918, la nacelle d'un ballon captif? C'est de cet observatoire aérien qu'il mena ses soldats à la victoire. L'avion remplacera sans doute le captif comme poste de commandement : il est donc tout naturel d'envisager qu'un amiral ait son pavillon à bord d'un navire porte-avions.

Le défaut de mobilité du commandement explique assez bien le flottement que l'on remarque dans les manœuvres du 31 mai, aussi bien du côté anglais que du côté allemand ; il n'en est pas la cause profonde. Celle-ci doit être cherchée dans l'augmentation extrême des distances de combat. La bataille est souvent interrompue, sinon rompue, parce que les escadres, formant des blocs indissolubles, combattent à la limite même de leur visibilité. Cette tactique s'impose à elles dès que leur ligne est un peu longue. Il faut alors, en effet, que les distances de combat soient sensiblement égales aux extrémités et au centre de cette ligne, si l'on veut éviter qu'aucune de ses parties s'approche assez près de l'ennemi pour être exposée à une concentration de feux. Pratiquement, cela ne peut être obtenu qu'en se tenant d'autant plus loin de l'adversaire que la ligne est plus étendue.

Cette augmentation des distances modifie radicalement, d'une part, les conditions d'utilisation de l'artillerie à bord et, d'autre part, celles de l'organisation défensive. Si l'on ne veut pas que la bataille soit rompue par suite de l'invisibilité du but, invisibilité due à la distance ou à des rideaux de fumée, il faut adopter le tir indirect. Les méthodes du combat terrestre, observation par captifs, réglage par avions, repérage par le son, etc., etc., reprennent dès lors toute leur valeur. Là encore, l'aviation est appelée à un rôle prépondérant, à condition qu'elle dispose de transmissions instantanées.

Le matériel de tir doit aussi être revisé entièrement. Avec les distances croissantes ou, ce qui revient au même, avec l'invisibilité du but, il devient parfaitement inutile d'entasser beaucoup de pièces sur un même navire. Il s'agit, en

effet, de battre une zone et non plus un but. Le nombre seul des canons importe, qu'ils soient ou non disséminés. Cela conduit à envisager la possibilité d'utiliser les navires de commerce pour transporter les canons nécessaires à la bataille ; et c'est ici que se pose la question de l'organisation défensive.

La protection au moyen de plaques de blindage verticales placées sur les flancs du navire n'a plus grand sens. Les projectiles qui tombent à quelque vingt ou trente kilomètres arrivent au but sous un angle voisin de la verticale. Ils agissent à peu près comme des bombes aériennes, tout en étant nettement inférieures à celles-ci par la quantité d'explosif qu'ils transportent. Les ponts cèdent sous de pareils chocs. On imagine difficilement une carapace capable de résister à une masse d'une tonne et plus tombant du ciel. Contre un pareil péril, on n'a encore rien trouvé de mieux que la dispersion et l'invisibilité.

Par contre, les attaques sous-marines, qui sont en somme indépendantes de la distance quant à leurs effets, pourront toujours être conjurées, en partie du moins, de la même manière. Que l'on protège les navires de commerce contre la mine et la torpille, et, avec quelques pièces de très gros calibre, à très longue portée, ils pourront affronter le combat aussi bien et même mieux que l'*Indefatigable*, véritable forteresse flottante qu'une seule salve coula en quelques minutes.

Chose assez remarquable, c'est en se perfectionnant que le canon a perdu de son intérêt. Il n'excelle vraiment que dans une zone assez étroite où la rapidité de son tir et les effets de perforation de ses projectiles peuvent porter tous leurs fruits. Au delà, il est très inférieur à l'avion. Ce dernier, qui ignore les préoccupations de la balistique intérieure, peut porter des coups singulièrement plus rudes. Sa zone d'action, comme nous l'avons déjà fait remarquer, est infiniment plus étendue. Enfin, il peut lancer une torpille aussi bien qu'un obus.

C'est par cette considération que nous terminerons nos observations sur la bataille du Jutland. On imagine mal comment se serait achevé le combat si les adversaires en présence avaient possédé chacun une centaine d'avions lance-torpilles. Ces appareils, évoluant presque au ras de l'eau, auraient pu attaquer croiseurs et cuirassés à quelques

centaines de mètres, c'est-à-dire à des distances où toute manœuvre des bâtiments de surface pour échapper aux torpilles est vaine.

Même armé seulement de bombes, croit-on que l'avion ne puisse pas être redoutable aux navires de guerre? Que l'on fasse sortir au large notre armée navale, qu'elle se déploie pour la bataille et qu'on sonne le branle-bas de combat. Les forces de l'air vont l'attaquer. Les voici qui approchent. Leur altitude est telle qu'elles forment, sur le fond du ciel, d'infimes petites taches sombres. Canonniers, êtes-vous bien sûrs de faire beaucoup de mal à vos adversaires si petits, si lointains et si rapides? Vous riez, car vous pensez bien que, de là-haut, vos navires paraissent minuscules, eux aussi, et qu'il y a bien des chances pour que toutes les bombes tombent, inoffensives, dans la mer. Précisément, elles y tombent. Vous entendez leur sifflement aigrelet. Un petit moment d'émoi... ce n'est rien. Les gerbes vous entourent et les plus près sont encore assez loin sur votre route, un peu au vent de celle-ci, à droite, à gauche. Sont-ils maladroits, ces aviateurs!... Mais, qu'est-ce donc? De la fumée? De tous les côtés il s'en dégage. La brume monte de la mer. Les navires de la ligne déjà disparaissent. On ne voit plus son matelot d'avant, pas même de la mâture. C'est étrange, cette action des bombes fumigènes. C'est inquiétant aussi, car des ronflements de moteurs commencent à percer ce nuage. Ils s'accentuent. Soudain, de vagues fantômes passent au zénith nébuleux avec une rapidité vertigineuse. De petits sacs de sable s'écrasent sur le pont. Ils sont au but, eux. Que serait-ce s'ils étaient remplacés par des projectiles de mille kilogrammes? Que serait-ce si cette fumée qui vous empêche d'agir, canonniers, était empoisonnée? Avouez-le, tout cela est troublant. Que diriez-vous donc si ce n'était là que le récit d'une expérience déjà faite?

En résumé, pour la bataille future, il nous faut, à terre, un quartier général doté de moyens de transmission instantanée étudiés dans leur moindre détail. Des escadrilles d'avions très rapides assurent une partie de la liaison de ce grand quartier avec les armées. En mer, le commandement s'établit sur les navires porte-avions et doit disposer de ressources aériennes considérables. Le gros des forces est formé par les navires de commerce mobilisés, nous verrons tout à l'heure dans quelles conditions. C'est la grande armée des

réserves, préparées à leur rôle dès le temps de paix, par la marine active. Celle-ci a pour mission de les encadrer en temps de guerre et de tenir prêtes, en tout temps, puis de manier au combat, les armes spéciales à faible rendement commercial : sous-marins, aéronefs, avions, ballons captifs, bâtiments porte-avions, bâtiments auxiliaires, mouilleurs de mines et ravitailleurs de toute espèce. Le but à atteindre est de pouvoir agir victorieusement jour et nuit sur des champs de bataille immenses et dispersés dans toutes les mers.

LE GROS DES FORCES MARITIMES ET LA CONSCRIPTION DES NAVIRES

On ne fait pas la guerre pour le plaisir de la faire. On ne construit pas des vaisseaux hérissés d'armes pour pouvoir insérer dans les fastes de son pays quelques victoires de plus. La guerre a un objet. Tout ce qui se rapporte à elle doit avoir le même objet. Remettons-nous donc devant les yeux, une fois encore, le but de la guerre maritime. Sur mer, on se bat pour la liberté de la mer ; disons plus exactement, pour la liberté des transports : voilà le point de départ et le cadre solide de toute discussion sur la politique navale.

Il faudrait avoir de la guerre une conception singulièrement étroite pour borner aux seules escadres la formule classique : « Chercher l'ennemi, le joindre et le battre avec des forces supérieures. » Tout compte fait, un cargo qui navigue est plus utile aux belligérants dont il sert la cause qu'un cuirassé immobile au fond d'un port : il lutte contre leurs adversaires et de la façon la plus redoutable. Le sous-marin qui le coule a donc trouvé l'ennemi et l'a battu avec des forces supérieures. Sur terre, les cargos sont représentés par les convois, qui peuvent échapper à la bataille ; mais c'est qu'il y a un front impénétrable, une zone où l'ennemi n'a pas accès, si ce n'est par la voie des airs, dont ils peuvent, en ne circulant qu'à la nuit, braver les menaces. Il en est autrement sur mer. Là, pas de couvert pour s'abriter pendant le jour et les distances sont trop longues pour qu'on puisse les franchir en une nuit. Là, pas de « position Hindenburg » : on ne barrera jamais l'océan.

Quant au barrage juridique, il faut en rire sous peine

d'avoir un jour à en pleurer. On a vu ce que valent, à la guerre, les chiffons de papier, même signés par toutes les puissances du monde et garantis par cette Société des Nations avant la lettre que fut la Conférence de la Haye.

Bon gré, mal gré, tout navire est un combattant : il faut le construire, l'armer, l'entraîner en conséquence ; puis, le jour où la guerre éclate, lui donner place dans la bataille menée par la marine de guerre. Telle est l'idée qui doit présider à tout développement ou transformation des armées navales.

Il est possible maintenant de concevoir où nous en sommes et où nous allons. Les faits doivent être notre point de départ ; et voici les vérités très simples qui s'en dégagent, celles qu'il faut avoir constamment présentes à l'esprit.

La destinée des nations est de vivre dans l'attente de la guerre. Il est pénible de le constater après plus de quatre années d'une lutte gigantesque. A quoi servirait, cependant, de fermer les yeux ou de chercher à se faire illusion? On irait sûrement au désastre et au désastre total.

Nous voilà donc placés entre deux nécessités contraires : guérir les plaies que nous rapportons de cette lutte et nous préparer à ce menaçant avenir. D'un côté, nous sommes condamnés à la plus stricte économie et, de l'autre, à des dépenses qui ont été jusqu'ici particulièrement onéreuses. Il faut donc trouver le moyen de réduire ces dernières sans nous désarmer.

Nous ne pourrons plus, d'ici longtemps, demander et obtenir de gros crédits pour notre marine de guerre. L'idéal devrait être de nous en passer complètement : une trop forte partie des sommes énormes que les escadres absorbent est perdue sans avoir pu servir ; mais peut-on concevoir une marine de guerre qui ne repose pas sur cette masse formidable d'or? Avant 1914, personne ne l'aurait cru et, maintenant encore, bien des gens hésiteront sans doute à le croire. C'est bien là, cependant, le problème posé par les nécessités de l'heure actuelle et, si nous renonçons à en trouver la solution, nous avons vécu en tant que grande puissance.

Au cours des pages précédentes, nous avons essayé de montrer le sens et, en quelque sorte, la vitesse du mouvement qui nous emporte vers un nouvel ordre de choses. Nous avons tenté de mettre avant tout en relief l'état particuliè-

rement précaire et instable de nos deux marines actuelles, la marine de commerce et la marine de guerre. Nous avons cherché ensuite à quelles lois nouvelles elles paraissent devoir se soumettre désormais. Rappelons, en peu de mots, cet état et ces lois.

D'un côté, notre flotte de guerre : presque toutes ses unités n'ont aucune valeur militaire. Elles sont pour la plupart dans un état lamentable, ayant fait un métier pour lequel elles n'avaient pas été conçues. Ce n'est pas tout. Même neuves et parfaitement entraînées, on imagine mal le rôle qu'elles pourraient jouer sur un champ de bataille moderne. Depuis que leurs plans ont été établis, des armes nouvelles ont fait leur apparition ; elles sont presque sans défense contre ces armes. Elles n'ont à peu près aucun des caractères que doit présenter un matériel moderne destiné à la guerre. Leur puissance est très limitée, tant du fait de leur manque de vitesse que de la portée trop faible de leurs moyens d'attaque. Elles sont peu nombreuses et toute perte qui réduirait encore leur nombre serait presque irrémédiable, car leur construction et leur mise au point exigent plusieurs années. C'est un délai qui ne laisse aucun espoir de retour offensif, à supposer que l'on puisse construire de pareils bâtiments en pleine lutte.

De l'autre côté, notre flotte de commerce, elle aussi, a souffert, et de rude manière. Elle sort de l'épreuve très amoindrie. Ses unités sont fourbues par un labeur incessant de quatre années et plus. Même si elle se relève de ce terrible choc, l'avenir demeure sombre pour elle. Née des besoins du temps de paix, elle est à la merci des périls du temps de guerre. C'est une proie facile, étant de sa nature sans défense aucune et très difficile à protéger, même avec une armée navale formidable. Faut-il compter sur les conventions internationales pour préserver le commerce maritime? Autant vaudrait prendre un « chiffon de papier » comme plaque de blindage.

Après avoir dressé un tel bilan, il serait trop commode de n'avoir qu'à se laisser guider, les yeux clos, par les idées d'autrefois et de pouvoir dire sans folie :

A la marine de guerre :

« Nous reprenons nos bonnes vieilles habitudes d'autrefois. Nous revenons au fonctionnement normal du temps de paix. Les écoles s'ouvrent à nouveau. Les cours reprennent

là où ils furent abandonnés. Il faut tant d'années pour dégager les leçons d'une guerre ! Du reste celle qui s'achève a-t-elle appris quoi que ce soit qui ne fût déjà connu? Soyons donc raisonnables. Pas d'expériences, pas d'innovations. Il ne faut cependant pas qu'on nous puisse accuser de routine. Nous conserverons donc quelques sous-marins, peut-être un vestige d'aéronautique. Que personne ne s'inquiète, d'ailleurs. Si le matériel est un peu fané, les postes restent innombrables et les exigences personnelles pourront être largement satisfaites. Oublions les quatre dernières années comme on oublie un mauvais rêve. »

A la marine de commerce :

« Vous êtes l'avenir de la nation, cargos ; croissez et multipliez. Le temple de Janus est fermé : jouissez d'une paix éternelle. Les sous-marins ont désarmé. On va, par décret, proscrire mines et torpilles et il sera formellement interdit de braquer sur vous le plus petit canon. Voguez sans souci par toutes les mers. Vous êtes la richesse du monde : apportez-nous les trésors des contrées lointaines. Qui serait désormais assez fou ou assez barbare pour porter le moindre coup à vos coques pacifiques? »

Si les discours que nous venons de résumer recueillent tant d'approbations, c'est que, prônant le *statu quo*, ils ne demandent à personne ni réflexion ni labeur. L'heure est venue, pourtant, de réfléchir plus que jamais. La maison vient de brûler : il faut la reconstruire plus belle, plus solide et même, si l'on peut, à l'abri des flammes. Il faut aussi que les charges qu'elle impose soient plus légères, car ses habitants sont moins riches. Il est donc indispensable de méditer sur les causes de l'incendie et sur l'expérience acquise au cours du sinistre.

Nous avons constaté d'abord que la guerre nous a débarrassés du cuirassé type 1914. Il y a lieu de s'en réjouir, si la disparition d'un matériel qui coûte cher et qui est vieux avant l'âge, souvent même avant d'être né, est définitive. Il faut, au contraire, être très pessimiste s'il doit être remplacé par un autre plus cher encore et aussi vite périmé. Nous avons dit nos raisons d'espérer. La guerre a condamné la plus grande partie de notre matériel naval : tant mieux, car nous voulons des économies. Elles sont faites. Avec nos vieux navires, mettons de côté le personnel qu'ils absorbent. Il ne resterait ainsi presque plus rien de notre marine militaire.

Si, maintenant, on se demande ce que vaut la marine de commerce telle qu'on la concevait en 1914, on arrive à une conclusion vraiment alarmante. La guerre a montré, en effet, qu'une telle flotte constituait en réalité un danger pour les nations qui s'en serviraient. Le péril sous-marin n'était autre chose qu'un péril commercial, causé beaucoup moins par les sous-marins que par l'extrême fragilité des navires de commerce. La guerre terminée, si l'on conserve le même matériel, on reste sous la menace du même péril.

Marine militaire ou marine de commerce, leur situation est sensiblement la même. La page est donc à peu près blanche. Elle l'est, non seulement pour nous, mais aussi pour toutes les nations et presque au même degré. Il y a là une occasion unique qui permet tous les espoirs. Nous pouvons, en quelque sorte, choisir notre rang dans le monde. Il nous suffit d'opter entre un passé où tout menace ruine et un avenir où tout est à créer.

Nous avons dit l'intérêt qui s'attache aux navires du type Leparmentier, tels que le *Cauchy* et le *Lagrange*, et à tous ceux qui procèdent de conceptions analogues. Le but de leur inventeur est, en somme, d'assurer directement la protection de la marchandise par la structure du vaisseau qui la transporte. C'est dans cette voie qu'il faut résolument nous engager parce que toutes les leçons de l'expérience nous y poussent. Par là seulement, nous arriverons à mettre nos bâtiments commerciaux en harmonie avec ce que les guerres futures exigeront d'eux.

Lorsque, au début de la Révolution française, les armées de l'Europe se furent coalisées contre la nation, on ne songea pas à leur opposer tels quels les vieux cadres des armées royales. On proclama la patrie en danger et on eut recours à la conscription. Ce fut une rénovation de l'art militaire et ceux qui la firent connurent très vite des succès inouïs. Les marines se trouvent actuellement dans la même situation que les armées à la fin du dix-huitième siècle, quand, à l'ère du soldat, a succédé celle du citoyen-soldat. Parce que nous avons des navires-citoyens et des navires-soldats, nos marines sont en danger et nous mènent à la ruine : il faut, une fois de plus, se libérer des méthodes vieillies. Tout navire doit être citoyen-soldat : il nous faut la conscription des navires.

Cette conscription cesse d'être une chimère et une vaine formule, du jour où l'on cherche à armer la marine de com-

merce contre les risques de guerre; mais à peine acquise, cette notion apparaît déjà comme insuffisante. Il faut aller plus loin et envisager l'identification des deux marines pour retrouver l'unité dans la guerre. Le fantassin de la mer serait commerçant de profession comme le fantassin des tranchées était, de son état, laboureur ou artisan. Ainsi se trouverait résolu le problème angoissant du rendement, en temps de paix, du matériel de guerre et du personnel qu'il emploie.

Dès qu'on aborde les solutions pratiques, les difficultés ne manquent pas. Difficultés techniques, tout d'abord, dans la construction des unités flottantes nouvelles : c'est l'affaire des ingénieurs. Est-il un problème dont ils n'aient trouvé la solution? Quand on considère la silhouette de nos cuirassés d'il y a vingt ans, on est émerveillé de l'imagination dont leur conception témoigne. De ce côté, tous les espoirs sont donc permis. Il faudrait, toutefois, ne pas omettre de préciser ce que l'on veut. Par ailleurs, la solution Leparmentier n'est qu'un début, encore que très remarquable : il faut avancer dans cette voie avec persévérance et continuité. Comme en tant d'autres domaines, la France aura marché à l'avant-garde du progrès : puisse-t-elle ne pas se laisser distancer et reléguer à l'arrière-garde!

En second lieu, l'adaptation des armes à ces vaisseaux d'un nouveau genre ne sera pas des plus aisées. Un navire de commerce se prête toujours difficilement à l'installation d'un service d'artillerie comme celui qui existe à bord des grands navires de guerre. Le canon entraîne avec lui un ensemble de transmission et d'appareils de télémétrie, de pointage, de réglage de tir très compliqué. Il est vrai que l'on s'abusait et s'abuse encore peut-être sur l'importance de son rôle. Lorsque sa tâche aura été allégée par les armes qui ont fait leur entrée en scène pendant la dernière campagne, on reviendra sans doute à plus de simplicité. Quoi qu'il en soit, là non plus le problème ne paraît pas insoluble.

Enfin, la guerre ne soulève pas seulement des questions de matériel. Elle demande à être préparée et conduite avec intelligence : d'où la nécessité et les difficultés de l'organisation des forces. Le commandement aurait, avec la conscription des navires, à s'étendre sur des centaines de vaisseaux et à utiliser une multitude d'armes et de moyens défensifs; mais comment ne se féliciterait-il pas d'un tel

progrès? L'importance et l'intérêt de ce dernier point valent qu'on s'y arrête.

La conscription des navires entraîne l'unification absolue de la marine marchande, le jour même où la mobilisation est décrétée. Cette fusion immédiate est possible, puisque tout le matériel de commerce, une fois la conscription établie, a été conçu en vue de son adaptation au temps de guerre ; mais, pour qu'elle puisse être effectivement réalisée, encore doit-on la préparer de longue date, logiquement et minutieusement. En temps de paix, une semblable préparation exige une organisation libre de tout autre souci et, par suite, exclusivement militaire. Elle sera donc assurée par l'armée de mer dont il reste à préciser le nouveau rôle.

Ce rôle, on peut déjà le prévoir, sera très comparable à celui des formations actives des armées de terre. Il est naturel qu'il en soit ainsi, les deux armées ayant évolué dans le même sens, vers une même conception de la guerre. A l'heure actuelle, toutes les forces de la nation doivent entrer dans la lutte. Parmi elles, les plus nombreuses et les plus puissantes sont celles qui font la prospérité du pays, celles qui sont essentiellement pacifiques. Le rôle des armées, sur terre et sur mer, est de préparer l'adaptation de ces forces aux nécessités de la guerre et de les plier à un but militaire : d'où les préoccupations de l'armée active. En premier lieu, préoccupations d'ordre général : établissement des plans d'action, organisation des forces permettant l'exécution de ces plans, étude des moyens nécessaires à l'obtention des résultats, recherche des progrès à réaliser pour augmenter l'efficacité de ces moyens, centralisation des renseignements utiles à la direction de la guerre et, en particulier, connaissance de ce qui est tenté à l'étranger dans le même ordre d'idées. Par ailleurs, préoccupations relatives au personnel qui devra assumer la direction de la guerre, cette direction étant entendue dans son sens le plus large : instruction et formation des officiers, des cadres et des spécialistes ; instruction des réserves ; préparation de la mobilisation suivant les plans d'action ; recherche du meilleur rendement dans les travaux. Enfin, préoccupations purement matérielles : détermination des approvisionnements de toute espèce ; répartition des efforts suivant les ressources financières dont on dispose ; préparation de la mobilisation des forces industrielles du pays ; application

pratique des progrès au matériel existant ou à créer.

En face de ces préoccupations, il faut placer les ressources produites par la conscription des navires. Toute coque lancée dans un but commercial est, dès sa mise en chantier, préparée à braver les risques de guerre et prévue pour une utilisation militaire éventuelle. Moyennant quoi, le capital de guerre absorbé par la coque en question ne reste pas improductif en temps de paix et permet, au jour de la mobilisation, le recrutement des troupes.

Il reste à équiper ces troupes. La marine militaire donnera des armes et des cadres. Elle devra donc tenir en état l'armement nécessaire, ménager les réserves de munitions pour alimenter cet armement, posséder les moyens d'assurer la répartition rapide de ces armes et de ces munitions. A elle incombera le soin de tenir les cadres, ou du moins une partie suffisante des cadres, constamment prêts à leur mission, surtout en ce qui concerne le haut commandement et les directions générales de travaux.

Avec un tel système, les effectifs sont fonction du développement de notre commerce maritime. S'ils s'accroissent rapidement, comme il faut l'espérer, puisque notre prospérité nationale dépend de leur essor, la marine de guerre ne pourra, à elle seule, fournir les cadres suffisants. Nous touchons ici de nouveau à la nécessité de l'instruction et de l'entraînement des réserves, entraînement indispensable si l'on veut réduire les effectifs de l'active. Or, cette question est particulièrement intéressante à l'heure actuelle.

Tout le monde sait, en effet, que la marine militaire a besoin d'un grand nombre et d'une grande variété de spécialistes : mécaniciens, canonniers, électriciens, torpilleurs, timoniers, gabiers, télégraphistes, arrimeurs d'aéronautique, pilotes d'avions et de dirigeables, pour ne citer que les principaux. Pour former ce personnel, il ne suffit pas de deux ni même de trois ans de service. C'est, du reste, une mauvaise économie de former des hommes pour les perdre au bout d'un temps plus ou moins court. Il arrive, d'ailleurs, que, après leur licenciement, leurs capacités ne trouvent pas à s'employer de la façon la plus utile pour le pays. A un autre point de vue, la situation se présente d'une manière encore plus angoissante. Les rengagements se font de plus en plus rares par suite de l'accroissement des salaires civils, plus rapide que celui des soldes allouées par l'État. Dans ces

conditions, il est à peu près impossible de conserver au service de bons ouvriers. Il faudrait consentir à les payer à leur juste valeur. Cette augmentation des soldes ne peut être envisagée que si l'on trouve le moyen de réduire les effectifs permanents de l'armée de mer. Ce moyen n'est autre que l'organisation des réserves : leur instruction, leur entraînement, leur commandement, seront donc, avec l'établissement des plans de campagne et de mobilisation, la principale fonction de la marine militaire.

Ce n'est pas tout. Certaines armes nécessitent des moyens de transport spéciaux dont le rendement commercial est très faible. Tel est le cas de la navigation sous-marine et de la navigation aérienne. Le personnel qui en utilise le matériel doit être entraîné d'une façon permanente si l'on veut obtenir un rendement satisfaisant. Indépendamment des raisons militaires qu'on peut invoquer en faveur du développement des navires sous-marins ou aériens, le fait que, jusqu'à présent du moins, leur emploi dans un but économique quelconque est très restreint impose donc à la marine de guerre l'obligation de posséder dès le temps de paix le nombre de ces unités dont elle aura besoin en temps de guerre.

Aux moyens de transports spéciaux, il faut ajouter les bâtiments d'études et de campagnes lointaines. Ces navires ne relèvent que du domaine militaire. Leur fonction n'est pas seulement de montrer le pavillon, mais plus encore d'étudier les éventualités de guerre dans toutes les mers et, pour ainsi dire, de préparer le terrain. Leur rôle a été jusqu'ici assez mal défini. Il est pourtant capital et l'hydrographie ne doit en être qu'une partie secondaire. En anticipant assez largement, on peut imaginer que les croiseurs légers, qui paraissent actuellement aptes à assurer un tel service, seront remplacés par de grands sous-marins. Là encore, des résultats sérieux ne peuvent d'ailleurs être obtenus que par un ensemble de moyens. On est ainsi amené à envisager l'envoi et le maintien, dans les mers lointaines, de divisions de toutes armes à caractère permanent.

Enfin, et c'est peut-être sur ce point qu'il convient d'insister, la marine nouvelle vaudra ce que vaudront son service des renseignements et ses commissions d'études pratiques. Il n'y a aucune différence entre ces deux organismes, et leur importance est rigoureusement égale. Par des voies diffé-

rentes, ils permettent de savoir où l'on va et de se diriger avec sûreté. Ils doivent être les guides du commandement. Tout le monde sait ce qu'on attend du service des renseignements. On connaît moins le rôle des commissions d'études pratiques. Ces dernières ne sont pas des cénacles d'inventeurs, mais des laboratoires où l'on trie les inventions en vue de leur adaptation aux nécessités de la guerre. Aussi ne valent-elles que si elles sont effectivement dirigées. Une commission qui ne rend pas est une commission mal commandée. Si elle reste isolée, elle aura, d'ailleurs, toujours un rendement très faible. Toutes doivent être liées étroitement les unes aux autres, pour travailler ensemble dans un but unique, la préparation à la guerre.

Tels sont, en résumé, les aspects nouveaux du rôle de la marine active. Tout est à réformer chez elle ou, plutôt, tout est à créer, pour arriver à mettre en pratique ce qui se fait journellement dans l'armée de terre. Nous sommes certainement plus loin d'une pareille organisation de nos forces navales que de la marine à voile. Il est à prévoir qu'on devra franchir bien des étapes avant d'y parvenir ; mais on y parviendra.

« Un homme, a dit le maréchal Foch, doit, pour être fort, être objectif. Même avec des capacités ordinaires, s'il concentre toutes ses facultés et tous ses moyens sur un but unique, en travaillant ferme et sans diverger, il le doit atteindre. » Les capacités financières de la France sont de plus en plus limitées ; ses capacités morales et intellectuelles ne le sont pas. Les faibles moyens dont elle dispose doivent donc avoir un rendement supérieur. S'il n'en est pas ainsi, on est en droit de se plaindre de ceux qui gèrent ses intérêts. Que notre marine soit petite, puisqu'il le faut, mais qu'elle soit la marine modèle, celle où aucun effort n'est perdu, où il n'y a rien d'inutile ni dans le matériel, ni dans le personnel. Le but de cette étude a été de mettre en lumière ce qui nous est indispensable, et de toute urgence, pour nous assurer un développement ultérieur digne de nous. Nous le résumons, en terminant, par quatre desiderata :

1° La conscription des navires de commerce, impliquant leur protection contre les risques de guerre par la transformation de leur structure et leur préparation, en temps de paix, à leur rôle militaire ;

2° Une défense logique de nos côtes, équivalant à une

ligne de tranchées bien garnie et assurant à nos escadres, derrière les champs de mines, sous la garde des patrouilles aériennes et flottantes, une ligne de retraite toujours prête et un inviolable refuge ;

3º Une flotte de sous-marins imposante et complétée par quelques croiseurs de stations lointaines ;

4º Une aéronautique complète, dirigeables et avions rationnellement armés, entraînés et répartis.

Nous n'avons pas besoin d'autre chose tant que nous ne songeons qu'à nous tenir sur nos gardes. Quand ces quatre desiderata seront devenus des réalités, nous pourrons rejeter notre vieux matériel naval, inutile et ruineux. En attendant, on peut parquer nos navires de haut bord comme de vulgaires moteurs d'avions mis en vente après la démobilisation. Une équipe en assurerait l'entretien jusqu'à ce qu'on puisse les liquider. Plus d'inutilités, afin que tous les efforts soient créateurs et rémunérateurs ! S'il le faut, que chacun des corps de la marine soit amputé d'une partie de son personnel. Les leçons de la guerre et les exemples de nos alliés parlent trop haut pour que l'on hésite en considération d'intérêts personnels, si respectables qu'ils puissent être, à opérer les transformations et créations qui s'imposent.

L[t] de vaisseau DU PLESSIS DE GRENEDAN.

Et la Lumière fut ! [1]

IV

Presque chaque après-midi, Martin, d'abord, parce qu'il pensait être agréable à sa mère et à Marguerite, et ensuite parce qu'il éprouvait amitié et admiration pour son camarade Muziac, l'allait chercher dans l'humble logis du sacristain, collé à l'abside de Saint-Roch comme un coquillage à la carène d'un grand vaisseau. Noël suivait Martin avec un empressement dont il n'essayait pas de cacher la satisfaction.

Une fois qu'ils remontaient vers la Cocharde dont l'imposante façade grise à huit lucarnes dominait la vallée, il apprit à son compagnon que jamais une famille de quelque importance ne l'avait accueilli dans son intimité. A la surprise de Martin, il ajouta, ses larges yeux d'aigue-marine levés vers le ciel :

— Ah ! mon ami, tu ne peux savoir quelle affreuse privation il y a pour un cœur comme le mien à battre dans le vide ! Le vide ! Pas d'échos ! Saisis-tu cette horreur, quand on pratique un art qui ne peut vivre que de l'amour. Aussi soyez persuadés, tes parents et toi, de ma reconnaissance. La gloire, vois-tu, Martin, c'est une sonore fanfare. Mais l'affection, quelles délices !

Souriant à ces confidences dont la poignante signification le dépassait, Martin lui répondit :

(1) Cf. *La Revue* des 1er, 15 février et 1er mars 1921.

— Diable ! mon cher, le jour où tu tomberas amoureux d'une femme, tu seras terrible.

— Tu l'as deviné, répondit Noël d'une voix de feu, mais rassure-toi, ma passion n'aura jamais le goût du plaisir. Ardeur, oui, mais pureté. Ah ! vivre des amours héroïques, comme celles de Tristan ou de Roméo, quelle ivresse !

Si l'honnête surnuméraire d'enregistrement avait eu quelque perspicacité, l'exaltation de Noël l'eût amené à découvrir la vérité. Mais il paraissait à Martin qu'un jeune homme comme Muziac, sans naissance, assez laid et de petites ressources, devait se contenter de rêver d'amour dans l'idéal ; aussi ajouta-t-il seulement :

— Mes compliments ! Ton imagination te transporte tellement dans le royaume de félicité que tu le perdrais à vouloir le réaliser.

A cette réflexion, Noël eut un sourire secret.

Pendant leur entretien, les deux amis étaient arrivés à la Cocharde. Par une fenêtre de l'étage, une figure ovale, aux cheveux en couronne d'or, se pencha, et de beaux yeux sourirent à Noël qui salua cette apparition d'un mouvement ardent et gauche. Le capitaine, en toilette de cavalier, s'avançait vers la terrasse. La jeune fille disparut. A mesure qu'il s'approchait, M. de Blancelle relevait le menton afin de marquer sa supériorité sur le jeune musicien. Après avoir hoché le front d'un air protecteur, Gustave dit en ouvrant à peine les lèvres, ce qui faisait siffler les mots :

— Cher monsieur, c'est fort obligeant à vous de venir récréer Mme de Blancelle et de continuer vos conseils de chant à ma fille.

Puis, tourné vers son fils, il reprit d'une voix cordiale :

— Ne t'attarde pas trop. Viens me rejoindre... où tu sais... Tu m'y trouveras avec le cheval de Gallier... Est-ce compris?

— Compris, père, fit Martin joyeux.

Le surnuméraire faisait passer Noël dans le vestibule, quand M. de Blancelle reprit vivement :

— Au fait, viens donc m'aider à seller Erèbe.

— Volontiers, père.

Poussant par l'épaule son ami, Martin lui souffla :

— Tu connais le chemin. A bientôt.

Et il se sauva. Noël ouvrit lui-même la porte du salon. A l'extrémité de cette vaste pièce se tenaient Mme de Blancelle et Marguerite assises côte à côte. Avec un empressement un peu rude, le musicien s'avança vers elles.

— Vous vous êtes fait beaucoup attendre aujourd'hui, au gré de notre impatience, monsieur, lui dit gracieusement Marthe.

— Vous êtes trop obligeante d'avoir remarqué mon retard, madame, répondit-il. Croyez bien que j'attendais moi-même depuis longtemps la venue de Martin.

— Vous n'avez pas besoin de mon fils pour vous introduire chez nous, reprit Mme de Blancelle. Considérez-vous maintenant comme un ami de cette vieille demeure.

Il remercia et s'approchant du piano, il reprit gaiement :

— Allons! j'ai hâte de n'être pas tout à fait inutile. Voulez-vous, mademoiselle, que nous répétions l'air de « Pâris et d'Hélène » que nous avions commencé de déchiffrer la précédente fois. L'avez-vous travaillé, ces derniers jours?

Marguerite avoua qu'elle n'en avait rien fait.

— N'étant pas comme vous un artiste destiné à recueillir l'applaudissement public, je manque de courage.

Il repartit avec vivacité :

— Vous imaginez-vous que l'applaudissement des sots me préoccupe? Vous cherchez une mauvaise excuse à votre paresse. Madame, grondez Mlle de Blancelle!

— Eh! monsieur, vous vous en êtes fort bien chargé, fit Marthe.

Marguerite éclata de rire.

— Pardonnez-moi, dit Noël rouge de confusion. Vous ne m'empêcherez point, madame, de regretter l'indifférence de Mlle Marguerite pour son chant, lorsqu'on possède comme elle une voix qui est un don divin!

Marthe assura le compositeur que sa présence à Mareulle et ses conseils avaient pourtant redonné le goût de la musique à sa fille.

— Qu'était-ce donc avant mon arrivée? demanda-t-il en souriant.

— Marguerite en était arrivée à se taire, répondit Mme de Blancelle d'une voix grave.

A l'aveu de sa mère, la jeune fille baissa la tête. Une fois encore, leur existence apparut à Noël dans tout son mélancolique abandon. Ses mains reposées sur les genoux, Marthe avait repris la position d'attente indéfinie commandée par sa cécité. Ayant relevé son front, Marguerite s'aperçut que Noël les considérait avec une perspicacité qui lui fut presque douloureuse.

Éprouvant une gêne pénible devant le silence de Mme de Blancelle, Noël, rapproché du piano, avait laissé tomber inconsciemment

une de ses mains sur le clavier qui rendit des sons discords. Marthe sursauta, cherchant à deviner les intentions du compositeur. Et comme la clameur des cordes en vibration avait cessé de se faire entendre, l'aveugle, inquiète, demanda :

— Tu relis la partition, Marguerite?

Alors Noël prit vivement place sur le tabouret et préluda. Brusquement l'atmosphère de doute et de mélancolie s'éclaircit et ils respirèrent cet air sacré qui calme les sens. Jetant un regard ardent à Marguerite, Noël parut lui dire :

— A vous !

Et elle chanta :

Ah! de ma douce ardeur, objet suprême!
Je ne sais plus moi-même,
Combien je t'aime!

Pendant que les accents de Glück retentissaient, Marguerite et Noël éprouvaient la sensation d'un merveilleux échange de pensées généreuses, et ils se laissaient emporter dans ce fleuve mélodieux et passionné.

Tandis que Marguerite chantait avec une ivresse grandissante :

Je ne sais plus moi-même,
Combien je t'aime!

le buste penché en avant, Marthe souriait. Cette musique nourrissait son imagination. Vraiment Noël Muziac avait une surprenante puissance communicative, puisqu'il était arrivé à obtenir de Marguerite cette enthousiaste traduction. Mais les sons du piano et la voix de la chanteuse se turent. Brusquement Mme de Blancelle sentit une sorte de froid la glacer. Dans son ombre revenue, une inquiétude la mordit au cœur :

« L'influence de ce musicien commence à m'être suspecte ! Que ne puis-je le voir, je comprendrais mieux ! Pourquoi ne parlent-ils pas? Ils semblent tout accablés ! »

Dans le silence revenu, il paraissait en effet à Marguerite et à Noël qu'ils étaient retombés des sphères délivrées sur cette lourde terre. Éperdus, ils considéraient avec tristesse la partition.

Contrariée de ne pas même entendre le bruit léger de leurs gestes, Marthe allait réclamer un service de sa fille, afin de l'obliger à bouger, quand la porte se rouvrit sur Martin botté, un petit chapeau de drap sous le bras.

— Mère, excusez-moi de vous abandonner. Je vais retrouver mon père chez son ami M. Gallier, assez gentil pour mettre à ma disposition son cheval. Hélas! aujourd'hui, dernier jour de congé. Demain, le cavalier n'existe plus! Mon bureau m'attend, et bientôt, tu me rejoindras à Vannes, mon cher Muziac.

A cette allusion, Noël et Marguerite éprouvèrent soudain de l'angoisse. Quand Martin voulut s'éloigner, Noël lui proposa de l'accompagner, ils feraient route ensemble jusqu'à Saint-Roch. Marguerite, peinée de sa brusque décision, n'osait le retenir, tandis que Mme de Blancelle laissait s'éloigner presque avec satisfaction le musicien.

Quand les jeunes gens furent arrivés à moitié route de Mareulle, Martin demanda :

— Qu'as-tu, Noël, tu sembles atterré? Mon départ te désole-t-il à ce point?

— Oui, mon ami, d'abord parce que tu me manqueras, et ensuite parce que ta famille ne pourra plus guère m'accueillir. Tu étais le lien de nos réunions.

La consternation de Noël éclaira tout à coup Martin. Il fut si surpris de sa tardive découverte qu'au moment de se séparer du musicien pour plusieurs semaines, il lui donna la poignée de main distraite d'une personne indifférente.

Demeuré seul, face à l'église, Noël, qui s'était mépris sur la signification de ce léger adieu, pensa dans l'affliction :

« Même pour ce bon camarade, je reste un garçon qu'on ne saurait trop avouer et il n'est pas plus fâché qu'il ne convient de savoir que je ne pourrai plus guère fréquenter sa famille. »

Sa douleur précipita Noël dans sa mansarde où, le front entre les mains et les yeux enflammés, il songea, plein d'orgueil : « Ah! chère Marguerite, je leur ferai bien voir quel homme je suis! » Or, des chants sublimes commencèrent à retentir au cœur du musicien. Renversé sur le dossier de sa chaise, il parut les écouter dans l'espace et, un bras levé, il en dessinait les arabesques. Puis, les yeux dilatés. son masque passionné devenu terrible, il affronta ses grandioses imaginations. Enfin il sembla obliger ces forces tumultueuses de l'au-delà à se traduire suivant les rythmes harmonieux que sa volonté créatrice leur imposait.

*
* *

Huit jours après le départ de Martin, Noël n'était pas encore retourné à la Cocharde, quelle que fût son envie d'y revoir celle qui, désormais, inspirerait son art. Le dimanche à la grand'messe, de sa tribune il aperçut la famille de Blancelle à son banc, Marguerite entre son père et sa mère, très inclinée sur son prie-Dieu. Quand, à la fin de l'office, elle sortit de l'église sans relever les yeux vers les orgues, Noël en éprouva de la détresse et il eut l'idée de courir vers elle. Néanmoins, l'après-midi, il n'osa se décider à une visite qu'il souhaitait de toute son âme. Il redoutait que son caractère impulsif ne lui fît commettre une faute impardonnable.

Tandis qu'il piétinait dans sa chambre, furieux contre lui-même, Mlle de Villoisan croyait devoir répéter au capitaine de Blancelle les propos qui se tenaient à Mareulle.

— C'est à vous que je les confie, cher ami, car je crains de chagriner Marthe. Plusieurs personnes racontent que M. Muziac pourrait devenir votre gendre !

Le sang au visage, le capitaine, outré, répliqua :

— Le mari de Marguerite, cet enfant trouvé, ce petit répétiteur de musique? Merci, ma chère amie, de m'avoir fait connaître les prétentions de ce monsieur. Laissons-le revenir à la Cocharde, s'il l'ose, et je me charge de lui donner une leçon d'harmonie qu'il n'oubliera jamais.

— Pardon, capitaine, avait répondu Mlle de Villoisan effrayée de l'air redoutable de M. de Blancelle, je n'ai pas insinué que M. Muziac ait déclaré lui-même qu'il pouvait devenir votre gendre. Ce ne sont peut-être là que des commérages?

— Il n'y a pas de fumée sans feu, chère mademoiselle, et ce feu je le doucherai de la façon qui l'éteindra.

... Quoiqu'elle ne fût pas d'une nature mauvaise, Mlle de Villoisan poursuivait de sa jalousie tous les jeunes gens qui auraient pu goûter un bonheur dont elle avait été sevrée elle-même. Elle sourit donc à Gustave en levant les bras d'un geste vague qui pouvait aussi bien l'incliner à la clémence que l'absoudre de l'exécution dont il menaçait l'organiste.

... Le jeudi suivant Noël ne résista plus à son désir de revoir Marguerite. Il avait d'ailleurs réfléchi qu'il se rendait coupable d'impo-

litesse en ne retournant plus à la Cocharde, et que son abstention serait sévèrement jugée. Cependant, lorsqu'il traversa le jardin afin d'atteindre au perron, le recul subit de Louise, surprise dans l'entre-bâillement de la porte, l'inquiéta. Il fut obligé de heurter le marteau afin d'avertir de sa présence. Enfin Marguerite vint le recevoir avec de grands yeux effrayés. Ils s'étreignirent fougueusement les mains.

— Qu'avez-vous, Marguerite? Mme de Blancelle serait-elle souffrante?

— Je ne puis rien vous apprendre... ici... On dit que vous... je ne crois pas ces propos... Ne restez pas sur ce perron... Entrez !... Je pense que... Je vais voir si...

La jeune fille considérait Noël avec une expression mélangée de fervente affection et de crainte.

Au comble de l'émoi, Noël supplia :

— Je ne vous comprends pas ! Qu'ai-je fait?

— Entrez !... Entrez vite !...

Marguerite obligea Noël à pénétrer dans le salon brun, presque obscur sous ses persiennes ramenées. Un filet de lumière lui permit d'apercevoir, en côté de la cheminée, Marthe. Sa figure d'une blancheur marmoréenne et ses bras tombés de chaque côté de son siège exprimaient la langueur.

— Qu'est-ce? demanda-t-elle d'un ton indifférent.

Après une hésitation, la jeune fille répondit que M. Muziac venait lui présenter ses compliments. En un instant, plusieurs sentiments contradictoires se peignirent sur le visage de Mme de Blancelle. Le cœur serré, Noël attendait. Enfin elle prononça, en évitant de lui offrir la main :

— Je vous prie de vous asseoir, monsieur.

Et comme il prenait une chaise en face d'elle, elle commanda :

— Viens me donner un coussin, Marguerite. Je suis bien lasse.

Tout aussitôt après, rassurée par l'obéissance de sa fille qu'elle retint à son côté, elle reprit d'une voix plus gracieuse :

— Vous m'enchantez chaque dimanche à vos orgues, monsieur. J'envie de plus en plus votre merveilleux don.

Et Marthe sut obliger Noël à une conversation musicale. Lorsqu'il parut évident à Noël que Mme de Blancelle voulait ainsi lui faire comprendre que c'était seulement le musicien qu'elle recevait en son salon, et non pas l'homme qu'il pouvait être, il considéra Mar-

guérite avec une expression attristée. La jeune fille rendit à Noël un sourire désolé.

Noël, préoccupé, ne cherchant pas à soutenir la conversation, celle-ci tomba. Étonnée de son silence après le témoignage de vive estime qu'elle lui avait donné, Marthe lui posa quelques questions sur ses intentions d'avenir. Il lui confia qu'aussitôt certain de voir exécuter ses symphonies et de tirer de ses compositions un appréciable revenu, il vivrait à sa fantaisie, cherchant à travers le vaste monde les plus émouvants paysages afin de s'y inspirer.

Mme de Blancelle lui fit observer doucement que rien n'était plus incertain qu'une carrière d'artiste.

— Oh ! madame, répliqua-t-il, est-il un seul exemple d'un homme de valeur qui n'ait finalement remporté la victoire? Il faut qu'avant trois ans, je me sois révélé tout entier.

A cet aveu presque candide de la certitude qu'il avait de son génie, Marthe lui dit avec un sourire :

— Vous nous avez, en effet, prouvé que vous étiez un jeune maître déjà fêté.

— Je demande seulement, madame, reprit-il d'un ton amer, d'être considéré comme l'égal des autres hommes.

Interdite par cette allusion inattendue, Marthe dit enfin :

— Mais vous les dépassez, monsieur Muziac.

Il eut un sourire mélancolique avant de repartir :

— Simple courtoisie des mots, madame. Aussitôt que je réclamerai le témoignage de cette estime, l'on fera la distinction entre mes vertus de musicien et mes infériorités d'origine.

Troublée par cette protestation, Mme de Blancelle lui répliqua confusément qu'il s'abusait. Noël, qui avait parfaitement pénétré au fond du cœur de l'aveugle, songeait : « Mme de Blancelle repoussera l'idée d'un mariage, quel qu'il soit, parce qu'il retirerait de ses bras Marguerite qu'elle aime avec une tendresse si passionnée. Peut-être aussi, — car presque tout est obscurité dans les âmes, — s'imagine-t-elle de bonne foi que sa fille souffrirait autant qu'elle d'une séparation? »

A cet instant, Marthe eut un petit rire forcé avant de s'écrier :

— Comme nous restons muets, aujourd'hui? Mais ne vous ai-je pas entendu dire, monsieur Muziac, que le silence était le meilleur prélude aux divines harmonies? Je vous prie de considérer celui-ci

dans ce sentiment. Vous seul avez droit de le rompre. C'est vous assurer avec quelle joie je vous entendrai.

Les yeux brillants d'espérance, Marguerite considérait Noël. Lui, réfléchissait avec une sombre perspicacité :

« Marguerite s'abuse sur l'intérêt que sa mère semble me témoigner. »

— Eh bien ! monsieur Muziac, reprit Marthe de son air le plus avenant, nous croyez-vous en bonnes dispositions pour entendre votre belle musique?

A cette pressante invitation que Marguerite appuyait de son sourire le plus délicieux, Noël contempla gravement la mère et la fille enlacées. Puis la résolution fronça ses traits énergiques. Ses mains levées mimèrent alors dans le vide les premières mesures d'une sonate à la gloire, dont le thème célébrait la puissance de l'esprit conquérant un monde hostile. S'approchant du piano, il le fit retentir des mêmes accords. S'arrachant aux bras de sa mère, Marguerite s'avança vers le compositeur comme s'il l'attirait irrésistiblement. Étonnée du mouvement de sa fille et des quelques notes sans suite de Noël, l'aveugle, le front haut, essayait en vain de percer sa nuit. Noël promenait ses mains au-dessus du clavier, sans le toucher, comme c'était son habitude avant de préluder. Soudain ses yeux exprimèrent une douceur adorable et, comme des oiseaux s'abattraient avec légèreté du ciel sur une aire, ses doigts touchèrent l'ivoire. Des accents d'une exquise suavité retentirent. Enfin d'une voix étrange qui paraissait sourdre du plus profond de son âme, il chanta :

Si tu veux me donner ton cœur,
Que ce soit d'abord en secret;
Et notre pensée commune
Que nul ne puisse la deviner!

A ce point de la poésie, il redescendit ses yeux levés au ciel, pour les poser avec amour sur Marguerite inclinée vers lui, et il continua dans un élan de tout son cœur :

Ou nous sommes l'un pour l'autre perdus
O ma bien-aimée, souviens-toi!
Mais si tu gardes un patient silence,
Alors, espoir, espoir, et joie, et joie!

Au dernier accord, Noël saisit la main de la jeune fille posée sur la caisse du piano et la retint avec une telle ferveur contre sa bouche qu'elle en pâlit de joie. Ainsi, dans le silence sacré succédant au chant de passion, les jeunes gens se fiancèrent l'un à l'autre. Le visage de Noël exprimait une certitude invincible. L'espoir dilatait le cœur de Marguerite.

La tête tendue, Marthe essayait de comprendre, quand la porte du salon fut ouverte avec une lenteur dramatique.

En longue redingote grise, une canne sous le coude, des gants à la main comme une personne prête à quitter sa maison, le capitaine s'approcha, très roide. Il dit enfin d'une voix sifflante :

— Compliments, cher monsieur Muziac ! Ravissant ! Tout à fait ravissant ! J'allais sortir, lorsque, du vestibule, j'eus le bonheur de vous entendre. Je ne raffole pas de musique à mon ordinaire, mais, cette fois, l'éloquence de vos paroles va me permettre de vous féliciter sans ambages.

Après avoir pris une pause pendant laquelle ses yeux métalliques appuyèrent sur le musicien des regards de vautour guettant sa proie, il reprit :

— Cher monsieur, aussi longtemps que Martin pouvait vous accueillir, votre camaraderie d'enfance avec mon fils justifiait votre fréquentation en cette maison. Ne croyez-vous pas, aujourd'hui, que votre présence près de jeunes filles prêterait à des commentaires?...

Noël avait pâli. Ses mains tremblèrent lorsqu'il répondit avec difficulté :

— Je vous remercie, monsieur, de me signaler la délicatesse de ma situation, aussi suis-je prêt à en assumer toute la responsabilité. J'en serais honoré et fier !

— Vous nous comblez, monsieur Muziac, repartit avec hauteur Gustave. Nous ne réclamons pas tant de votre générosité, Mme de Blancelle et moi. Nous vous demandons seulement, dans l'avenir, d'éviter tout ce qui pourrait prêter aux suppositions des gens de ce days.

— Je vous comprends enfin, dit alors Noël livide, et je vais m'empresser de vous délivrer de tels soucis.

S'inclinant devant Mme de Blancelle, il reprit :

— Je vous prie d'agréer mes respectueux compliments, madame, pour vos bontés passées.

A ces mots, balbutiés douloureusement, Marthe se contenta de saluer de la tête.

Épouvantée, Marguerite regardait son père avec une sombre colère et elle espérait de sa mère une protestation. Or, l'affreux mutisme de Mme de Blancelle l'éclaira tout à coup sur ses volontés secrètes.

— Adieu, mademoiselle, dit alors Noël d'une voix troublée, en la saluant profondément.

Malgré le coup d'œil terrible de son père, la jeune fille offrit ses mains au musicien, tandis que des larmes noyaient ses paupières. Puis, lorsque Noël s'éloigna, elle eut un mouvement pour le rattraper et s'arrêta avec un geste de profond découragement. Après un moment, elle voulut se jeter aux bras de sa mère et se contraignit encore dans cet élan. Enfin elle resta debout, frissonnante et blême, les bras serrés sur elle-même avec désespoir.

En entendant le portail du jardin se refermer sur Noël, Gustave sourit cruellement et acheva de boutonner ses gants. Il vint alors poser ses mains sur l'épaule de sa femme en respirant avec force et satisfaction. Au contact des doigts de son mari, Marthe releva vers lui son visage encore tendu par la contrainte qu'elle s'était imposée pendant l'exécution du malheureux Noël Muziac.

« Oh ! Dieu ! Quelle trahison pour moi ! Elle l'approuve ! » pensa Marguerite, éclatant enfin en sanglots.

***

Trois semaines déjà s'étaient écoulées depuis la fâcheuse scène où M. de Blancelle avait congédié Noël. C'était maintenant, chaque dimanche, un pénible bonheur pour Marguerite d'entendre l'organiste dont la musique, sans doute par quelque effet de son imagination, lui paraissait pleine de désolation. A la sortie de Saint-Roch, tandis qu'elle descendait l'allée centrale de la nef, accompagnée de ses parents, Marguerite apercevait à la dérobée Noël. Quoique rien ne l'obligeât à demeurer à la tribune, l'organiste penché sur son instrument, les mains encore appuyées aux registres, semblait attendre en cette posture songeuse que les fidèles eussent quitté l'église pour descendre à son tour. Il redoutait évidemment de se retrouver face à face avec la famille de Blancelle. Lorsque le capitaine remarquait avec quelle mélancolie sa fille considérait Noël, il appuyait sur elle un regard redoutable qui l'obligeait à baisser aussitôt les paupières.

Rentrée à la Cocharde, Marguerite allait s'enfermer dans sa chambre. Elle s'y tenait de longues heures, le front entre les mains. Quoique le mois fût exceptionnellement lumineux, la jeune fille, comme si elle éprouvait une espèce d'horreur de la calme splendeur de ces journées automnales, affectait de tenir closes ses persiennes, obsédée par son unique pensée.

Un jeudi que le marchandage des paysannes réunies sous la halle de la Cohue bourdonnait comme une ruche, Louise, à son retour du marché, apprit à Marguerite qu'elle venait d'apercevoir M. Muziac.

— Figure-toi, ma chère, que ce drôle de garçon était monté, en plein ciel, sur la Roche-des-Fées, au sommet de la colline qui domine Mareulle. Nos bonnes femmes, amusées, s'écriaient : « Regardez donc ce beau merle perché ! Comme il baisse le bec. Il n'a pas l'air joyeux ! » Te souviens-tu que lorsqu'il était enfant, il grimpait déjà jusqu'à ce rocher afin d'y chanter son chagrin dans la solitude. Je voudrais bien savoir s'il met encore en chansons ses peines?

— Tais-toi, sotte, avait reparti Marguerite, excédée de l'inconsciente méchanceté de sa sœur.

— Oh ! bien, si tu le prends ainsi, ma belle, avait répliqué Louise, je ne te dirai pas ce que je croyais devoir t'intéresser. D'ailleurs, vous êtes absurdes, M. Muziac et toi ! Tandis que tu t'enfermes, lui, raconte-t-on, parcourt tous les après-midi la lande des moulins comme un possédé. Ah ! Ah ! Ici, mademoiselle prisonnière d'elle-même. Là-bas, un déchaîné ! Quels insensés ! Tu ferais bien mieux de venir m'aider à écosser mes pois. Cela te distrairait.

— Laisse-moi, Louise. Tout m'ennuie.

Après avoir congédié sa sœur, Marguerite réfléchit à ce qu'elle venait d'apprendre.

...Ce même jour, à l'issue du déjeuner, Marthe commença de se promener de long en large sur sa terrasse. A chaque extrémité de sa course sa canne tendue, frappant les murs, l'obligeait à une conversion. De sa fenêtre, enfin ouverte, Marguerite examinait avec ardeur l'église et la ligne des collines de schistes dont les arêtes aiguës semblaient une longue scie renversée vers le ciel. Les chocs des bouts ferrés du bâton de l'aveugle attirèrent enfin son attention.

« Pauvre maman, j'en suis certaine, elle n'ose pas m'adresser sa demande », songea-t-elle attendrie.

Puis le visage de Marguerite soudainement durci, elle pensa : « Après tout, c'est de sa faute ! »

Sa crosse allongée devant elle et tout en semblant poursuivre un but qui la fuyait, car chaque fois qu'elle heurtait les murailles, elle devait s'en retourner d'où elle venait, Mme de Blancelle méditait :

« Marguerite me tiendra-t-elle longtemps rancune? Sa maussaderie prolongée me prouve qu'il était urgent d'interdire la Cocharde à M. Muziac. Les jeunes filles prêtent trop aisément aux virtuoses les qualités de leur talent, et ne savent pas distinguer entre l'artiste et l'homme. Nous venons vraiment d'échapper à un grand danger. Il me faudrait à présent arriver à guérir cette pauvre enfant. »

Toujours appuyée sur l'allège de sa croisée, Marguerite s'en retira tout à coup. Elle alla rejoindre Marthe dont elle interrompit la marche en lui saisissant le bras avec câlinerie. L'aveugle, méfiante, demanda :

— Qu'y a-t-il?

— Il y a, chère maman, que je ne puis plus supporter de vous voir frapper ces murs tous les trente pas. Avouez donc qu'il vous plairait de sortir? Pourquoi ne me proposiez-vous pas une promenade?

De plus en plus étonnée, Mme de Blancelle repartit :

— Comme te voilà gracieuse! Tu refusais de m'accompagner ces dernières semaines?

Le sang au visage, Marguerite, gênée, reprit :

— Eh bien! Je le regrette. S'il vous plaît donc de quitter la Cocharde, je serai heureuse d'une sortie avec vous.

— Oh! ma chérie... tu me boudais! Allons! reconnais que ton père et moi...

— Plus un mot sur ce sujet, maman, interrompit vivement la jeune fille.

— Soit!... Je croyais que ta prévenance signifiait... N'en parlons plus... Eh bien! je serais ravie de revoir Saint-Cado. Les ruines de ce monastère où chante le vent m'émeuvent à un point que...

Les sourcils froncés, Marguerite coupa encore la parole de Marthe pour s'écrier :

— Toujours Saint-Cado! Il semblerait qu'il n'y ait pas d'autre but à nos courses? Ne préférez-vous pas la route de Fontvive? Il y a bien longtemps que nous ne nous sommes pas aventurées de ce côté?

— Soit! ma petite enfant! Nous passerons par le ruisseau et son vallon. C'est délicieux de fraîcheur.

Un nouveau flot de sang aux joues, Marguerite reprit avec des yeux étincelants d'envie :

— Oh ! non, maman, prenons plutôt par le chemin des « grées ». Je déteste les chemins creux.

— Ce sera plus pénible, car il n'y a guère de sentiers tracés à travers lande. N'importe ! J'aime autant que toi me trouver sur ces hauteurs.

A cet acquiescement, Marguerite embrassa chaleureusement sa mère, qui dit, très surprise :

— Comme tu parais contente?... C'en est donc fini de ta vilaine humeur?... Oh ! promets-moi de ne plus m'ignorer pendant des semaines. Si tu te rendais compte de ta cruauté?

Les yeux assombris, la jeune fille regarda fixement le sol.

— Eh bien ! Qu'attends-tu, questionna Marthe?

Marguerite courut coiffer sa somptueuse chevelure d'or d'un large chapeau de paille et elles sortirent, affectueusement pressées. Bondissant sur le mur de la terrasse comme une chatte sauvage, Julienne, ses maigres joues serrées entre son pouce et son index, les regarda s'éloigner d'un air envieux.

— Parties ! annonça-t-elle enfin.

Du fond de l'office où elle était agenouillée devant un dressoir, Louise répondit en chantonnant :

— Bon voyage !

La grand'rue de Mareulle-sur-Claye se composait, en son centre, des quelques hautes maisons de la bourgeoisie, auxquelles succédaient d'humbles logis espacés parmi leurs vergers et leurs pommeraies, et c'était aussitôt la campagne.

Le chemin de Fontvive rappelait celui de Saint-Gilles qui évoquait aussi bien la route de Saint-Cado. Son ruban à peine ondulé permettait d'apercevoir à une lieue devant soi des guérets en bordure desquels des ormeaux inclinés par les vents du noroit laissaient tomber leurs crinières dépeignées d'un seul côté. Récemment coupés, les champs de céréales conservaient encore leurs glais roussis et hérissés. Des corbeaux sortis des grands bois bleuâtres de l'horizon, en s'abattant soudain avec des clameurs rauques, glanaient les dernières miettes des récoltes. Quelques gouttelettes d'eau tombèrent sur le front de Marthe.

— Comment? Ne fait-il plus de soleil?

— Le soleil luit toujours, maman, mais des nuages viennent du côté de l'océan.

— Le triste climat où le ciel pleure sans cesse, murmura l'aveugle.

— Le triste climat, répéta la jeune fille qui cherchait en avant et derrière elle quelque chose d'attendu qui ne surgissait point.

La route s'élevait et au-dessus des terres rousses, déjà préparées pour le nouvel ensemencement, des freux tournaient, leurs becs jaunes tendus.

— Me mèneras-tu jusqu'aux moulins de Cessan? demanda Mmede Blancelle.

— Certainement, jusqu'aux moulins, dit la jeune fille, et sa mère la sentit se raidir à son bras et l'entraîner d'un pas ranimé.

— Tu me fais presque courir maintenant et, tout à l'heure, nous nous traînions. Qu'as-tu, mon enfant? Épargne-moi, la côte devient assez dure.

Sur un coteau aux schistes mordorés, en avant d'un moulin aux ailes languissantes dans l'air inanimé, une silhouette grise était apparue.

« Louise était bien renseignée, c'est lui, songe Marguerite. » Et son émotion la fait respirer avec force.

— Quel essoufflement ! plaisante sa mère. A ton âge, je courais des lieues sans lassitude. Te voilà punie de ton inertie. Désormais, nous sortirons chaque jour. N'est-ce pas, ma chérie?

En se pressant avec affection contre Marguerite, l'aveugle relevait vers elle une figure éclaircie par l'espoir, mais la jeune fille, insensible à ce mouvement de tendresse, considérait ardemment le sommet de la colline. Elle fut enfin certaine d'avoir reconnu Noël lorsqu'elle lui vit prendre une attitude qui lui était familière. Un poing sur la hanche et la tête haute, il regardait devant lui. Les aurait-il aperçues? Qu'allait-il décider? Le bonheur de Marguerite en fut partagé. La présence de Noël la ravissait en même temps qu'elle l'inquiétait. Le meunier de Cessan ou des paysans allaient remarquer leur rencontre singulière, et leurs propos, répétés à Marthe, l'eussent fait souffrir comme d'une trahison de sa fille. Il n'y avait pourtant là qu'un simple hasard, car Noël n'était pas prévenu. Une brise plus soutenue commença de mouvoir les ailes entoilées sur leurs vérons et la rumeur du moulin, que scandaient les hoquets de sa trémie agitée, parvint aux oreilles de l'aveugle. Pleine de joie, elle s'exclama :

— Comment ne m'avertissais-tu pas que nous étions arrivées au moulin? Je veux entrer dans la chambre des meules. Eh bien ! pourquoi résistes-tu?

Marguerite prétextait la difficulté d'accès parmi les pierres et les ronces. Il fallait trouver un sentier praticable et elle n'en apercevait aucun. Mme de Blancelle s'en étonna. Comment donc le meunier sortait-il ses poches de farine?

Les deux femmes avançaient toujours, Marguerite presque remorquée par sa mère. Le chemin bordé d'ajoncs sinuait autour du moulin. Brusquement Noël se trouva en présence de Mme de Blancelle et de Marguerite. A son sursaut, la jeune fille comprit qu'il ne les avait pas encore aperçues. Marguerite et lui se dévisagèrent alors avec plus d'appréhension que de bonheur. Puis le musicien eut un sourire plein de tristesse, et, saluant bas Mlle de Blancelle, il s'éloigna.

— Qui marche devant nous? interrogea Marthe.

Devenue pâle, Marguerite mentit.

— Un paysan!

— Comme ta voix tremble!

— Je suis lasse.

— Toi, déjà? et Marthe rit de se savoir plus vaillante que sa fille.

Lorsque Noël fut arrivé cent mètres plus loin sur une friche où les hampes séchées des asphodèles frissonnaient à la brise de ces hauteurs, il retourna la tête vers Marguerite qui lui reprochait mentalement de s'être dérobé. Elle voulait tout à coup croire que sa mère eût fait un bon accueil au musicien, si celui-ci avait eu le courage de les aborder. A la vérité, Marthe n'avait jamais prononcé une parole désobligeante contre M. Muziac dont elle admirait sincèrement le mérite. Ravie, l'aveugle écoutait la chanson du moulin au travail. A la petite baie cintrée de l'étage aux meules, un vieillard que sa farine poudrait à frimas, reconnut Mme de Blancelle.

— Depuis tantôt soixante ans, votre mari, M. Gustave, est mon camarade. Nous sommes de la même communion. Dans le temps jadis, il n'avait pas son pareil pour poser des collets aux lapins. Ah! ce fut un jeune homme capable et bien comme il faut avec le monde de campagne... Et un verre ne lui faisait pas peur, ainsi quand je brûlais mon cidre, je...

— Allons-nous-en, décida Marthe, tournant le dos au meunier.

Interloqué, celui-ci gratta son grand nez en songeant :

« Pauvre M. Gustave, elle n'est point commode, sa bourgeoise! »

Marguerite s'était laissé entraîner au hasard. Une main tendue, Marthe saisit quelques herbes.

— Quel parfum? Ne sommes-nous pas dans une prairie?

Sur la réponse affirmative de Marguerite, elle sourit avec grâce et la pressa de lui en donner la description. La jeune fille répondit d'un ton traînant :

— Que voulez-vous que je vous dise de ce pré, semblable à tous les prés. Il est même assez vilain, car ce n'est là que du regain avec de la bourrache et encore je ne sais quelles petites fleurs mauves, des colchiques, je crois? Rien de bien intéressant.

Tandis que sa fille s'exprimait ainsi, Marthe s'avançait seule parmi les graminées qu'elle touchait amoureusement. Dressé sur une levée de terre plantée de châtaigniers, Noël s'appuyant à l'un de ces arbres considérait de loin Mlle de Blancelle. Celle-ci rendait au jeune homme son attention passionnée.

Soudain des larmes affleurèrent ses paupières, car elle pensait : « Quelle triste scène ! Nous sommes presque absurdes ! »

Inclinée vers la prairie qu'elle caressait avec volupté, Marthe la louangeait :

— Tu es bien sévère pour ces pauvres herbes, Marguerite. Elles sont soyeuses et d'une adorable délicatesse ! Ah ! qu'est-ce que je viens de couper? Un coquelicot, n'est-ce pas? En cette fin de saison, ils sont rares. Quand j'étais fillette, il me souvient d'avoir entrelacé ces pavots de pourpre à mes nattes et je dansais ensuite comme si la terre entière m'appartenait.

A pas résignés Marguerite suivait sa mère qui cherchait de ses doigts légers des pâquerettes. Quand elle en avait rencontré une, elle la remontait à ses lèvres, en disant :

— Puisque vous ne pouvez réjouir ma vue, je veux vous goûter au moins.

— Vous allez vous empoisonner, maman ! Je vous vois des ciguës aux doigts.

Marguerite souffrait de l'attitude de sa mère en présence de Noël. Marthe courait maintenant de droite et de gauche comme une petite fille parmi les herbes. De temps à autre elle happait au hasard des plantes qu'elle respirait ou qu'elle mangeait.

« Oui, donnez-moi par votre parfum la sensation de vos couleurs et de votre forme », disait-elle avec passion.

Parfois piquée par des orties ou des chardons, elle jetait des cris amusés.

— Maman ! je vous en prie, vous risquez de rencontrer des pierres cachées. Attendez-moi.

— Attrape-moi, si tu le peux, répondit-elle gaîment, et elle bondit à travers le pré.

Un sentiment de plus en plus pénible serrait le cœur de Marguerite à la vue de sa mère, aveugle et sexagénaire, jouant comme une enfant, grisée par le contact de la nature.

« Ah ! quelle ardeur de vie devait avoir ma mère à sa vingtième année, réfléchissait-elle. Je ne connus jamais moi-même cette expansion. »

Marguerite jeta un coup d'œil inquiet à Noël adossé au tronc d'un châtaignier, le front légèrement baissé comme s'il songeait plutôt qu'il ne regardait. De plus en plus, il lui déplaisait de le voir témoin d'une scène qu'il aurait peut-être l'indiscrétion de révéler.

— Oh ! ici, une mer de pâquerettes ! Comme tous ces cœurs d'or à petites collerettes blanches doivent être jolis, s'exclamait Marthe enthousiasmée. Je me représente leur nappe féerique parmi la verdure intense des herbes.

Aux exclamations de Marthe, Noël avait relevé la tête et il appuya son menton sur une main reployée.

Élevant une pâquerette à hauteur de son visage, l'aveugle, tournée vers Marguerite, lui dit :

— Combien de fois, jeune fille, ai-je demandé naïvement le secret de mon avenir à ces fleurs? Que répondra celle-ci? Je veux l'interroger. C'est de toi qu'il s'agit, ma chérie.

Marthe arracha les pétales de la pâquerette en annonçant :

Marguerite, je t'aime... un peu... beaucoup... passionnément... pas du tout... Je t'aime... un peu... beaucoup... passionnément !

L'aveugle eut un cri de triomphe.

— Pardon ! fit observer Marguerite, vous avez oublié un pétale.

— C'est vrai, dit Marthe en touchant la fleur de l'index, et elle le détacha en prononçant d'une voix sombrée :

— Pas du tout !

Après une méditation de quelques secondes, elle reprit :

— Quel jeu ridicule ! Il ne prouve rien, car tu sais mon affection pour toi?

— Je le sais beaucoup moins depuis quelque temps, repartit froidement la jeune fille.

A cette réponse, le teint pâli, la joie de Mme de Blancelle tomba. Lorsque sa fille voulut lui offrir le bras afin de quitter la prairie, elle refusa en pressant le pas. Brusquement, elle tomba.

Quand sa fille effrayée la releva, elle lui dit avec un sourire navré :

— Il m'arrive encore d'oublier que je dépends entièrement d'autrui.

— Comme moi-même, répondit avec douceur Marguerite.

— Concluons donc une alliance éternelle, ma chère enfant, car c'est surtout l'une de l'autre que nous avons besoin.

A cette preuve de la personnalité de sa mère, la jeune fille eut un triste sourire, puis elle la décida au retour. Marguerite, ayant observé Noël qui s'éloignait après un nouveau salut, pensait à la détresse de leurs amours honteuses. Devant elles, le jeune homme fuyait.

— Ne rentrons pas à Mareulle par le même chemin, réclama Marthe. Revenons par la châtaigneraie du Mélec. Son sous-bois sera merveilleux à cette heure.

— Soit, consentit Marguerite préoccupée et douloureuse.

A l'horizon, le soleil projetait d'immenses fusées d'or rouge à travers des nuages auréolés de vermeil, et toutes les branches levées comme des bras noirs se silhouettaient à contre-jour de cette lumineuse féerie.

Retirant ses verres fumés, Marthe déclara :

— Je crois apercevoir un feu prodigieux avec une masse sombre, au-dessous, qui doit être la châtaigneraie?

Tournée vers sa fille, elle reprit :

— Aujourd'hui, je reconnais ta robe claire. Malheureusement, ton visage ne m'apparaît pas même comme une tache. Quelle misère !

Puis, avec une sorte de supplication, elle demanda de rentrer à la Cocharde par l'allée de la Ville-Guesclin.

Contrariée, Marguerite lui fit remarquer qu'elles allongeraient leur retour d'un grand kilomètre.

— Qui nous presse, ma petite fille? Rien?

— Rien, en effet, ne nous a jamais pressées, dit d'une voix glacée Marguerite ; tandis qu'elle parlait ainsi, ses yeux cherchaient avec véhémence Noël mystérieusement disparu.

Les promeneuses commençaient de remonter l'avenue de la Ville-Guesclin, vaste tunnel végétal sous les frondaisons débordantes de ses grands pommiers, quand la jeune fille revit Noël assis sur le mancheron d'une charrue encore rouge de l'argile séchée à son versoir. Le dos tourné, il couvrait de notes un carnet. Parfois, il levait la tête, puis son crayon courait encore sur le papier. « Composerait-

il, songea Marguerite émue? Ah! je l'ai entendu me raconter que Beethoven s'inspirait aux sources mêmes de sa misère! »

Une mousse drue feutrait les pas de Mme et de Mlle de Blancelle.

« Il ne nous entend pas venir, pensait Marguerite; nous allons le surprendre. Que va-t-il se passer? Je redoute quelque éclat irréparable de ma mère, s'il ose nous rejoindre. Oh! Dieu! que faire? »

Obsédé par l'esquisse de sa composition, Noël se releva d'un bond quand Marthe et sa fille le dépassèrent. Deux mètres à peine le séparaient à cet instant de Marguerite. Sa main énervée laissa s'échapper son feutre lorsqu'il voulut se découvrir. Il eut ensuite une enjambée vers Mme de Blancelle comme un homme résolu. L'angoisse visible de Marguerite l'interdit. Son visage ardent pâlit et il demeura légèrement courbé. Une souffrance affreuse d'orgueil blessé et d'amour humilié creusa ensuite les traits de son expressive physionomie.

Marthe s'écriait avec un sourire :

— Les pommiers qui nous surplombent doivent être bien beaux dans la lumière de cette heure? Arrêtons-nous un instant. Ne pourrions-nous trouver un talus pour nous asseoir?

Sans condescendre au vœu de sa mère, la jeune fille, malheureuse, essayait de l'entraîner.

Le compositeur, immobile, considérait Marguerite attendant toujours d'elle le signe qui lui permettrait de se risquer à se faire connaître de Mme de Blancelle.

— Qui te presse, singulière enfant?

« Si Noël s'aventure à l'entretenir, ma mère croira ce rendez-vous concerté, et elle l'éconduira de telle sorte que c'en sera fini pour toujours. »

Ainsi réfléchissait Marguerite en continuant de tirer Marthe par le bras.

— Pourquoi me remorques-tu avec cette violence? demanda Mme de Blancelle égayée, et, d'un geste mutin, elle dégagea sa main du coude qui la pressait. Traversant seule l'allée, ses mains blanches, qui avaient les ondulations d'un vol de tourterelles, trouvèrent un massif de fleurs entretenues par les filles du fermier.

— C'est mal ce que je vais faire, dit-elle avec un sourire radieux, mais je ne puis résister au désir d'en cueillir.

Lorsqu'elle en eut fait un bouquet, elle rit de bonheur et demanda :

— Qu'ai-je cueilli?

— Des asters, répondit la jeune fille prête à éclater en sanglots.

Ses bras ouverts d'un air de désolation, Noël profita de l'accès de joie de Mme de Blancelle pour s'éloigner sans être entendu. Il marchait de côté, la tête tournée vers Marguerite, plein de confusion, de désespoir et presque de rage, avec précaution pour ne pas faire craquer les feuilles sèches de l'avenue.

Pleine de stupeur elle-même, Marguerite souffrait de cette scène cruellement absurde.

— Maintenant, sauvons-nous, s'exclama Marthe en affectant la terreur, si les fermiers se fâchent parce que j'ai saccagé leurs fleurs, nous sommes perdues.

Et elle rit encore d'un rire puéril. Alors Marguerite regarda sa mère avec haine ; puis, réfléchissant que l'aveugle était livrée sans défense à ses soins, apitoyée, elle lui offrit son coude afin de la diriger. Toujours égayée, Marthe voulait l'obliger à courir afin d'éviter les représailles possibles des fermiers, assurait-elle.

A l'orée de l'avenue, les bâtiments crépis d'ocre de la Ville-Guesclin, en recevant le dernier feu du soleil, luisaient comme du cuivre, et Mme de Blancelle qui avait retiré ses lunettes s'arrêta, saisie :

— Oh ! Dieu ! J'ai la sensation d'une grande maison rouge. Sommes-nous arrivées devant la métairie?

Sur la réponse affirmative de Marguerite, elle reprit avec un accent de poignante supplication :

— Si je voyais seulement un tout petit peu? Mon Dieu ! accordez-moi d'apercevoir au moins les gros contours des choses. Ce serait une bénédiction. Oh ! que se passe-t-il? Tout s'assombrit, tout noircit !

— Le soleil vient de disparaître, prononça durement Marguerite. Rentrons !

— Oh ! pourquoi sembles-tu fâchée, sans raison, tout à coup? interrogea l'aveugle inquiète.

... Ensuite, graves, elles s'acheminèrent vers Mareulle. Au crépuscule, le bourg, au milieu de sa vaste plaine, paraissait écrasé sous le firmament où scintillaient les premières faibles étoiles que la brise, aurait-il semblé, se jouait à souffler, éteindre et rallumer comme des flammes de bougie.

Sous les débordements de leurs toitures, les maisons avaient l'air de couvrir de capuchons leurs façades pour mieux dormir. Pas de lumières aux fenêtres. A leur habitude, les petites gens de Mareulle, affalés sur leurs sièges, attendaient dans un repos stupide que le

sommeil inclinât leurs têtes sur leurs poitrines. Les bottines des promeneuses sonnèrent sur le cailloutis des ruelles. De temps à autre par la baie d'un pignon, une face pâle sur le fond noir d'une pièce se penchait et des chuchotements faisaient monter de l'ombre une autre face pâle. Enfin ces deux blancheurs spectrales, après s'être frôlées, vacillaient dans leurs ténèbres.

... Au tintement creux de la sonnette fêlée, Louise accourut prévenir sa mère que, profitant de son absence, son père était sorti et devait se trouver là où elle savait bien. Avant de partir, il avait ouvert le secrétaire.

La belle humeur de Marthe l'abandonna.

Pendant son repas, sous la lampe basse qui ne projetait qu'un cercle étroit de clarté, Mme de Blancelle, l'appétit coupé, demeura penchée sur son assiette.

« S'il perd encore au jeu, pensait-elle, nous ne pourrons plus acquitter nos dernières dettes. Quelle honte ! Hélas ! toute mon existence ne fut que crainte perpétuelle. Un jour viendra où cette Cocharde, notre dernier asile, sera vendue? Quel sort m'attend. L'hospice? Et mes filles? Mon Dieu ! »

Soudain, après avoir soupiré avec force, Marthe demanda sans que sa question fût amenée par le tour de la conversation :

— Au moins, toi, Marguerite, m'aimes-tu?

Obsédée par la vision de Noël fuyant avec douleur, colère et honte, sa fille lui en donna distraitement l'assurance, tandis que de l'ongle elle rayait la nappe.

Mme de Blancelle reprit avec émotion.

— Chère petite, plus tu sauras et plus tu jugeras que l'amour, si souvent annoncé et célébré, n'a guère de réalité. C'est un terme idéal dont s'enflamment les imaginations. Regarde autour de toi et tu ne rencontreras que des êtres pour lesquels l'amour n'exista jamais. Pourtant, seul, il expliquerait et légitimerait les souffrances inévitables de cette vie.

Cessant de chiffonner la nappe, Marguerite releva la tête d'un air de défi :

— Puisque vous pensez ainsi, maman, je m'étonne que vous ayez laissé renvoyer M. Muziac sans un mot de protestation. Faites-lui donc savoir que...

— N'achève pas, interrompit Marthe qui prit fougueusement par le cou Marguerite, en s'écriant :

— Non ! Non ! Impossible ! Vraiment ce pauvre garçon est impossible !

— Hélas ! soupira la jeune fille en se retirant des bras de sa mère, je commence à vous comprendre et je me garderai bien de discuter.

A cette amère repartie, Mme de Blancelle ne répondit pas et la mère et la fille poursuivirent des pensées divergentes. Au vieux moustier de Mareulle, une cloche annonçait le repos des orphelines.

— Dormir, murmura Marthe en songeant à ces innocentes victimes, à leur entrée même dans la vie ; et elle s'imaginait leurs blancs visages inclinés sous le grand crucifix du dortoir.

Quelques instants plus tard, un roulement semblable à celui d'un tonnerre prolongé par des échos apprit à Marthe le passage d'un train ; puis le silence nocturne parut refermer de lourdes portes sur Mareulle.

Soucieuse, l'aveugle s'imaginait Gustave perdant au bridge, avec sa légère inconscience, les sommes urgentes pour leur entretien. A chaque craquement des boiseries, elle espérait sa rentrée.

Marguerite, qui dominait sa mère, aperçut dans ses cheveux argentés une fleur, et l'en avertit.

— Donne-la-moi, réclama l'aveugle ; et quand elle la reçut dans sa paume ouverte, elle lui sourit comme si elle pouvait l'admirer, en ajoutant :

— Elle se sera mêlée à ma chevelure, quand je me suis penchée sur les asters. Quel univers de charme dans une seule fleurette ! Notre promenade fut adorable dans ce soleil si rouge que j'en suis encore éblouie, car je l'ai vu, oui, mon Dieu ! Je l'ai vu !

Rapprochant d'elle la petite fleur violacée, l'aveugle lui sourit encore, d'un sourire si triste, que les yeux de Marguerite s'emplirent alors de larmes.

Sous l'abat-jour qui l'auréolait d'un cerne d'or, l'aveugle souriait toujours à cette fleur arrachée qui ne donnerait pas de fruit. Et Marguerite pleurait en silence, croyant se reconnaître en elle.

CHARLES GÉNIAUX.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

FOLIE ET SAGESSE ALLEMANDES

Lorsque ces lignes paraîtront, le paradoxe le plus fou de la paix wilsonienne aura sans doute disparu, je veux dire que Turcs et Français, dont les intérêts coïncident, auront cessé de se battre. On se demande comment leurs armes ont pu se dresser les unes contre les autres. Un ministre turc m'affirmait, il y a un an, que jamais la Cilicie n'aurait tiré un coup de fusil contre nos troupes si la Grande-Bretgane n'avait — dans quel dessein? — gavé ce pays de munitions et d'agitateurs. Cela étant, nous avons double motif de nous réjouir que l'armistice franco-kémaliste se conclue à Londres. Depuis deux ans et demi, c'est un des événements les plus heureux que nous ayons à enregistrer.

Maintenir la Turquie, la maintenir viable, forte, homogène, capable en un mot de remplir son rôle de stabilisateur au carrefour de l'Orient méditerranéen entre la Russie, la Grèce, l'Angleterre, l'Italie, la France, la Bulgarie, son office de trait d'union entre l'Islam et la chrétienté, tel doit être et tel doit rester le mot d'ordre capital de toute politique française. Mieux : une alliance en forme — quelle que soit cette forme — devra tôt ou tard garantir les inté-

rêts respectifs de la Turquie et de la France. Félicitons-nous donc, sans arrière-pensée, de la tournure que commencent à prendre les événements de ce côté-là. Trop de sang a déjà coulé en Cilicie pour le compte d'une Arménie insaisissable et des bataillons britanniques.

Certes, nous concevons qu'une ventouse française, appliquée au flanc de l'Anatolie, par une main aussi experte que celle du général Gouraud, concoure à soulager l'effort anglais en Mésopotamie. Mais si la Grande-Bretagne échafaude une politique irréalisable pour ses moyens, devons-nous combler de notre argent et de nos troupes la différence qui sépare ce dessein de son effet? Pour garantir la fiction wilsonienne d'une Arménie indépendante, devons-nous affaiblir nos propres ressources d'indépendance nationale?

Bien des dangers, de même nature, menacent encore notre politique orientale. Dangers russes, dangers helléniques, dangers sionistes, dangers arabes, mais ce ne sont là que leurs prénoms. Tous ont pour nom de famille : *British Empire*. Tous seront conjurés à Londres ou y reprendront de la virulence. Raison de plus pour fournir à l'Angleterre des raisons sérieuses d'en atténuer la gravité en convertissant en sauvegarde le plus actif d'entre eux, qui rayonne autour d'Angora, tandis qu'il est en notre pouvoir de le faire.

Le refus grec d'admettre l'enquête interalliée à Smyrne et en Thrace fortifie singulièrement notre position. Certes, les motifs abondent, pour les hommes d'Athènes, de justifier un pareil geste. N'est-il pas dans la ligne du traité? A cela qu'objecter, sinon l'inefficacité de cet organe, attestée par une expérience sanglante de bientôt deux ans? Car, enfin, un traité de paix qui, sans désemparer, allume deux ou trois guerres nouvelles, ne saurait mériter son nom ni conserver ses traits. Nous n'aurions jamais dû le laisser conclure. Tâchons au moins de l'amender.

Quand on pense aux difficultés incalculables que les divers actes diplomatiques pompeusement signés à Versailles, à Saint-Germain, à Trianon, à Sèvres, à Neuilly ne cessent d'engendrer de jour en jour, quand on pense que toutes ces difficultés avaient été signalées d'avance, donc pouvaient être évitées, on doit faire un effort méritoire pour écarter de soi scepticisme et découragement. Cette attitude, qu'un moraliste de petite envergure pourrait adopter, ne fera jamais l'affaire du plus humble des politiques. Plus les erreurs se multiplient, plus le politique se dépense à les redresser.

Dans l'Europe d'aujourd'hui, la besogne ne lui manque certes pas.

Et d'abord, il y a l'Europe à refaire. Si nous en doutions encore, un refus aussi insolent que celui de la délégation germanique nous en convaincrait absolument. Jamais l'idée de le formuler n'aurait pu venir au plus enragé des pangermanistes, s'il ne trouvait dans le désordre inouï de l'Europe centrale une excuse et une garantie. C'est à des minutes comme celles-là qu'on regrette la disparition d'une Autriche-Hongrie organisée et maniable. Même en perdant tout vis-à-vis des Alliés, un von Simons est assuré tôt ou tard de regagner quelque chose dans la foire aux nationalités que traverse inutilement le Danube.

L'atténuation encourageante que les entretiens de Londres viennent d'apporter au malaise oriental doit nous faire ressentir avec plus d'aigreur les périls ou imminents, ou probables, ou possibles, que la démolition des États du centre de l'Europe suscite à chaque pas pour notre sécurité rhénane. Si un fait ressort avec force de la quinzaine écoulée, c'est bien l'indignité foncière du traité de Versailles. Depuis qu'il est conclu, on ne parle que d'expéditions, de saisies, de mobilisation, d'alerte, de défis.

La seule part de bonheur qui nous soit échue nous vient une fois encore de la sottise allemande. Je terminais, l'autre jour, cette chronique en mettant nos espoirs en elle : von Simons ne nous a pas déçus. Par son intransigeance ridicule il a, plus que nos statistiques, plus que nos spécialistes, plus que l'éloquence docile de M. Briand, emporté les indécisions savantes de M. Lloyd George du côté de la répression sans phrases. Cette intransigeance a eu pour résultat de rallier les Alliés qui se dispersaient. Mais il faut craindre qu'elle ne les ait ralliés pour une parade guerrière plutôt que pour une récolte positive et une réparation efficace.

Quoi qu'il en soit, une défaveur certaine reste acquise chez les alliés, pris dans leur ensemble, vis-à-vis d'un gouvernement aussi sot que le gouvernement de Berlin. La folie allemande tout entière, cette destruction de la dernière heure des plus beaux atouts et des combinaisons les mieux montées, nous la retrouvons avec joie dans la manière forte, qui est souvent la manière absurde, de la délégation germanique.

Toutes proportions gardées, le coup de 1914 se répète : aujourd'hui comme il y a sept ans, on s'est montré à Berlin incapable de haute et grande politique ; en mars 1921, comme en juillet 1914, on a mis dans la Grande-Bretagne une confiance ingénue, on a par une indis-

crétion outrée fait crier le ressort anglais. Il s'est cassé dans les mains de von Simons. N'importe quel petit Italien, ou Français, ou Turc aurait prévu cette résistance. Les cerveaux politiques les plus puissants du Reich se sont avérés incapables de cette gymnastique intellectuelle pourtant bien élémentaire. Pris dans leurs engrenages déductifs, captifs d'une sorte d'absurde logique, ils ont prolongé idéalement à leur profit les objections anglaises de naguère à nos desiderata. Ils ont cru que ces objections joueraient dans n'importe quelle circonstance. Ils ont tablé sur elles sans réserves. Le résultat fut la rupture et la mise en vigueur immédiate des sanctions. Quoi qu'il arrive désormais et quelle que soit l'efficacité de leur application, il n'en reste pas moins que cette partie est irrévocablement perdue pour le Reich. S'il faut hasarder un pronostic, le mois de mars 1921 marque peut-être le début d'une réaction française décisive contre les insolences de l'Allemagne.

Il est bon de noter, par contre, qu'un mouvement certain de concentration nationaliste reste acquis à nos adversaires. Ce n'est pas en vain qu'un Hugo Stinnes travaille depuis des mois à resserrer les liens d'affaires et de sentiment des différentes régions naturelles où le *ia* retentit. En Autriche, le parti de la réunion fait aussi des progrès quotidiens et le peu de raison raisonnante qu'un von Simons a pu mettre dans son cas dérive certainement de ces perspectives de conquête. Lentement, sûrement, inexorablement, la fusion se fait plus complète entre l'Autriche et le Reich, au moyen de la presse galvanisée par Hugo Stinnes. Serait-il donc si malaisé au gouvernement français de sauver du naufrage tant de journaux autrichiens que le pangermanisme écœure (parce qu'il signifie pour eux radicalisme et anticléricalisme) et que la misère précipite fatalement dans ses officines? La dépréciation de la malheureuse couronne est encore plus accusée vis-à-vis du franc que vis-à-vis du mark et nous devrions pouvoir venir en aide aux organes autrichiens séparatistes. Leur cause est la nôtre. N'y aura-t-il donc personne à la Commission des Affaires extérieures ou au Quai d'Orsay pour s'intéresser à la question? Il n'y aurait pas besoin d'aller bien loin pour la résoudre.

René Johannet.

Le dossier du prince Sixte.

On a appelé l'année 1917 l'année politique de la guerre. Mot très juste. Cette année-là a été celle d'une stagnation militaire. Les opérations n'étaient plus conduites de part et d'autre qu'avec une demi-conviction. Les belligérants, concluant de leur lassitude à celle de l'adversaire, essayaient de s'atteindre par d'autres armes que le canon. L'Allemagne lançait ses offres de paix, travaillait la Russie révolutionnaire, redoublait d'efforts en France pour répandre la trahison, démoraliser l'armée et le pays. En même temps, la diplomatie retrouvait un rôle. Elle était restée sans emploi depuis 1915, depuis que celle du prince de Bülow n'avait pas réussi à empêcher l'intervention italienne, ni celle de l'Entente à empêcher l'intervention bulgare.

L'idée qui devait venir à l'esprit des gouvernements alliés, c'était de saisir ce moment de découragement ou d'incertitude pour disloquer la coalition ennemie. Détacher l'Autriche de l'Allemagne, c'était la chose à tenter, la « scène à faire ». La défection autrichienne devait entrer dans les calculs des Alliés autant que la défection russe dans les calculs de l'Allemagne. Et justement, sans même compter le doute qui commençait à troubler nos adversaires, les circonstances étaient favorables. Le 21 novembre 1916, François-Joseph était mort. Un jeune empereur régnait en Autriche. Ses sentiments se devinaient par ses traditions de famille, son entourage, ses premiers actes. Il ne fallait pas un grand génie pour concevoir tout de suite que de bonnes chances s'offraient à la politique de l'Entente.

Elles étaient encore meilleures qu'on ne pouvait le supposer. Deux beaux-frères de l'empereur Charles étaient dans notre camp, à portée de la main. Ils avaient donné, sous l'uniforme belge, la preuve de leur fidélité à notre cause. L'intermédiaire était tout trouvé. Et quel intermédiaire, puisqu'il ne pouvait à aucun degré être suspect chez nous et qu'il avait la confiance de l'autre partie. Il était difficile d'engager la négociation dans des conditions plus heureuses. Elle s'offrait d'elle-même puisque l'initiative fut prise à Vienne et que le mandataire de l'empereur Charles fit les premiers pas à Paris.

Le prince Sixte de Bourbon-Parme a raconté cette histoire avec tous les documents à l'appui dans un livre dont le titre est une thèse : *l'Offre de paix séparée de l'Autriche* (1). Nous ne contesterons pas ce

(1) Un volume in-16, Plon-Nourrit, éditeurs.

titre. Dans la pensée du médiateur, la paix devait bien être une paix séparée. Ce n'est pas ainsi, malheureusement, qu'elle fut comprise. Et pour se rendre compte de l'échec, il faut se rendre compte également des fautes qui furent commises de part et d'autre. Car, en vérité, on ne fut pas plus adroit à Vienne qu'à Paris. Ni à Vienne, ni à Paris, on ne sut apprécier sainement les circonstances.

Lorsque la très secrète négociation s'ouvrit, au mois de mars 1917, par les visites du prince Sixte à l'Élysée, un fait dominait la situation européenne : c'était la révolution russe. Il ne fallait pas être très clairvoyant pour deviner qu'une fois le tsarisme abattu, la Russie ne compterait plus en Europe. La république nationaliste de Milioukov ne pouvait tromper que des ignorants. Pour la foule, qu'il s'agissait de ne pas démoraliser, il était recommandable de continuer à dire que la Russie n'avait jamais été si résolue à poursuivre la guerre. Des hommes d'État devaient savoir qu'elle était déjà éliminée. Fait capital pour l'Autriche dont l'alliance avec l'Allemagne ne se justifiait que par le besoin de se défendre contre le slavisme. La Serbie écrasée, la Russie hors de cause, la guerre, pour l'Autriche-Hongrie, n'avait plus de raison d'être. Elle ne pouvait plus avoir qu'un effet, celui qui s'est produit : amener par la victoire de l'Entente la désagrégation qui était évitée par la défaite des Slaves.

Il n'y a, dans les documents du prince Sixte, aucune page qui indique que, ni de près ni de loin, on ait eu cette vue à Vienne. On ne semble pas l'avoir eue davantage à Paris. Chez l'empereur Charles comme chez les ministres de l'Entente, ce qui manqua d'abord, ce fut de voir les choses telles qu'elles étaient. Ce fut ensuite de ne pas vouloir les conditions de ce qu'on voulait.

La principale difficulté d'une paix avec l'Autriche tenait à l'Italie. Selon le prince Sixte, il eût été facile à ce moment d'avoir l'adhésion du gouvernement italien qui donnait des signes de lassitude. Preuves en main, nous ne croyons plus qu'il soit tout à fait juste de dire que la paix avec l'Autriche ait échoué par la seule faute de M. Ribot et de M. Lloyd George, incapables de mener à bien la négociation parallèle qui s'imposait avec l'Italie. L'empereur Charles commit de son côté une grave erreur : il ne donna pas à la France et à l'Angleterre le moyen de régler la question avec Rome. Il s'entêta à considérer l'Italie comme un facteur négligeable, à lui refuser ce qu'elle n'avait pas conquis par les armes. Le seul exemple digne d'être suivi que lui eût légué François-Joseph, c'était la cession de la Vénétie. Mieux valait perdre Trieste, oui, même Trieste, que tout l'Empire. Un sacrifice hardi eût été sauveur. C'est ce que l'empereur Charles ne saisit pas. Les documents les plus tristes que publie le

prince Sixte sont ceux où l'on voit son beau-frère chercher des compensations coloniales aux abandons qu'il pourrait consentir à l'Italie. Il songeait à l'Érythrée, ce qui est presque comique. Un amour-propre de jeune lieutenant l'emportait chez lui sur le sens de ses intérêts.

Cependant un homme veillait, et c'était un homme d'État véritable. Dans une Italie livrée à ses nerfs, découragée par l'insuccès, M. Sidney Sonnino, latin mêlé d'anglo-saxon, gardait une volonté silencieuse. Il gardait tout son sang-froid. Que l'Italie fût prête à retomber dans le *parecchio* de Giolitti, il le sentait. Mais il ne lui échappait pas non plus que Charles Ier était un velléitaire et que ni M. Ribot ni M. Lloyd George n'avaient assez de décision et de savoir-faire diplomatique pour aller jusqu'au bout. Charles Ier, Ribot, Lloyd George ne savaient pas bien ce qu'ils voulaient. Sidney Sonnino était opiniâtre. Il les domina tous les trois par sa fermeté. L'Italie avait beau ployer, être tout près de défaillir, c'est lui qui, pendant ces semaines décisives, tint toute l'affaire en main. Le souvenir de cette victoire diplomatique peut le consoler de l'échec qu'il devait essuyer deux ans plus tard à la Conférence de la paix.

Comme dans un drame bien réglé, cette histoire a eu son traître. Celui-là est noir et perfide à souhait. Il s'appelle Czernin et l'on n'en voudra jamais à M. Clemenceau, dont l'instinct est plus juste que la pensée, de l'avoir démasqué publiquement. Mais, pour Czernin encore, la faute se partage entre Charles Ier, Ribot et Lloyd George. L'empereur Charles ne se méfiait pas de son serviteur. Les autres ne se demandèrent pas une minute si le succès de l'entreprise n'exigeait pas d'abord qu'il y eût au Ballplatz un homme sûr. Par Czernin, Guillaume II sut tout.

Et il apparaît enfin que Charles Ier commit une erreur suprême : ce fut de ne jamais cesser tout à fait de croire à l'Allemagne invincible ou de la craindre. Ce sentiment obscur prenait la forme d'un point d'honneur. Charles ne voulait pas manquer à la parole donnée, alors que son allié se jouait de lui, se servait de l'Autriche comme d'un instrument. Charles Ier y gagna de perdre la confiance de tout le monde. C'est ainsi qu'on va aux catastrophes et que s'écroulent les empires.

La leçon a-t-elle porté? Aujourd'hui encore, on attend la parole solennelle par laquelle l'empereur Charles romprait son alliance avec les Allemands, signifierait au monde que les Habsbourgs ne sont pas les vassaux de l'Allemagne. Tant que cette parole n'aura pas été prononcée, une restauration de sa dynastie ne pourra pas offrir de garanties à la France ni aux alliés de la France.

JACQUES BAINVILLE.

Le Problème de la Haute-Silésie.

Dans la première rédaction du traité de Versailles (mai 1919), les Alliés avaient décidé d'attribuer à la Pologne la province de Haute-Silésie, abstraction faite des quatre districts de Neisse, de Falkenberg, de Neustadt et de Grottkau qui devaient rester à la Prusse. Ces quatre districts, foncièrement agricoles, sont presque entièrement germanisés. De plus, ils confinent à la Silésie moyenne (régence de Breslau), et peuvent sans inconvénient demeurer partie intégrante du Reich. Amputée de ces quatre districts occidentaux, la Haute-Silésie compte encore, d'après le recensement *allemand* de 1910, près de 1 900 000 habitants, dont 1 200 000 Polonais, 650 000 Allemands et environ 50 000 Tchèques (1).

Appuyés sur cette statistique, les Alliés avaient décidé de donner la Haute-Silésie à la Pologne, comme ils lui avaient donné la Posnanie. Les Polonais avaient déjà occupé, dès le mois de décembre 1919, avec leurs propres forces, les deux tiers de la Posnanie ; ils avaient une possession de fait dont il fallait tenir compte. Ils auraient de même occupé la Haute-Silésie et Dantzig, où la population allemande était manifestement résignée à devenir polonaise ; mais le Conseil suprême des Alliés leur donna l'ordre de n'en rien faire. Cette immixtion des Alliés dans la querelle polono-allemande tourna à l'avantage de la Prusse. Celle-ci n'hésita plus à réclamer l'épreuve d'un plébiscite en Haute-Silésie ; les Alliés acquiescèrent aussitôt à sa demande et la rédaction définitive du traité de Versailles décida que le plébiscite de Haute-Silésie aurait lieu six mois au plus tôt et dix-huit mois au plus tard à compter de la date de la ratification du traité de Versailles par l'Allemagne (10 janvier 1920). Le plébiscite aura lieu en effet le 20 mars prochain.

Ces longs délais furent mis à profit par l'Allemagne. Favorisée par la présence des fonctionnaires allemands et de forces de police uniquement allemandes, l'intrigue germanique se donna libre cours en Haute-Silésie ; maintes fois elle réussit à troubler le pays, par des grèves ou par des tentatives de grèves au caractère purement politique. La nomination d'une commission internationale chargée de préparer le plébiscite intervint à propos pour modérer le zèle antipolonais des autorités locales allemandes. Dix bataillons de troupes

(1) Ces Tchèques habitent le sud du district de Ratibor. Leur territoire a été attribué *sans plébiscite* à la République tchéco-slovaque.

françaises et deux bataillons de soldats italiens vinrent appuyer l'action pacificatrice du général Le Rond. La police allemande, la fameuse *Sicherheitspolizei*, fut remplacée par une police polono-allemande. Les dépôts d'armes et de munitions que les Allemands dissimulaient partout, en vue d'une action brutale, conforme au caractère prussien, furent éventés et souvent découverts. Une paix relative s'établit en Haute-Silésie. L'arrogance germanique se calma peu à peu et l'on put remarquer que beaucoup d'Allemands, redoutant l'issue d'un plébiscite favorable aux Polonais, s'efforçaient de faire oublier les torts qu'ils avaient eus naguère à l'égard de la population polonaise.

La commission internationale du plébiscite avait d'ailleurs obtenu du Conseil suprême des Alliés que les originaires de Silésie qui n'habitent pas le pays ne prissent part au plébiscite que quinze jours après que la population locale aurait elle-même voté. De la sorte, devaient être évités les désordres que les Allemands se flattaient de déchaîner en Haute-Silésie en amenant dans le pays des bandes d'électeurs turbulents. En janvier dernier, les Alliés avaient donc décidé à Paris que le plébiscite aurait lieu en votes séparés, mais en février, à Londres, les Alliés revenaient sur leur décision, à la prière de l'Allemagne, et fixaient au 20 mars le vote en commun des habitants de la Haute-Silésie et des originaires de cette province n'habitant pas le pays. La France s'est naturellement opposée à ce vote en commun, mais M. Briand ne semble pas avoir défendu le point de vue français avec tous les arguments dont il aurait pu se servir. M. Lloyd George a donné satisfaction à l'Allemagne sans qu'il lui en coûtât beaucoup d'efforts.

Contrairement à ce que disent les Allemands, la possession de la Haute-Silésie n'est pas indispensable à la prospérité économique de l'Allemagne et au paiement des valeurs dues par l'Allemagne à ses vainqueurs. L'Allemagne prétend que le charbon silésien lui est nécessaire pour fournir aux Alliés les vingt-quatre millions de tonnes de houille qu'elle doit annuellement leur livrer. Or, l'Allemagne ne tirait de la Haute-Silésie, avant la guerre, que dix à onze millions de tonnes de charbon. Le reste de la production silésienne, soit une trentaine de millions de tonnes, était consommé sur place (seize millions de tonnes) ou exporté en Pologne russe, en Pologne autrichienne, dans la monarchie habsbourgeoise et dans les provinces polonaises de Prusse actuellement réunies à la Pologne. Présentement d'ailleurs, l'Allemagne dispose librement du charbon de la Haute-Silésie et cependant les fournitures en charbon qu'elle fait aux Alliés

sont inférieures à celles que des accords récents ont stipulées.

Avec ou sans la Haute-Silésie, l'Allemagne fournira à la France le charbon qu'elle a promis de fournir, à condition de le vouloir. Elle pourra livrer ce charbon parce que la production de la Ruhr est susceptible de grands développements, et parce que, d'autre part, le traité de Versailles stipule que la Haute-Silésie devenue polonaise devra, pendant quinze ans, exporter en Allemagne les dix millions de tonnes de charbon qu'elle avait coutume d'y envoyer.

Mais si l'Allemagne peut se passer de la Haute-Silésie au point de vue du combustible, peut-elle aussi renoncer, sans craindre la ruine, à la production métallurgique de cette riche province? Il est manifeste que le fer, l'acier et le zinc de Haute-Silésie trouvent un large emploi dans les industries militaires de l'Allemagne, et que les produits chimiques de Haute-Silésie alimentent les fabriques d'explosifs et de gaz asphyxiants dont l'Allemagne a fait un si redoutable usage au cours de la guerre. La Haute-Silésie a forgé une bonne partie des armes dont l'Allemagne s'est servie contre nous. Elle a permis à l'Allemagne de tenir le monde en échec pendant quatre ans, grâce à sa monstrueuse industrie de guerre. Voilà l'utilité *primordiale* que la Haute-Silésie présente aux yeux de l'Allemagne et plus particulièrement de la Prusse. C'est en Haute-Silésie que l'on trouve quotidiennement des dépôts clandestins d'armes et de munitions ; c'est de Haute-Silésie que sortent ces centaines de mitrailleuses, ces milliers de grenades que l'on découvre encore dans les provinces de Prusse et qui ont fait dire à M. André Lefèvre que l'Allemagne est insaisissable dans son armement secret.

La Haute-Silésie, dont le territoire apparaît comme un appendice lointain de l'Allemagne, forme au contraire un tout harmonieux avec la Pologne. Le bassin industriel de Haute-Silésie se prolonge en Pologne russe et en Galicie sans aucune solution de continuité ; il s'étend sur un pays séculairement polonais, où les Allemands n'ont pu s'introduire que par la force des armes.

Les liens qui unissent l'industrie silésienne à la Pologne ont été reconnus par les Allemands eux-mêmes. Au cours de la guerre, les industriels allemands de Haute-Silésie ont déclaré indispensable l'union de la Pologne et de la Silésie ; le marché polonais, disaient-ils, est absolument nécessaire à l'industrie silésienne. Sans doute, les Allemands se flattaient alors de voir la Pologne annexée à l'Allemagne ; mais les arguments qu'ils ont fait valoir n'en subsistent pas moins et démontrent que le véritable débouché de la Haute-Silésie ce n'est pas l'Allemagne, mais bien la Pologne.

La Pologne sera en mesure de fournir à la Haute-Silésie une bonne partie du minerai de fer, qui lui fait défaut, les mines de Silésie étant près d'être épuisées. La perte des mines de Lorraine et du Luxembourg empêche d'ailleurs l'Allemagne de livrer à la Haute-Silésie le minerai dont celle-ci a besoin, tandis que les mines de fer polonaises, gênées dans leur exploitation par l'administration russe, sont susceptibles de développer considérablement leur production. Les barrières douanières que la Russie élevait entre ses territoires polonais et la Haute-Silésie se trouvant supprimées, les trente millions d'habitants de la Pologne nouvelle deviendront les clients de l'industrie silésienne. La Haute-Silésie ne sera plus la grande usine de guerre qu'elle est encore pour la Prusse ; elle sera l'usine pacifique où s'approvisionnera tout un peuple que la domination russe et autrichienne a maintenu si longtemps dans une indigence manifeste au point de vue économique.

La Pologne recouvrera en Silésie plus de douze cent mille de ses nationaux ; elle trouvera des citoyens qui par leurs capacités techniques et leur valeur professionnelle compteront parmi les meilleurs de l'État polonais. Sans la Silésie, au contraire, la Pologne manquera de la *moitié* du charbon dont elle a besoin ; elle manquera de cet outillage industriel qui lui est indispensable pour exploiter ses immenses richesses naturelles. Elle devra renoncer aussi à ce large carrefour de voies fluviales et de voies ferrées qui lui donne un accès si commode vers l'Europe centrale et méridionale.

Privée de la Haute-Silésie, la Pologne serait obligée de se tourner davantage encore vers les pays de l'Est ; le caractère occidental de sa culture nationale s'en trouverait affecté. La politique de la Pologne serait plus activement sollicitée par les problèmes de l'Orient russe que par ceux de l'Occident germanique. La France et la Pologne ne trouveraient plus entre elles une communauté d'intérêts aussi grande qu'elles pouvaient l'attendre des promesses du traité de Versailles, et qu'un récent accord à la fois politique, économique et militaire vient de consacrer.

Le plébiscite fera connaître la volonté de la majorité nationale ; mais les conditions sous lesquelles la Haute-Silésie sera cédée à la Pologne resteront à fixer.

Ce serait une erreur de croire que la bonne volonté de l'Allemagne serait mieux assurée si la Haute-Silésie demeurait province allemande. L'Allemagne, au contraire, enorgueillie par la nouvelle victoire remportée par elle, se montrerait plus hostile que jamais aux décisions des Alliés. Nous n'aurions sauvegardé sa puissance industrielle

que pour consolider sa puissance militaire, et pour rendre l'Allemagne plus arrogante et plus prétentieuse. La restitution de la Haute-Silésie à la Pologne sera plus qu'un acte de justice internationale ; elle sera un acte de prudence politique.

La France l'a fort bien compris. Elle a trouvé dans le général Le Rond, et dans la commission interalliée qu'il préside à Oppeln, des auxiliaires admirables de la politique de juste réparation qu'elle poursuit en Haute-Silésie. La commission interalliée a eu la difficile mission de maintenir l'ordre dans un pays surpeuplé où l'influence allemande — et pour mieux dire prussienne — est servie par un corps nombreux de fonctionnaires qui tiennent à conserver leurs places ; par un clergé dont les quatre cinquièmes sont allemands ; par des instituteurs, des professeurs, des policiers, des officiers qui sont pour la plupart ardemment dévoués à la cause allemande. Avec une troupe d'occupation à peine suffisante, le général Le Rond maintient l'ordre en Haute-Silésie et déjoue un à un les complots que les Allemands renouvellent incessamment.

L'Angleterre a décidé d'envoyer quatre bataillons en Haute-Silésie. Jusqu'à ce jour elle n'avait pas de troupes dans cette province, mais seulement des commissaires, dont plusieurs ont contrarié ouvertement l'administration du général Le Rond. Craignant que l'ordre ne fût compromis par l'arrivée en masse des Silésiens émigrés, autorisés à prendre part au plébiscite le même jour que les habitants de la Silésie, l'Angleterre veut renforcer le corps d'occupation. Ses quatre bataillons suffiront-ils à maintenir l'ordre? On ne saurait le dire.

Par contre, une chose est bien certaine. L'attribution de la Haute-Silésie à la Pologne restera essentiellement une œuvre française. Le patriotisme de la population polonaise, admirablement soutenu, exalté et dirigé par le député Korfanty, a trouvé dans le corps d'occupation français et dans le général Le Rond de véritables soutiens de l'ordre et de la légalité. L'œuvre d'émancipation et de délivrance poursuivie depuis quatorze mois en Haute-Silésie, par les Polonais et par les Français, sera un succès nouveau pour la collaboration politique que la France et la Pologne s'efforcent d'établir en Europe centrale depuis l'armistice.

GEORGES BIENAIMÉ.

LES LETTRES

LES ROMANS DE GASTON CHÉRAU

M. Gaston Chérau, qui vient de nous donner *Valentine Pacquault* (1), était surtout connu de ceux qui suivaient ses efforts depuis une quinzaine d'années, comme l'auteur de *Champi-Tortu*, bien qu'il eût publié cependant six autres volumes. Jè ne doute pas qu'il ne devienne désormais, pour des lecteurs toujours plus nombreux, celui de *Valentine Pacquault*, jusqu'au jour où l'attention de la critique et du public sera attirée davantage encore sur un de ses futurs ouvrages. Ce romancier pourrait bien, en effet, ne faire que de commencer sa véritable œuvre, à l'âge où d'autres, pour s'être pressés de gaspiller leurs richesses, ne trouveraient plus rien à dire, s'ils ne se répétaient, de telle sorte qu'alors même qu'ils produisent toujours, il semble bien que déjà ils ne travaillent plus.

Peut-il échoir meilleur sort à un romancier que de réussir à lier son nom aux héros d'un ou de plusieurs de ses romans, dont il a su nous imposer à tel point les types et les caractères que, pour un peu, nous croirions les avoir connus? C'est ainsi que nous ne saurions penser à Stendhal sans nous rappeler Julien Sorel et Mme de Rénal. Le nom de Balzac ne peut être séparé du monde de personnages de la *Comédie humaine*, pas plus que nous ne pouvons détacher celui de Flaubert de la Bovary, qu'il peignit avec assez de force pour qu'elle représentât, depuis, une famille de femmes.

Alors qu'il ne pouvait être question de comparer M. Gaston Chérau à Stendhal, Balzac ou Flaubert, l'auteur de *Champi-Tortu*

(1) Deux volumes, Plon-Nourrit et C[ie], éditeurs.

avait néanmoins déjà cette supériorité sur la plupart des romanciers de sa génération, d'avoir réussi à créer des personnages qui, lorsque nous avions fermé son roman, continuaient de s'imposer à notre esprit. Nous ne pouvions oublier le petit Christian Chevalier, pauvre enfant à demi bossu que ses petits camarades, à cause de son infirmité, avaient surnommé Champi-Tortu, et dont le cœur était si tendre qu'il ne pouvait supporter qu'une existence baignée dans un grand amour ; ni sa mère, Mme Chevalier, cette voluptueuse qui s'ignore et vit dans l'inquiétude du bonheur inconnu. Nous nous rappelions M. Aristide Chevalier, redoutable beau-père, honoré sans être honorable, canaille aux allures rigoristes et sombre prêcheur de morale, mais qui, dans le moment où M. Gaston Chérau semble avoir placé son histoire, eût été, il faut bien le dire, plutôt que le royaliste et le plus ou moins catholique dévot qu'il en a fait, un austère Vénérable de la Loge de sa province, et peut-être même aussi président du Consistoire. Le docteur Métayer représentait un type de bon médecin de campagne qui connaît les secrets des familles ; l'affreux M. Pablo, le méchant pion, s'opposait au touchant M. Colonna. Mais en prenant au collège Champi-Tortu sous sa protection, ce malheureux garçon devait gagner, sans l'avoir recherché, le cœur de Mme Chevalier, et se laisser prendre au piège d'un tragique amour qui, une nuit d'hiver, le coucherait dans la neige, cadavre pantelant, à côté du petit Christian à l'agonie. Tous ces personnages vivaient et animaient un village : Fergault ; une petite ville qui était Niort avec son triste collège. Une sorte de tendre pitié enveloppait le récit pour le rendre tout palpitant, pitié qui venait peut-être bien de l'influence des romanciers russes qui fut très forte sur la jeune génération de 1900. Mais la pitié de M. Gaston Chérau n'avait rien de morbide ; elle était, peut-être, d'essence plus chrétienne que l'auteur lui-même ne le pensait ; enfin elle n'avait à aucun moment besoin pour s'imposer, non plus que pour s'insinuer, d'artifices littéraires comme la pitié d'un Charles-Louis Philippe, par exemple, dont on ne saurait toujours dire si elle n'apparaît que pour permettre les artifices, ou bien si ceux-là ne servent qu'à l'exprimer.

Si M. Gaston Chérau, après avoir écrit *la Prison de verre*, *le Mònstre*, *l'Oiseau de proie*, *le Remous*, demeurait néanmoins avant tout l'auteur de *Champi-Tortu*, c'est qu'il n'avait pas réussi à créer, dans la suite, de nouveaux personnages qui pussent être comparés à ceux de cette œuvre émouvante.

La Prison de verre n'est que la suite de *Champi-Tortu*. Certaines pages sont d'une qualité supérieure ; celles, par exemple, qui nous montrent M. Aristide réclamant à la gare le cercueil de son petit-fils ; les obsèques du petit Christian, la passion douloureuse de Mme Chevalier qui vient de perdre à la fois son enfant et son amant dans un drame dont elle croit, seule, connaître le secret. Le principal intérêt de *la Prison de verre* n'en est pas moins de faire reparaître Mme Chevalier, M. Aristide, le docteur Métayer à côté de personnages nouveaux qui sont loin d'avoir leur individualité expressive.

Dans *le Monstre*, M. Gaston Chérau avait paru vouloir renouveler ses sujets et sa manière. Il abandonnait le tragique et le comique bourgeois pour nous raconter un drame paysan de l'inceste, rapide, violent, qui se déroulait dans une campagne frénétique. On n'a pas paru saisir suffisamment tout le tragique et toute la puissance de ce récit ramassé, qui eût pu ne relever que d'un assez bas naturalisme, tandis qu'il réussissait à s'en évader.

Enfin, dans *l'Oiseau de proie* et dans *le Remous*, M. Gaston Chérau nous faisait encore assister à un drame brutal de l'instinct, où l'observateur méticuleux et sensible de *Champi-Tortu* achevait d'affirmer ses qualités de visionnaire ; l'intimiste se révélait décidément capable de peindre aussi de larges fresques. Il y a, notamment, dans *le Remous*, une scène d'une violente couleur. Elle nous montre des résiniers des Landes qu'un châtelain a appelés à jouer comme figurants, dans une pièce d'action révolutionnaire qu'il donne à ses invités. Or voilà que les paysans, au moment où ils hurlent *la Carmagnole*, semblent soudain dominés à tel point par les images de leur mémoire héréditaire, qu'ils prennent leur rôle au sérieux et incendient le château. Un fou tue même à nouveau la pauvre princesse de Lamballe dont la belle-fille du châtelain tient le rôle.

Cependant, en dépit de l'intérêt évident de *l'Oiseau de proie* et du *Remous*, il semblait bien que M. Gaston Chérau s'écartait de sa véritable voie. Ce n'étaient pas les types qu'il avait entrepris de dessiner dans ces deux romans qui nous empêcheraient encore de regretter ceux de *Champi-Tortu*. Trop souvent même, M. Gaston Chérau avait dû recourir à des effets naturalistes pour essayer de donner à son récit une plus grande illusion de vie. Jamais peut-être n'était mieux apparu, que dans certaines pages de ces deux romans, comment le naturalisme peut venir au secours d'un certain mauvais romantisme, tous les deux n'étant que des manifestations diverses

d'erreurs analogues de l'intelligence. Et puis, il faut bien le dire, le style leur fait défaut, ce que nous avons déjà appelé, en empruntant une définition de Moréas, « cette façon haute de concevoir et d'exprimer simultanément et avec force ». M. Gaston Chérau n'avait pas trouvé exactement le ton, l'accent qu'il eût fallu. Même si, dans *Champi-Tortu* et dans *la Prison de verre*, malgré la supériorité de certaines pages, il lui était arrivé de trouver cet accent, il n'avait pas réussi à le conserver avec une égale force, tout en le soumettant aux circonstances. Enfin si, dans ses principaux romans, M. Gaston Chérau entendait bien donner cette impression du vrai, dont il parle dans sa préface à *Nêne* de M. Ernest Pérochon, en conseillant au romancier de la considérer comme son principal objectif ; s'il avait bien paru écrire ses précédents romans « avec recueillement, avec ferveur, religieusement, sans chercher à expliquer les actes, à en ravaler ou à en exalter les effets, sans essayer d'en tirer un enseignement » ; peut-être, par contre, n'avait-il pas autant qu'on l'eût pu souhaiter satisfait à cette belle remarque d'André Gide, dans ses *Lettres à Angèle* : « L'œuvre d'art ne s'obtient que par la contrainte et par la soumission du réalisme à l'idée de beauté préconçue. »

Nous pouvons bien l'avouer, aujourd'hui, nous attendions de M. Gaston Chérau un roman où se reconnaîtraient davantage cette contrainte et cette soumission et dont on pourrait dire ce que Sainte-Beuve écrivit quand parut *Madame Bovary* : « C'est un livre avant tout, un livre composé, médité, où tout se tient, où rien n'est laissé au hasard de la plume, et dans lequel l'auteur ou mieux, l'artiste, a fait d'un bout à l'autre ce qu'il a voulu. » Eh bien ! ce roman, ce livre, M. Gaston Chérau vient de l'écrire : c'est *Valentine Pacquault*.

C'est seulement, d'ailleurs, la qualité de l'effort d'art de M. Gaston Chérau qui permet d'invoquer à l'occasion de *Valentine Pacquault* le roman de Flaubert. Son héroïne, il est vrai, appartient à la famille de femmes à qui Mme Bovary a donné son nom. Mais Valentine Duperrier, l'héroïne de M. Gaston Chérau, mariée, elle aussi, toute jeune, à un homme qu'elle n'aime pas, François Pacquault, est d'une nature moins fine qu'Emma Bovary Elle peut être considérée tout au plus comme sa petite-cousine. Elle n'a ni son intelligence, ni ses besoins du cœur ; ses ambitions sont plus basses. Le rêve d'Emma Bovary n'était pas dépourvu d'une certaine noblesse. Son erreur, qui causa son désastre, était de chercher à satisfaire la

soif d'infini dont elle souffrait et qu'irritait encore la médiocrité de son mari et de son milieu, dans des amours successives qui ne pouvaient que la décevoir en la dépravant. Elle aurait voulu rencontrer le grand cœur solide sur lequel elle avait rêvé, jeune fille, d'appuyer sa vie, avant les médiocrités de son mariage. Mais, même si elle l'avait rencontré, n'eût-elle pas encore trouvé que sa part n'était pas assez belle? Elle a avoué qu'au moment où elle eût dû goûter le pauvre bonheur qu'elle avait cherché dans l'adultère, elle n'avait connu qu'une déception plus forte encore que ses désirs. C'est que Flaubert s'était proposé d'écrire, avec *Madame Bovary*, l'un des chapitres de l'œuvre qu'il entendait consacrer à l'expression de la désillusion humaine. Il voulait faire de cette désillusion le point de départ d'une véritable doctrine, en montrant que la misère de l'homme vient de causes qui tiennent à sa nature même.

Il n'apparaît pas que M. Gaston Chérau se soit proposé un aussi haut dessein. Les détracteurs de Gustave Flaubert ne semblent pas avoir assez compris que ce qui fait la valeur de son œuvre, en dehors même de l'effort d'art, ce qui élève un livre comme *Madame Bovary* au-dessus des romans ordinaires, c'est que la pensée de Flaubert, toujours présente, si discutable et même si détestable qu'elle puisse être, assure à son roman néanmoins des dessous, un arrière-fonds, si l'on peut dire, d'où monte un jugement sur la vie. Et il est certain que le souci qu'avait Gustave Flaubert de réfléchir, de penser en regardant les drames de la vie, et de faire exprimer à ses romans, par les moyens qu'il jugeait permis à ce genre littéraire, les résultats de sa réflexion, communique une noblesse à des sujets qui, sans cela, deviendraient facilement bas : « On peut dire, a écrit M. Paul Bourget dans ses *Essais de psychologie*, et précisément à propos de Gustave Flaubert, que dans l'arrière-fonds de toute belle œuvre littéraire se cache l'affirmation d'une grande vérité psychologique, comme dans l'arrière-fonds de toute belle œuvre de peinture ou de sculpture se cache l'affirmation d'une grande vérité anatomique. La portée de la vérité ainsi entrevue par l'artiste fait la portée de son génie. »

Or, c'est l'affirmation d'une grande vérité de cet ordre, cachée dans l'arrière-fonds de son œuvre, qui manquait déjà aux romans précédents de M. Gaston Chérau, et qui malheureusement fait encore défaut à *Valentine Pacquault*. Il n'est pas besoin de dire qu'on y trouve encore moins quelque suggestion d'une théorie générale

de l'univers. Or, si je fais une telle remarque, qui me paraîtrait inutile à propos de la plupart des contemporains de M. Gaston Chérau, c'est que la qualité de son talent et le sens tragique qu'il a de la vie me paraissent l'appeler. Des romans comme *Champi-Tortu*, *la Prison de verre* et surtout *Valentine Pacquault* semblent dignes d'une telle remarque. A cette heure, ce n'est point un mince éloge. Nous dirons même que sans cette absence, *Valentine Pacquault* pourrait être quelque chose de plus qu'un roman, un grand livre.

Certes, je sais bien tout ce qu'on peut reprocher encore au roman de M. Gaston Chérau. Cette Valentine Duperrier, que les admirables demoiselles Carignan vont chercher chez M. Jamet, son oncle, pour la marier à leur neveu François Pacquault, avant qu'il n'aille accomplir son service militaire, et afin de le préserver des mauvais entraînements de la vie du régiment, cette petite-cousine d'Emma Bovary appartient, tout comme son mari, François Pacquault, à la forme humaine trop connue de la littérature dite réaliste. Nous l'avons déjà rencontrée, cette Valentine, jolie, séduisante, qui possède une tête vide, un cœur sec, qui est stupidement vaniteuse et qui, aussitôt qu'elle découvre ses sens, leur devient stupidement asservie. Mais, à la différence des œuvres de cette littérature réaliste qu'on confond trop souvent avec la littérature naturaliste, il n'y a pas que des personnages odieux ou ridicules dans le roman de M. Chérau. François Pacquault est même un être délicieux. Il eût été, pour une autre femme que Valentine, ce cœur solide qu'aspirait à rencontrer Emma Bovary. C'est Valentine Pacquault qui est, par contre, bien trop médiocre pour lui. A Saint-Léger, où François est en garnison, cette petite Valentine souffre dans sa vanité d'être la femme d'un simple soldat. Il n'est rien qu'elle ne tente pour s'introduire dans la société des officiers ; elle réalise tout son rêve quand elle parvient à se faire inviter à une soirée que donne la femme du colonel : et c'est là qu'elle rencontre le capitaine de Milliaud et le lieutenant Tassard, qui joueront chacun un si grand rôle dans sa vie. Le lieutenant Tassard est le type, depuis longtemps fixé par la littérature naturaliste, de l'officier qui se distrait en de faciles bonnes fortunes. Le capitaine de Milliaud, au contraire, est entré dans l'armée avec une haute idée de son métier d'officier ; et s'il souffre, c'est moins de l'ennui de la vie de garnison que de ne point trouver à satisfaire ses désirs obscurs d'héroïsme et de sacrifice ; il est une force qui, dans la paix, ne

trouve pas son emploi ; le capitaine de Milliaud, sans qu'il s'en doute, aime Valentine Pacquault ; mais chez cette nature essentiellement noble, cet amour se traduit par une sorte de protection paternelle qu'il étendra sur le bonheur du jeune ménage. Le lieutenant Tassard ne voit, au contraire, en Valentine Pacquault que l'occasion d'une conquête plus flatteuse pour lui que les autres. Elle ne lui cédera que par surprise, mais ses sens demeureront asservis à cet homme que cependant elle se prendra à détester. Toute cette première partie du roman est excellente : la peinture de l'institution des demoiselles de Carignan, si touchantes qu'elles sont inoubliables, l'arrivée du jeune couple à Saint-Léger, la caserne, la vie du jeune ménage. Et c'est un art très sûr que celui avec lequel M. Gaston Chérau sait préparer le drame qui fait que François Pacquault se jette de la fenêtre de l'hôpital quand il apprend que sa femme est la maîtresse du lieutenant Tassard.

La seconde partie du roman de M. Gaston Chérau nous montre Valentine mise, à cause de sa triste aventure, au ban de la société de la petite ville où elle avait réussi à s'introduire. Elle tombe alors de chute en chute jusqu'au jour où le capitaine de Milliaud, qui a pris sa retraite et qui ignore à quel degré d'abaissement est tombée Valentine, entreprend de la sauver d'elle-même. Et l'œuvre finit sur une très belle scène dans laquelle le capitaine de Milliaud, qui vient d'épouser la jeune femme, se rend brusquement compte de toute la vérité, en découvrant un tatouage sur un de ses bras. Alors Valentine, chez qui de Milliaud a réussi à faire naître un sentiment jusqu'alors inconnu, celui du véritable amour qui lui a rendu sa noblesse de femme, se taillade la chair pour arracher ce témoignage odieux de ses basses amours. Le roman finit par ces mots :

« L'un et l'autre pensaient à leur vie future et ils la voyaient à travers le filtre du temps qui rend limpides les époques troubles où le cœur a perdu sa route, et qui purifie les peines et les joies. »

Que deviennent Valentine et le capitaine de Milliaud? M. Gaston Chérau ne nous le dit pas : il évite de conclure. Mais j'indiquais au début de cet article que cet écrivain ne fait peut-être que de commencer aujourd'hui sa véritable œuvre. Il est maintenant en possession des plus sûrs moyens que puisse posséder un romancier. Il nous a montré qu'il est capable de peindre des êtres faibles ou même grotesques qui se laissent porter par le flot de la vie plus qu'ils n'aspirent à en diriger le cours ; et aussi des créatures moyennes déjà

moins asservies. Nous ne doutons point qu'il ne nous en peigne désormais de supérieures et dont la volonté entreprenne de conduire la vie, et qu'un horizon plus vaste ne s'ouvre du même coup à son imagination de romancier, car c'est toute la complexité de la vie moderne qu'il appartient au roman d'exprimer, avec tout le tragique et tout le comique de l'homme dans l'écheveau d'une vie où rien ne saurait arriver sans avoir les plus inattendus retentissements, où à côté de la vie individuelle des êtres il y a la vie collective des masses. Ce que nous attendons d'un Gaston Chérau, ce sont des romans tout pénétrés du souci d'exprimer le sens d'une telle vie.

GEORGES LE CARDONNEL.

Réflexions sur Verhaeren.

Le petit volume consacré par M. A. M. de Poncheville à la vie de Verhaeren en Hainaut, contient, outre des renseignements inédits et des anecdotes curieuses, quelques jugements littéraires intéressants à relever. Tous ceux qui ont approché Verhaeren sont d'accord pour vanter la dignité de sa vie d'écrivain, sa conception élevée et altruiste de l'art, et la noble fermeté de son caractère. Pacifiste, internationaliste, il fit sans hésiter le sacrifice de sa réputation, très grande en Allemagne, pour exalter l'effort de son pays dressé contre l'envahisseur. Nul n'était plus accueillant aux jeunes, ni mieux disposé à favoriser leurs entreprises, par l'appui de son nom et de sa collaboration désintéressée. Mais s'il convient d'entourer sa mémoire d'estime et de reconnaissance, on ne saurait approuver les éloges outrés qu'a reçus sa poésie, et notamment ceux de son fervent biographe. M. de Poncheville admire profondément le poète des *Forces tumultueuses* et n'est pas éloigné de voir en lui le Victor Hugo de son époque, qui est celle du symbolisme. Certaines attitudes intellectuelles de Verhaeren, ses méthodes de travail, l'évolution de ses idées philosophiques et sociales ne sont pas pour infirmer ce rapprochement (1).

« Une fois, à Saint-Cloud, écrit M. de Poncheville, comme nous parlions ensemble de sa jeunesse et de ses premières aspirations,

(1) *Toute la Flandre*, par Émile VERHAEREN ; édition complète en trois volumes *(Mercure de France)*. — *Verhaeren en Hainaut*, par André M. DE PONCHEVILLE *(Idem)*.

je lui nommai Hugo et lui demandai si sa gloire, alors crépusculaire, n'avait pas excité en lui l'ambition de l'égaler : — Non, me dit-il, dès le collège, c'est Virgile que j'ai regardé toujours. Je voulais être un grand poète, Virgile ou rien d'autre.

« Plus tard seulement Hugo devint pour lui l'objet d'un culte qui ne s'est pas démenti. » C'est bien Hugo, en effet, et non Virgile, que Verhaeren paraît s'être proposé comme modèle.

Il est permis de dire qu'en aucun endroit de son œuvre il ne l'a égalé ni même approché de loin, car on ne saurait comparer à la langue poétique de Victor Hugo la mélopée monotone de Verhaeren, avec ses rimes mécaniquement accouplées (*rouge, bouge; or, décor; bouche, farouche*, etc.), la banalité de ses coupes, ses images stéréotypées, enfin cette étoupe d'épithètes et d'incidentes, qui bourre ses inscandables alexandrins, et tous les « dès lors », les « jadis », les « là-bas » qui les calfatent tant bien que mal. Quant à son vers « libre », ah ! la triste liberté d'une phrase à la fois rugueuse et molle qui va n'importe où, suivant quelquefois un puéril souci d'harmonies « imitatives » et que les assonances découpent en tronçons inégaux rampant l'un après l'autre, à la façon des chenilles processionnaires.

C'est en Allemagne, M. de Poncheville le reconnaît, que, jusqu'à la guerre, Verhaeren avait trouvé les plus chauds admirateurs. En France, il ne fut goûté qu'à la faveur de la réaction contre le Symbolisme, comme chantre du machinisme et de la « Vie moderne » et comme un prophète de vagues temps nouveaux. La récitation du *Roseau vert* et du *Vieux Cordier* faisait partie, vers 1905, du rituel des conférences littéraires pour universités populaires, au même titre que la *Prière sur l'Acropole* ou *Stella :* « C'est l'ange Liberté, c'est le géant Lumière... »

Les zélateurs de l'Art social crurent avoir enfin trouvé un poète selon leur cœur, un visionnaire du progrès, capable de porter la poésie au niveau de l'âme des foules, et de donner un verbe lyrique aux idées dites généreuses ou avancées. L'esprit d'anarchie optimiste qui fut celui de cette génération, et fit qu'elle déclama avec délices la Ballade-Sollness de Laurent Tailhade, croque-bourgeois féru d'atticisme anticlérical, de vertu civique et de voluptés privées, ce mysticisme révolutionnaire avec son vocabulaire et ses allégories, tout cela se retrouve dans *les Aubes* et dans les *Forces tumultueuses*, mais sous quelle forme ! A travers les oripeaux démodés, l'indigence foncière du style s'y révèle fâcheusement, et témoigne d'un acharnement, respectable mais funeste, à forcer un talent dont les deux premiers recueils avaient donné la juste mesure.

C'est là, en effet, qu'il faut aller chercher, dans sa vivacité origi-

nelle, le sentiment vrai qui traverse toute son œuvre, mais qui, délayé et diffus partout ailleurs, s'y trouve exprimé avec une énergie que soutient l'armature du vers classique. La source de l'inspiration de Verhaeren n'est autre que l'âme flamande dont la formule banale combine l'élément ascétique et l'élément sensuel, les kermesses et les béguinages, la luxuriance végétative et le mysticisme contemplatif. Encore la truculence de ses *Flamandes* est-elle un peu figée dans une forme parnassienne ; et c'est plutôt dans les *Moines* que se rencontrent les meilleures pièces et, sans doute, les accents les plus personnels :

Je vous invoque ici, moines apostoliques,
Chandeliers d'or, flambeaux de foi, porteurs de feu,
Astres versant le jour aux siècles catholiques,
Constructeurs éblouis de la maison de Dieu,
Solitaires assis sur les montagnes blanches,
Monstres de volonté, de force et de courroux,
. . . .
Vitraux avivés d'aube et de matins candides
Vases de chasteté ne tarissant jamais,
Miroirs reverbérant comme des lacs lucides
Des rives de douceur et des vallons de paix...

Il faut bien, au risque de passer pour un esprit obtus, préférer cela à tel poème de la *Multiple splendeur* dont M. de Poncheville déclare goûter « la ferveur panthéiste » et dont il trouve la conclusion admirable. Voici cette fin du poème de *l'Arbre :*

Et je baisais le tronc noueux, éperdument,
Et quand le soir se détachait du firmament,
Je me perdais, dans la campagne morte,
Marchant droit devant moi, vers n'importe où,
Avec des cris jaillis du fond de mon cœur fou.

Je me refuse à reconnaître aucun bonheur d'expression, aucune trace d'imagination verbale dans ce rythme déclamatoire de monologue. On trouverait malaisément dans ce poème de *l'Arbre*, cité comme un des chefs-d'œuvre du poète, un vers harmonieux ou sensible. Encore faudra-t-il en traverser trois mauvais pour l'atteindre :

En octobre, quand l'or triomphe en son feuillage
Mes pas larges encor, quoique lourds et lassés,
Souvent ont dirigé leur long pèlerinage
Vers cet arbre d'automne et de vent traversé.

Le caractère le plus général de cette poésie est un défaut absolu de naturel et d'aisance. Tout y paraît pénible et forcé, surtout lorsque le poète veut exprimer, comme dans les *Heures claires*, les bonheurs apaisés et la joie sereine. Libres ou réguliers, ses vers encombrés d'épithètes et qui tombent de génitif en génitif découragent la lecture des yeux. Récités adroitement, ils peuvent faire illusion. Mais cette contre-épreuve est peu probante.

M. de Poncheville assure que Verhaeren aimait Racine et qu'il citait avec admiration les vers de *Britannicus :*

Triste, levant au ciel ses yeux mouillés de larmes
Qui brillaient au travers des flambeaux et des armes.

N'est-il pas significatif que Verhaeren soit allé choisir dans Racine un vers assurément très beau, mais purement descriptif — car c'est le second qu'il admirait — et tel qu'un parnassien habile en rencontre de pareils, dans ses bons jours? Que n'a-t-il plutôt demandé à Racine des modèles du vrai style dramatique, simple et ferme, si différent de celui d'*Hélène de Sparte*, auprès duquel la langue de Casimir Delavigne apparaît comme un miracle d'énergie et de solidité.

Roger Allard.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

HUGO STINNES

On ne parle guère de lui en France que depuis 1916 *ou* 1917, *mais voilà bien trois quarts de siècle que son grand-père Mathias, puis son père ont commencé leur chemin dans le royaume d'Hermès : Hugo s'est contenté de poser une auréole d'or, de fer et de charbon autour d'un nom déjà cher au dieu.*

Son physique? C'est un petit homme trapu de cinquante ans, barbe noire, cheveux noirs, teint jaune, parlant peu, même au Reichstag, ordinairement seul, même au restaurant. Vêtu simplement, presque pauvrement, il va de bureau en bureau à travers les innombrables firmes qu'il a frappées à son effigie. Avant la guerre, on lui accordait bien une fortune de 40 *millions de marks or. Depuis la guerre, depuis l'armistice on ne sait plus, peut-être un milliard. Mais l'argent, pour lui, ce n'est ni du luxe ni de la jouissance. Il dépense peu pour lui-même. L'argent ne l'intéresse que pour les affaires et les affaires pour l'Empire allemand.*

Ce génie du négoce vient du négoce par le négoce. Tout enfant on l'expédie dans un realgymnasium, *puis à Coblence, dans les affaires. Brusquement, nous le trouvons au fond d'une galerie, à extraire du charbon, puis à Berlin à l'École des mines. Au bout d'un an, il entre chez son grand-père, mais bien vite il s'émancipe et fonde une maison pour son propre compte au capital de* 50 000 *marks. Il a vingt-trois ans. Il suppute, il entreprend, il ose. Audace heureuse : les banquiers*

que sa chance rassure finissent par lui accorder sans récriminations les longs crédits qu'il sollicite. Le commerce du charbon lui réussit particulièrement, il achète des mines, plusieurs, fabrique des briquettes, de l'acier, du fer. Treize vaisseaux voguent déjà, pour son profit, des mers allemandes jusque dans la Méditerranée, apportant de Newcastle à Hambourg, Stettin, Gênes et Rotterdam le charbon anglais. Le nom de Hugo Stinnes retentit à travers toute la Westphalie; on le mêle déjà couramment aux grandes affaires de trams et d'électricité.

La guerre centuple son activité et ses gains. La mer lui est fermée, la terre lui reste avec ses possibilités ferroviaires d'exportations de combustible aux neutres, Danemark, Hollande, Suisse. Stinnes devient un personnage qu'on voit, et de plus en plus, au Grand Quartier général. La Belgique et le nord de la France, qu'il exploite consciencieusement, payent les frais de ces entrevues. Cet homme nous a volé des milliards. On devrait bien les lui réclamer.

C'est grâce à ces rapines de génie qu'en 1916 *il s'installe à la* Hamburg-Amerika *et au* Norddeutsche Lloyd, *qu'en* 1917 *il engloutit l'antique firme minière H.-W. Weidmann, qu'en* 1918, *et toujours à Hambourg, il fonde, au capital de* 50 *millions de marks, une compagnie de commerce transatlantique. Toutes les industries tentent désormais ce brasseur d'industries et d'affaires : il devient propriétaire du* Rathaus Hotel, *du* Hamburger Hof.

L'armistice, la révolution le troublent à peine. Ce profiteur d'impérialisme pactise immédiatement avec la révolution, avec les démocrates, avec les prétentions ouvrières. Si le Kaiser n'a plus de valeur, le charbon atteint de hauts prix et lui permet d'acquérir de nouvelles usines, de moteurs à Charlottenburg, de papier un peu partout. A la fin, les journaux eux-mêmes tombent dans son filet, la Deutsche Zeitung, *les* Münchner Neuest Nachrichten, *et avec eux l'âme de ce peuple rageur, consciencieux et rancunier. A l'heure qu'il est, Hugo Stinnes règne énergiquement sur l'opinion par le moyen des quatre-vingts ou cent gazettes qu'il a emportées d'assaut.*

Ce profiteur colossal, cet immense mystérieux, ce voleur tenace, ce travailleur zélé constitue l'une des puissances les plus redoutables de l'Allemagne, vaincue mais rebelle. Il ne dit rien, mais agit, et surtout fait agir, car il répugne, en politique, aux manœuvres ouvertes et directes. Les éclats comme celui de Spa sont infiniment rares dans sa carrière déjà longue et si touffue. Son algarade lui coûta d'ailleurs trop cher pour qu'il songe à la renouveler.

On dit qu'il manigance une restauration monarchique. Dans un siècle industriel comme le nôtre, il n'y aurait rien d'excessif à voir sortir le général Monk d'un office de société anonyme. N'a-t-il pas déjà fondé, soutenu, fait triompher aux élections ce Volkspartei, *frère teuton, mais frère heureux, du parti que rêvèrent en France les grands industriels de l'acier, sous le nom de* Démocratie nouvelle? *Un de ses secrétaires particuliers n'est-il pas un ancien officier compromis dans le coup d'État de Luttwitz?*

Tout ce qu'il y a de sûr, c'est que Hugo Stinnes intrigue avec méthode et puissance contre nous. S'il y avait une justice en France, ce pillard devrait être au bagne. On le laisse capter la presse et monopoliser l'industrie, notre gage et notre tremplin.

***

Le « Bourgmestre » de M. Maeterlinck et le « Comédien » de M. Guitry.

Il y a, dans *les Iles d'or* de Mistral, un poème intitulé l'*Amiradou*, le Mirador, où il est question d'une reine, une fée — *uno réino, uno fado* — qui est enfermée dans le château de Tarascon. Celui qui ouvrira sa prison, elle l'aimera peut-être. Mais les plus puissants ou les plus riches essaient en vain ; un bloc tombé des murailles les renverse. Un jour, un petit trouvère parut, sa mandore à la main :

A canta tout lou matin li prouesso de si paire,
A canta tout lou matin
Lou trélus dou sang latin.

Il a chanté tout le matin les prouesses de ses pères,
Il a chanté tout le matin
La splendeur du sang latin.

Et la garde est charmée, les portes s'ouvrent, le petit trouvère monte avec la fée au belvédère du château, d'où elle montre la riche province : « Tout cela est à toi, dit-elle, car celui qui sait lire dans le livre rayonnant doit croître au-dessus de tous. »

M. Maurice Maeterlinck a assez usé du symbole pour qu'on puisse lui appliquer celui-là. Son inspiration était captive comme la fée. Un jour, le petit trouvère est venu. Il a chanté les « prouesses de ses pères » et la « splendeur du sang latin ». Et, du coup, M. Maeterlinck

s'est élevé bien au-dessus de ce qui se fait au théâtre par le temps qui court.

Dou sang latin, du sang latin : M. Maeterlinck est Gantois, et quand on visite l'hôtel de ville de Gand, le guide ne manque pas d'évoquer, après les souvenirs de l'histoire, le nom de cet illustre compatriote. Gand est une ville de Gaule Belgique, M. Maeterlinck est écrivain de langue française. Mais la cité natale des Artevelde et de Charles-Quint est la capitale intellectuelle des flamingants. M. Maeterlinck a éprouvé ce que ce double destin avait de tragique ; longtemps il a aimé l'Allemagne, accepté les influences qui venaient d'elle. Quand nous lui reprochions de brouiller les genres, de faire de la philosophie poétique à propos d'histoire naturelle ou du lyrisme philosophique sur le théâtre, de voiler l'expression directe, de se donner des airs profonds et vagues, nous ne faisions que rappeler à cet écrivain de langue latine *lou trélus dou sang latin*. L'Allemagne ne s'y trompait pas et reconnaissait en lui le « plus grand génie français contemporain », ce qui n'est pas autrement flatteur quand on songe que, pour le seizième siècle par exemple, elle donne ce rang à du Bartas. Un jour, les Allemands ont envahi la Belgique : avant même d'être émus par *le Bourgmestre de Stilmonde*, comment ne serait-on pas touché par le destin de M. Maeterlinck?

Il n'a pas hésité une seconde. Il a mis toutes ses forces au service de sa patrie. En 1917, il a écrit *le Bourgmestre de Stilmonde*, que le ministre Malvy a commencé par interdire et la Comédie-Française par refuser. On nous le joue aujourd'hui. Entre tant de pièces inspirées par la guerre, elle est la première véritablement belle.

Nous avons vu représenter ces temps derniers trois œuvres de valeur : *le Pauvre sous l'escalier* de M. Henri Ghéon, inspiré par la foi ; *le Bourgmestre de Stilmonde* de M. Maeterlinck, inspiré par le patriotisme ; *le Comédien* de M. Guitry, inspiré par l'amour du métier. Les plus nobles sentiments ne suffisent pas à faire naître les chefs-d'œuvre, et rien ne serait plus attristant qu'une mauvaise pièce patriotique ou religieuse, s'il n'y avait les mauvaises pièces antipatriotiques ou antireligieuses. Mais la question n'est pas là : nous attendons qu'on nous montre une belle œuvre inspirée par les sentiments contraires à ceux qui conduisent MM. Ghéon, Maeterlinck et Guitry. En attendant, nous mesurons ce qu'un sentiment juste et fort ajoute aux dons d'un auteur.

On a reproché à la pièce de M. Ghéon de n'être pas assez drama tique et à celle de M. Maeterlinck de l'être trop. Dans *le Pauvre sous l'escalier*, un seul événement initial, le retour du pauvre, puis toute l'action se déroule dans les âmes. Dans *le Bourgmestre*, au contraire,

les événements sont nombreux et dramatiques. Mais *Œdipe roi* est le plus épouvantable de tous les mélodrames connus, tandis que *les Suppliantes* ne sont qu'un admirable chœur en l'honneur de l'hospitalité : l'une et l'autre pièce sont pourtant des tragédies, comme *Rodogune*, où il se passe tant de choses, comme *Bérénice* où il s'en passe fort peu. Ajoutons que l'action unique du *Pauvre* dure dix-sept ans, et que les événements du *Bourgmestre* se déroulent en neuf heures.

Neuf heures exactement, de 10 heures du matin à 7 heures du soir, un jour d'août 1914. Jusqu'à ce jour-là, le bourgmestre Van Belle cultivait en paix ses roses ; il avait marié sa fille à un Allemand Otto Hilmer, qui rentre dans Stilmonde avec l'armée d'invasion. Un autre officier allemand, détesté par ses hommes, est tué par eux dans des conditions telles qu'on accuse un vieux jardinier au service de Van Belle : celui-ci sait que son serviteur est innocent, il le dit au commandant ennemi qui répond : « Pour la sécurité de ma troupe, il me faut un responsable et un exemple : lui ou vous. »

Le gendre de Van Belle n'est pas inhumain. Il aime sa nouvelle famille. Il intercède auprès de son commandant avec tant de chaleur que celui-ci croit de son devoir de l'éprouver : l'officier est sous ses ordres. Fera-t-il passer ses sentiments avant la discipline militaire? Un règlement impitoyable permet de désigner aveuglément Otto pour commander le peloton d'exécution : sinon, la mort. Décidé à désobéir, Otto comprend qu'il entraînera sa femme à mourir avec eux sans sauver ni son beau-père ni lui-même. Broyé par la fatalité, il va ouvrir le feu. Satisfait, le commandant l'en dispense, et revient en disant : « Vous n'avez rien à reprocher à votre mari, madame. » Et cependant, elle le chasse. « Ils sont tous plus ou moins fous dans ce pays », conclut le commandant.

Ce drame est nettement construit : premier acte, l'exposition, jusqu'au meurtre de l'officier allemand ; deuxième acte, le débat dans l'âme du bourgmestre ; troisième acte, le débat entre le bourgmestre et sa famille, l'exécution, le retour. Tous les autres éléments ont la même simplicité et la même clarté. Les personnages s'expriment avec naturel, sans qu'on trouve une seule fois ces fausses naïvetés, ces réflexions qui veulent être profondes et qui gâtaient autrefois M. Maeterlinck. Le patriotisme a emporté la littérature. Comment expliquer cela? Admettons que c'est un miracle et saluons-le avec joie.

Dans l'ordre des sentiments, même vérité et même naturel. Les personnages sont héroïques malgré eux. Le bourgmestre ne tient pas à mourir pour sa patrie. Mais il ne peut pas laisser un innocent

mourir à sa place. Ses fonctions le désignent comme otage, c'est un malheur auquel il ne peut rien. Le deuxième acte, qui déroule ce débat, est admirable de fermeté et de simple grandeur. Remarquons que le combat ne se livre pas dans l'âme du bourgmestre ni à propos de la décision à prendre : il sait dès la première minute quel est son devoir et lorsque le vieux jardinier offre, très simplement aussi, de donner sa vie, qui n'est guère utile, pour sauver celle du bourgmestre, qui l'est beaucoup, Van Belle répond aux sollicitations de tous : « Plus vous cherchez à l'obscurcir, plus mon devoir s'éclaire. » De même au troisième acte, Otto, sa femme, hésitent sur ce qu'ils ont à faire, leur conduite est modifiée par les événements, celle du bourgmestre ne l'est pas, et dans les conditions où l'a placé M. Maeterlinck, elle ne peut pas l'être : si l'on voulait à tout prix trouver ce drame un peu rectiligne, il serait plus juste d'insister là-dessus que sur la conduite du commandant allemand. Elle est justifiée. J'avoue ne pas comprendre du tout le reproche d'exagération adressé ici à l'auteur : les Allemands ont fait pis, maintes fois. M. Maeterlinck a peint en Otto un bon Allemand, que veut-on de plus et quelle est cette pudeur? L'an dernier, c'était la mode d'insinuer qu'après tout les responsabilités étaient partagées, que le patriotisme n'était pas très sûr de son affaire. Le Théâtre-Français, qui a refusé *le Bourgmestre de Stilmonde*, acceptait les ridicules *Chaînes* de M. Bourdon. Ou bien on insinue : « La guerre est finie, n'en parlons plus. » Si, parlons-en comme cet auteur qui a trouvé dans son cœur blessé un sentiment dont la puissance l'a élevé au-dessus de lui-même, et lui a dicté l'œuvre la plus simple et la plus belle qu'il ait écrite.

*
* *

M. Guitry n'a eu besoin de renier aucun de ses dieux pour écrire *le Comédien*. Au contraire, si l'on avait un reproche à lui faire, ce serait d'être exclusivement et par trop de petits côtés un homme de théâtre. Fils d'un comédien illustre, il a débuté par une pièce de théâtre à l'âge où l'on fait encore des thèmes. Il n'a pas encore quarante ans, et il est déjà l'auteur de quelque quarante pièces. Son activité est grande et variée, elle le ramène toujours au théâtre. Le Comédien de M. Guitry dit « le théâtre est notre pays, à nous ». A condition qu'il ne fasse pas perdre de vue d'autres devoirs, ce sentiment est beau et fort.

Le philosophe Jules de Gaulier a écrit jadis une curieuse étude sur la maladie qu'il a baptisée le bovarysme universel. De même qu'Emma Bovary, l'homme moderne souffre, dit-il, de ne pouvoir

s'adapter à son destin. Quel que soit le rang social qu'il occupe, il se croit lésé, et victime des dieux. Mme Bovary fut conduite à ce désordre, comme chacun sait, par la lecture des livres romantiques. Quand on établit le décompte du romantisme, on dit : c'est vrai, il a tué le goût, accumulé tous les maux que vous voudrez, mais il a apporté deux sentiments nouveaux, puissants, riches, éternels : l'amour de la nature et l'angoisse moderne en face de la destinée. Nous verrons à l'occasion ce que vaut la première partie de cet actif. La seconde ne vaut rien, c'est une fausse monnaie. Le fameux tourment lamartinien en face de l'infini ou de l'absolu n'est que du bovarysme métaphysique : l'incapacité de « s'adapter » dans la série des êtres, comme Emma est incapable de s'adapter dans une série sociale. Ne disons pas que ce sentiment n'existe pas ou ne doive pas exister dans le cœur de l'homme ; disons simplement qu'il marque une régression, non un progrès.

Comme Moréas lui-même, comme tous les véritables écrivains, M. Guitry illustre d'un bel exemple la parole fameuse de l'auteur des *Stances :* « Il n'y a pas de classiques ni de romantiques... c'est des bêtises... » M. Deschanel, le père, a écrit un livre pour montrer que Racine aurait pu être romantique, Faguet en a écrit un autre pour soutenir la même thèse à propos de La Fontaine. Il serait très facile de se livrer au même jeu à l'égard de M. Guitry : il parle volontiers de lui et de ce qui le touche de près ; il penche vers une certaine liberté de mœurs et d'idées ; il n'a jamais vivement recommandé les disciplines morales et sociales ; il accorde la primauté aux mouvements de la sensibilité, ou mieux de l'instinct, sur la raison. Tout cela est vrai et pourtant c'est à nos bons auteurs comiques du dix-huitième siècle que fait penser M. Guitry. Sans doute, si certains penchants avaient pris le pas, ce serait un romantique. Mais ce sont d'autres penchants qui l'ont emporté.

Le thème du *Comédien* aurait pu fournir un mauvais drame à Dumas père : on y voit un acteur illustre séduire par son prestige et presque malgré lui une jeune fille qui, une fois introduite dans le monde des théâtres et mordue par le démon, veut elle aussi devenir comédienne. Vienne une occasion pressante, une actrice à remplacer au pied levé, elle veut triompher tout de suite. L'homme, qui au début ne l'aimait guère — en sorte qu'il n'a même pas de mauvaise excuse à sa mauvaise action — est maintenant attaché à elle. Mais le respect de son métier passe avant tout : il ne balance pas plus que le bourgmestre de M. Maeterlinck ; il abandonne la femme qu'il aime pour sa profession.

Il faut le dire, cette profession est telle que la valeur de l'exemple

n'est pas complète : ce que le métier de comédien a de brillant, d'attirant, de flatteur pour la vanité, diminue beaucoup le sacrifice, qui serait incomparablement plus beau de la part d'un boulanger ou d'un mécanicien. Il n'importe, M. Guitry a su trouver pour dire l'amour de ce métier des accents touchants et justes : il faut y insister, M. Guitry dit *mon métier*, *le comédien*. Il ne parle pas de l'art et des artistes avec des majuscules : je souhaiterais que le rappel de ce simple détail indiquât le ton de l'ouvrage. Je disais que le thème du *Comédien* eût inspiré un mauvais drame à Dumas père : le comédien eût quitté sa maîtresse en agitant de grands mots et de grands sentiments ; celui de M. Guitry agit tout simplement et n'élève ni la voix, ni le ton : un sentiment très fort le possède et le mène, et c'est tout. Il ne prêche pas. Il a l'air parfaitement naturel, et ce n'est pas rien si l'on songe qu'il ne s'agit ici que de théâtre et d'acteurs, c'est-à-dire du monde artificiel par excellence. Voilà pourquoi M. Guitry n'est pas un romantique. Voilà pourquoi, avec toutes ses contradictions, dans l'esprit ou dans le caractère, il est un bon auteur dramatique.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LA CONFÉRENCE DE LONDRES. — *Les premiers échanges de vues entre les délégués alliés, à Londres, ont porté sur les affaires d'Orient et le plébiscite en Haute-Silésie.*

La Turquie est représentée à la Conférence par deux délégations, celle d'Angora et celle de Constantinople. Les intérêts grecs sont officiellement confiés à M. Calogeropoulos, mais M. Venizelos, appelé par M. Lloyd George, se tient dans la coulisse.

Aux affirmations de l'expert militaire grec, d'après lequel il ne faudrait que trois mois à l'armée hellénique pour atteindre Angora, le général Gouraud a fait observer qu'il ne fallait pas sous-estimer les forces kémalistes.

Pour ce qui est de la Haute-Silésie, une première concession a été faite à l'Allemagne. Selon la demande de cette dernière, le scrutin aura lieu le 20 *mars au plus tard; indigènes et émigrés y participeront ensemble* (21 *février*).

A la séance du 22, *la délégation française a fait rejeter une note de*

l'émir Fayçal, brusquement reparu sur la scène, et demandant à être entendu pour représenter les Arabes. La Conférence a toutefois admis avec ce pouvoir de représentation Haddad-Pacha, agent de l'émir à Londres.

Le 23, on a entendu les deux délégations turques, réconciliées pour défendre les intérêts de leur pays et qui ont demandé la revision du traité de Sèvres en ce qui concerne Smyrne, la Thrace et la zone des détroits. Les Turcs se sont montrés conciliants et modérés. Les Grecs, au contraire, entendus le 24, ont fait preuve d'intransigeance.

Le 25, en présence des divergences d'opinion qui se sont produites au sujet de la composition de la population en Thrace orientale et dans la région de Smyrne, la Conférence a proposé aux parties en litige de soumettre leur différend à une commission internationale nommée par elle. Les Turcs de Constantinople ont laissé à ceux d'Angora le soin de répondre. Et ceux-ci ont accepté l'enquête, en demandant toutefois un délai pour pouvoir communiquer avec leur gouvernement. Quant aux Grecs, venus, ont-ils dit, avec mandat de défendre l'intégrité du traité de Sèvres, ils ont demandé également un délai pour consulter leur gouvernement.

Le 26 février, le maréchal Foch, mandé d'urgence, est parti pour Londres.

Le 27, MM. Briand et Lloyd George se sont mis d'accord sur la nécessité de réunir une commission d'experts chargée d'étudier les modalités d'application des sanctions précédemment définies par la Conférence de Paris.

Le 28, le gouvernement hellénique a répondu à M. Calogeropoulos qu'il lui enjoignait de refuser la proposition du Conseil suprême. La question sera soumise à l'Assemblée nationale.

Le 1er mars, la Conférence se réunit en séance plénière pour entendre le docteur Simons sur les réparations.

France, 15 février. — *M. Raymond Poincaré est élu président de la commission des Affaires étrangères du Sénat.*

19 février. — *Les généraux Fayolle, Lyautey et Franchet d'Esperey sont nommés maréchaux de France.*

— *Signature de l'accord franco-polonais. C'est une alliance aussi complète que possible. Les deux pays s'engagent à se concerter sur toutes les questions de politique extérieure les intéressant, ainsi qu'au cas où l'un d'eux serait attaqué. Ils s'engagent également à se consulter avant de conclure de nouveaux accords intéressant leur politique en Europe orientale et centrale.*

27 février. — *Dans le deuxième secteur de Paris, où il s'agissait de remplacer MM. Millerand, élu président de la République, et Lauche,*

décédé, il y a ballottage. Sur 187 030 *inscrits, il n'y a eu que* 114 951 *suffrages exprimés. La liste du Bloc national arrive en tête, suivie de la liste communiste.*

ALLEMAGNE, 13 février. — *Discours du docteur Simons à Stuttgart. L'accord de Paris ne constitue pas, aux yeux du gouvernement allemand, une base pour les négociations de Londres. Celles-ci permettront à l'Allemagne d'exposer entièrement son programme.*

16 février. — *Le docteur Simons affirme de nouveau, à Carlsruhe, son refus de signer l'accord de Paris.*

— *Manifestations hostiles à l'Entente à Leipzig et à l'Université de Berlin.*

20 février. — *Les élections à la Chambre prussienne marquent un coup de barre sensible des éléments bourgeois vers la droite. Les socialistes majoritaires perdent des sièges gagnés par les communistes et les indépendants. Les démocrates perdent également du terrain, mais au profit des deux partis de droite, nationaux-allemands et populistes.*

— *Elections complémentaires au Reichstag dans les anciennes régions plébiscitaires de Prusse orientale et du Sleswig-Holstein. Elles manifestent, comme les élections prussiennes, un accroissement des partis de droite et d'extrême gauche.*

23 février. — *Une bande allemande attaque les représentants de l'Entente à Grünowick (Haute-Silésie).*

24 février. — *Au conseil économique d'Empire, M. Simons affirme encore une fois qu'il sera ferme dans son refus.*

25 février. — *Clôture des séances des experts chargés de rédiger les contre-propositions allemandes. Une note officieuse déclare que les experts sont arrivés à la conclusion que l'acceptation des exigences de la Conférence de Paris est impossible pour des raisons économiques et financières.*

ANGLETERRE, 25 février. — *Des forces de la Couronne tombent dans une embuscade tendue par les républicains à Coolevoking, comté de Cork, en Irlande. Elles perdent quatre tués et seize blessés.*

PERSE. — *Dans la nuit du 20 au 21 février, le général Riza-Khan s'est emparé de Téhéran. Il s'agirait d'un mouvement anti-bolcheviste et pro-anglais.*

A. M.

Le Gérant : ROBERT TISNÉ.

TABLE DES MATIÈRES

TOME IV. — JANVIER-MARS 1921.

LES IDÉES ET LES FAITS

LA VIE A L'ÉTRANGER

LES LETTRES

LA PHILOSOPHIE

LES BEAUX-ARTS

LES SCIENCES

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26040.